Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 17 JUIN 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17TH JUNE, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per singl number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 1777

which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertissements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in he "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 1778

Proclamations

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.
[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, *Assistant-Procureur-Général-Suppléant.*

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans le territoire ci-après décirt, situé dans la municipalité de la partie ouest des cantons unis de La Reine et de Desmesloizes, dans la seconde division municipale du comté de Témiscamingue, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la dite municipalité et de l'ériger en municipalité de village sous le nom de "La municipalité du village de La Reine".

ATTENDU que les requérants ont rempli toutes les formalités prescrites par le Code municipal, que le territoire ci-après décrit est dans les conditions requises pour former une municipalité de village, et qu'après la séparation dudit territoire de la municipalité de la partie ouest des cantons unis de La Reine et de Desmesloizes, il restera à cette dernière municipalité une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux dispositions du Code municipal, nous avons déclaré et déclarons, par les présentes, que le territoire borné comme suit, savoir:

A l'ouest : la ligne interprovinciale entre le Québec et l'Ontario, depuis son quatre-vingt-dixième poteau miliaire—au coin sud-ouest du canton de Desmesloizes—et en la suivant vers le

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.
[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, *Acting-Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS a petition signed by the majority of the owners of the property included within the territory hereinafter described, situated in the municipality of the West part of the united townships of La Reine and Desmesloizes, in the second municipal division of the county of Temiscamingue, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and to erect it into a village municipality under the name of "The municipality of the village of La Reine".

WHEREAS the petitioners have observed all the formalities prescribed by the Municipal Code, that the territory hereunder described in within the required conditions to form a village municipality, and that after the separation of the said territory from the municipality of the west part of the united townships of La Reine and Desmesloizes, there shall still remain in the latter municipality a population of over three hundred souls.

NOW KNOW YE, that, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, We have declared and doth declare, by these presents, that the territory bounded as follows, namely:

On the west : the interprovincial line between Quebec and Ontario, from its ninetieth mile post —at the southwest corner of the township of Desmeloizes—following it in a northerly direc-

nord, sur une distance de trois mille cent quatre-vingt-dix (3190) pieds, plus ou moins, jusqu'au côte nord-est de la rivière La Reine, qui fera à l'extrémité de cette distance le coin nord-ouest dudit village, de La Reine.

Au nord: une ligne tirée—du coin en dernier lieu déterminé—suivant l'est astronomique, en travers les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six (1, 2, 3, 4, 5, 6) du premier rang du canton de Desmesloizes et sur la largeur de quatre mille huit cent trente pieds et demi (4830½), plus ou moins;

A l'est, dans la direction du sud astronomique: la ligne séparant le lot numéro six (6) du lot numéro sept (7) dans le premier rang de Desmeloizes, et celle qui lui fait suite entre les lots de mêmes numéros dans le dixième rang du canton de La Reine, jusqu'à l'alignement sud du chemin de fer: Transcontinental-National, à six cent dix pieds et tiers (610 1-3), plus ou moins, de la ligne entre les deux cantons susnommés;

Au sud, une ligne brisée s'établissant comme suit: ouest astronomique—2671 pieds; sud astronomique—1718 pieds, jusqu'à l'axe de la rivière La Reine; l'axe de cette rivière en en remontant son cours, jusqu'à la ligne limitative entre les deux cantons déjà nommés, puis, vers l'ouest, ladite ligne jusqu'au quatre-vingt-dixième poteau miliaire en premier lieu mentionné, est détaché de la municipalité de la partie ouest des cantons-unis de La Reine et de Desmesloizes et forme, à partir de ce jour, une municipalité sous le nom de "La municipalité du village de La Reine".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avaons fait rendre Nos presentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2471 C.-J. SIMARD.

Canada
Province de Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.* } ATTENDU que le secrétaire des commissaires nommés pour

tion, a distance of three thousand one hundred and ninety (3190) feet, more or less, up to the northeast side of the river La Reine, which will be at the end of this distance the northwest corner of the said village of La Reine.

On the north: a line drawn—from the corner lastly above determined—running east astronomically, across the lots numbers one, two, three, four, five, six (1, 2, 3, 4, 5, 6) of the first range of the twonship of Desmeloizes and for a distance of four thousand eight hundred and thirty feet and a half (4830½) more or less;

On the east, on a bearing south astronomically: the line of division between the lot number six (6) and the lot number seven (7) in the first range of Desmeloizes, and the production thereof between the lots of the same numbers in the tenth range of the township of La Reine, up to the south alinement of the Transcontinental National Railway at a distance of six hundred and ten feet and a third (610 1-3) more or less, from the line between the two aforesaid townships;

On the south, a broken line running as follows: west astronomically—2671 feet; south astronomically—1718 feet, up to the axis of the river La Reine; the axis of this river, upstreams, up the line of division between the two aforementioned townships, then, westerly, the said line up to the ninetieth mile post firstly above mentioned, is detached from the municipality of the west part of the united townships of La Reine and Desmesloizes and forms, on, from and after this day, a municipality under the name of "The municipality of the village of La Reine".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTIETH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

2472 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.* } WHEREAS the secretary to the appointed Commissioners for

les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notredite province de Québec, le décret canonique de l'évêque dudit diocèse, en date du 29 mai 1920, détachant des paroisses de Saint-Joseph-de-Carleton et de Saint-Jean-l'Evangéliste, dans le comté de Bonaventure, et annexant à la paroisse de Saint-Omer, dans le même comté, le territoire suivant, savoir:

Le territoire, dans le canton de Nouvelle, à être annexé pour les fins civiles à la paroisse de Saint-Omer, dans le comté de Bonaventure, est pris dans les rangs, I, II, III, IV, V, VI, du canton susdit et sera formé—en référence au plan d'arpentage de M. David-W. Mill, daté de novembre 1910— des lots suivants, à savoir:

Les lots numéros: de un (1) à quinze (15) du premier rang; de un (1) à seize (16) des deuxième et troisième rangs et de un (1) à quatorze (14), dans chacun des quatrième, cinquième et sixième rangs; les neuf premiers lots, comptés numériquement dans chacun de ces rangs étant détachés de la paroisse de Saint-Joseph-de-Carleton et les autres devant l'être de celle de Saint-Jean-l'Evangéliste.

ATTENDU que ledit décret canonique est accompagné d'un certificat dudit secrétaire attestant qu'aucun opposition à la reconnaissance civile du décret canonique n'a été déposé à son bureau dans le délai prescrit.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, et ratifié, et par les présentes confirmons, et ratifions pour les fins civiles, ledit décrêt canonique, et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes, ordonnons et déclarons que le territoire ci-dessus décrit est détaché desdites partoisses de Saint-Joseph-de-Carleton et de Saint-Jean-l'Evangéliste et annexé à la paroisse de Saint-Omer et qu'il forme partie de cette dernière paroisse pour toutes les fins civiles, conformément aux dispositions de la loi.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce SEPTIEME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
2495 C.-J. SIMARD.

---

the purposes of chapter first of title nine of the Rtvised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Saint-Germain-de-Rimouski, canonically acknowledge and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, the canonical decree of the bishop of the said diocese dated the 29th of May, 1920, detaching from the parishes of Saint-Joseph-de-Carleton and of Saint-Jean-l'Evangéliste, in the county of Bonaventure, and annexing it to the parish of Saint-Omer, in the same county, the following territory, namely:

The territory, in the township of Nouvelle, to be annexed for civil purposes to the parish of Saint-Omer, in the county of Bonaventure, is taken in the ranges I, II, III, IV, V, VI of the aforesaid township and shall be made up—with reference to the plan of survey of Mr. David W. Mill, dated November, 1910—of the following lots, namely:

The lots numbers: from and including one (1) to fifteen (15) of the first range; from and including one (1) to sixteen (16) of the second and third ranges and from and including one (1) to fourteen (14), in each of the fourth, fifth and sixth ranges; the first nine lots, counted numerically in each of such ranges being detached from the parish of Saint-Joseph-de-Carleton and the other lots to be detached from that of Saint-Jean-l'Evangéliste

Whereas to the said canonical decree is annexed the certificate of the said secretary attesting that no opposition to the civil recognigion of the canonical decree, has been filed it his office within the prescribed delay;

NOW KNOW YE, that we have confirmed ratified and recognised and by these presents do confirm, and ratify for civil purpose the said canonical decree; and We have ordered and declared and by these presents order and declare the territory above described to be detached from the said parishes of Saint-Joseph-de-Carleton and of Saint-Jean-l'Evangéliste and annexed to the parish of Saint-Omer and that it shall form part of the latter parish for all civil purposes, in conformity with the provision of the law.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
2496 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.,

. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que le secrétaire des commissaires nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Nicolet, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notredite province de Québec, le décret canonique de l'autorité ecclésiastiques dudit diocèse, en date du 19 décembre 1921, détachant de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, dans le comté de Nicolet, et annexant à la paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard, dans le même comté le territoire suivant, savoir:

Seront annexés, pour les fins civiles, dans le comté de Nicolet, les terrains désignés comme ci-après, en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, dans la concession Saint-Charles de la seigneurie de Lévrard, à savoir:

Les lots numéros cent soixante-trois, cent soixante-six, cent soixante-neuf, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze (163, 166, 169, 194, 195); la partie—au sud-est de la rivière aux Orignaux—de chacun des lots numéros cent soixante-dix-neuf et cent quatre-vingt-dix-sept (179 et 197); l'emplacement d'école situé au coin est du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189); les cinq arpents et demi sud-est de la moitié sud-ouest du lot numéro deux cent treize (213) et la moitié sud-est en profondeur de chacun des lots numéros deux cent dix-sept et deux cent dix-huit (217 et 218), tous devant être détachés de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, dans le comté de Nicolet susdit.

ATTENDU que ledit décret canonique est accompagné d'un certificat dudit secrétaire attestant qu'une opposition à la reconnaissance civile du décrêt canonique a été produite, mais qu'elle a été rejetée par lesdits commissaires.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, et ratifié, et par les présentes confirmons, et ratifions, pour les fins civiles, ledit décret canonique, et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la partie de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets ci-dessus décrite, est détachée de ladite paroise et est annexée à la paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard et forme partie de cette dernière paroisse pour toutes les fins civiles conformément aux dispositions de la loi.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avaons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the secretary to the appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Nicolet, as canonically acknowledge and erected by the Ecclesiastical authorities has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec, the said canonical decree of the Ecclesiastical authority of the said Diocese dated the 19th of December, 1921, detaching from the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, in the county of Nicolet, and annexing to the parish of Sainte-Cécile-de-Lévrard, in the same county, the following territory, namely:

Shall be annexed, for civil purposes, in the county of Nicolet, the lots of land hereunder designated, with reference to the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, in the Saint Charles concession of the seigniory of Lévrard, namely:

The lots number one hundred and sixty three, one hundred and sixty six, one hundred and sixty nine, one hundred and nintety four, one hundred and ninety five (163, 166, 169, 194, 195); the part—to the southeast of the river Aux Orignaux—of each of the lots numbers one hundred and seventy nine and one hundred and ninety seven (179 and 197); the school site situate at the east corner of the lot number one hundred and eighty nine (189); the southeast five and a half arpents of the south-west half of the lot number two hundred and thirteen (213) and the southeast half in depth of each of the lots numbers two hundred and seventeen and two hundred and eighteen (217 and 218), all to be detached from the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, in the county of Nicolet aforesaid.

WHEREAS, to the said canonical decree is annexed a certificate of the said secretary attesting that an opposition to the recognition of the said canonical decree had been filed, but that it was rejected by the said commissioners.

NOW KNOW YE, that We have confirmed and ratified, and, by these presents, confirm and ratify, for civil purposes, the said canonical decree and We have ordered and declared, and, by these presents, order and declare that the part of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets hereinabove described shall be detached from the said parish and annexed to the parish of Sainte-Cécile-de-Lévrard, and shall form part of the latter parish for all civil purposes, in accordance with the provisions of the law.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce SEPTIEME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
2505 C.-J. SIMARD.

and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Wlle Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRI K, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
2506 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Rosemere Country Club, inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Qué ec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1922, constituant en corporation: Ralph Erskin Allan, avocat, Frederick Walter Fryer, engageur, Montréal; George Robert Tylee, cultivateur, George Salmon, surveillant de construction, Basil Everett Newmark, teneur-de-livres, Oswald Fletcher Edwards, administrateur, John Kelly, lithograveur, Rosemere, aux fins suivantes:

Tenir un club champêtre, procurer aux membres de ce club et à leurs invités de la récréation, de l'exercice hygiénique, des distractions et des relations sociales;

Etablir, maintenir et gérer un club pour encourager les jeux de tennis, de golf, le patinage, le badminton, le squash bowling, le tir, le cricket, la rame, et généralement tous jeux et amusements intérieurs et en plein air, pour fins hygiéniques et sociales;

Construire, acquérir et maintenir des locaux, terrains de golf et de tennis, boulingrins et autres commodités pour l'utilité et la jouissance des membres du club et de leurs invités;

Donner le logement, la table, le confort et des commodités aux membres du club et à leurs invités, et généralement procurer aux membres du club tous les privilèges, avantages, les commodités et le conort d'un club champêtre;

Acquérir par achat, bail ou autrement toute propriété mobilière et immobilière, la développer et améliorer pour s'en servir pour le golf, le tennis, le patinage, le bowling, la rame, les jeux et pour d'autres fins du club;

Acheter, louer et autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner des terrains, bâtiments, et d'autres propriétés mobilières et immobilières ou aucun intérêt afférent, et généralement trafiquer et disposer de cette propriété d'aucune manière quelconqe

Emprunter sur le crédit du club et sur son actif, payer sa propriété mobilière et hypothéquer sa propriété immobilière ou garantie, aux termes et conditions dont on conviendra avec le prêteur;

Adopter une constitution, passer les règlements, règles et ordonnances non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Que-

Letters patent

"Rosemere Country Club, inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1922, incorporating: Ralph Erskin Allan, advocate, Frederick Walter Fryer, traveller, Montreal; George Robert Tylee, farmer, George Salmon, building superintendent, Basil Everett Newmark, book-keeper, Oswald Fletcher Edwards, estate administrator, John Kelly, lithographer, Rosemere, for the following purposes:

To carr on a country and to provide recreation, healty exercise, amusement and social intecourse for the members of such club and their guests;

To establish, maintain and conduct a club for the promotion and playing of golf, tennis skating, badminton, squash bowling shooting grounds, boating and generally all indoor and outdoor games and recreations for exercise and social purposes:

To construct, acquire and mainting club houses, golf links, tennis courts, bowling greens and other accommodations for the use and enjoyment of the members of the club and their guests;

To provide lodging, board, accommodation and facilities to members of the club and their guests and generally to afford members of the club all social privileges, advantages, conveniences and accomodations of a country club;

To acquire by purchase, lease or othewise all moveable and immoveable property and to develop and improve the same for golf, tennis, skating bowling, boating, games and other club purposes;

To purchase, lease and otherwise acquire, own, sell, or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, moveable and immoveable, or any interest therein, and generally to deal and traffic in such property in any manner whatesœver;

To borrow money on the credit of the club and its assets, and to pledge its moveable property and hypothecate its immoveable property as scurity therefor upon such terms and conditions as may be arranged with the lender;

To adopt a constituion and to enact such by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of public order of the Province of Quebec

bec et qui seront nécessaires à la gestion, administration et gouverne générale des affaires et intérêts de la corporation et de ses membres, pour la régie, suspension et expulsion de ses membres; pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, altérer, abroger et modifier en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, comme la corporation le jugera convenable;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, contributions annuelles, d'autres redevances et impositions pour le confort et les vivres, l'usage de la propriété du club, avec pouvoir de classer les membres;

Déterminer diverses catégories de membres, définir leurs privilèges, pourvu qu'aucun membre non propriétaire d'au moins une action dans le capital du club ne puisse avoir voix dans l'administration des affaires du club, voix ou droit dans sa liquidation, dans l'élection des officiers et l'admission des membres, et que les actionnaires aient autant de votes que de part;

Edicter et adopter une règlementation relative à l'admission et à l'expulsion des membres, à la capacité des directeurs de s'opposer au transfert des actions de la corporation, aux affaires du club d'une façon générale, pourvu que les porteurs d'actions en rupture de leur qualité de membres et des privlèges afférents puissent néanmoins en toute liberté aliéner leurs actions en faveur d'autres membres et recevoir leur part du produit de la vente de la propriété du club au cas de dissolution, liquidation ou vente de l'actif global de club;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise et de l'actif de ladite corporation en faveur d'aucune autre personne, firme ou corporation pour le prix, aux termes et conditions qu'on croira avantageux, et particulièrement pour des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation;

Se joindre à d'autres clubs ou organisations aux objets identiques ou connexes, encourager et aider d'autres associations et organisations sportives au moyen de contributions en espèces, prêts, achat et possessions d'actions en icelles, échanger de privilèges, de l'affiliation et autres moyens similaires;

Faire toutes les choses nécessaires ou connexes aux objets ci-haut ou à aucun d'iceux, et généralement promouvoir et stimuler les affaires dudit club;

L'intention est avérée que les objets mentionnés dans les paragraphes des présentes seront distincts et nullement limités ou restreint par référence aux termes d'aucun autre paragraphes ou déduction d'iceux, sous le nom de "Rosemere Country Club, Inc", avec un fonds social total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de vingt-cinq piastres ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rosemere, dans le comté de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2461 C.-J. SIMARD.

as may be requisite for the management, administration and conduct generally of the affairs and concerns of the corporation and its members and for the dicipline, suspension and expulsion of its members; provided always that the corporation may from time to time amend, alter, repeal and change in whole or in part such constitution, by-laws, rules and regulations as the corporation may see fit;

To procure a revenue by means of entrance fees, annual dues and other dues and charges for accommodation and supplies, and the use of any of the club's property with power to descriminate between the diffrent classes of members;

To establish different classes of members and define their privileges provided no members who does not own at least one share of the capital of t e club shall have any say in the administration of the affairs of the club, nor any say or right in its liquidation, nor in the election of officers and admission of members, and that shareholding members shall have as many votes as they hold shares.

To make and enact by-laws concerning the admission and expulsion of members, and empowering the directors to veto the transferring of the shares of the corporation, and the mutual affairs of the club in general, provided that holders of shares forfeiting their membership and the privileges thereof, shall nevertheless be at liberty and entitled to dispose of their shares to other members and to receive a share of the proceeds of the club's property in the event of dissolution, liquidation or of a sale of the club's assets as a whole;

To lease, sell or otherwise dispose of in whole or in part the undertaking and assets of the said corporation to any other person, firm or corporation for such consideration and upon such terms and conditions as may be deemed expedient, and in particular for, bonds or other securities of any other corporation;

To join other clubs or organizations having the same or kindred objects, and to promote and help other sporting clubs and organizations by cash contributions, loans, purchase and holding shares thereof interchange of privilege, affiliation and other means of a like nature;

To do all things necessary or incidental to the foregoing objects or any of them and generally for the promoting and advancement of the affairs of the said club;

The intention is that the objects specified in the above paragraphs hereof shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any ather paragraphs, under the name of "Rosemere Country Club, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company, will be at Rosemere, in the county of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2463 Assistant Provincial Secretary.

"Atlantic Bag Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1922, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro et Michael Garber, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre et autrement trafiquer du coton, de la toile, du jute, des sacs en coton et en jute, plissés, striés, des burlap tenits, des buckrams, coussinets blancs et colorés, des toiles, ducks, garnitures de confections, cordes et filets ainsi que de tous les genres et descriptions de tous autres articles ou effets de même nature;

Acheter, vendre et autrement faire le commerce des matières premières avec lesquelles sont fabriqués tous les articles et effets précités et d'autres aussi de même confection et facture;

Importer, manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute sortes de cotonnades, lainages, toiles, soieries et autres tissus, de complets, vêtements, fournitures, chemises, faux-cols, manchettes, articles divers, colifichets, nouveautés d'un caractère général ainsi que de tous les genres de hardes et accoutrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, débentures et autre effets négociables et transférables;

Adopter pour faire connaître les produits de la compagnie les moyens jugés avantageux, et spécialement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et expositions d'œuvres d'art et d'intérêt, publication de livres et revues, octroi de prix récompenses et dons·

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précités ou aucune d'icelles comme principaux agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres :

Acquérir, acheter, louer ou autrement obtenir de la propriété foncière et personnelle, l'achalandage, la franchise, les droits, privilèges, contrats et l'actif d'aucune espèce, utiles au commerce de la compagnie, moyennant les conditions estimées judicieuses, à titre d'affaires exploitée ou non, les payer en argent, partie en argent, en parts, entièrement ou partiellement libérées, par émission d'obligations ou d'autres titres de la compagnie, tel que convenu, les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) de vente ou autre que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables ou qui para tra connexe au commerce de la compagnie;

Se servir des deniers de la compagnie pour acheter des parts d'aucune autre corporation, ou, si on le décide ainsi, acheter aucunes telles parts, les acquérir par émissicn de capital de la présente compagnie, entièrement ou partiellement libéré, aux taux, pris et conditions dont on conviendra, aussi vendre, détenir, réémettre ou autrement disposer du capital ainsi acquis;

"Atlantic Bag Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1922, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro; and Michael Garber, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To make, manufacture, buy, sell and otherwise deal in cotton, canvat and juite; jute and catton bags, plain, striped and coloured burlaps; buckrams, plain and coloured paddings, linens, bucks, tailors' trimmings, ropes and twines and all kinds and descriptions of all other articles any goods of a kindred nature;

To buy, sell and otherwise deal in raw materials, from which all or any of the aforesaid articles and goods and all others of a kindred nature are made and manufacutred;

To import, manufacture, buy, sell and deal in all kinds of cotton, woollen, linen, silk and other textile fabrics, ready to wear garments, wearing apparel furnishings, shirts, collars, cuffs, fancy goods, smallware, general dry goods and all kinds and descriptions of garments and clothing;

To draw, make, accept endorse, discount execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transerable instruments;

To adopt such means for making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, to advertize in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease dispose, turn to account or otherwise deal with all, or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, to acquire, purchase, lease or otherwise obtain property, real and personal, and the goodwill, franchise, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind, useful in connection with the business of the company, for such terms as may be deemed advisable, of any individual, firm or corporation, whether as a going concern or not, and to pay for same in cash, part cash, in stock, fully or partially paid-up, by issuing bonds or other security of the company as may be agreed upon, and to sell or otherwise dispose of or to deal with the whole or any portion of the same;

To carry on any other business, whether manufacturing, selling, or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, or which may seem germane to the business of the company;

To use the company's funds in the purchase of shares of any other corporation, or if so advised, to buy over any such stocks or acquire by the issue of the stock of this company, fully or partially paid up, at suen rates or prices, or upon such terms as may be agreed upon, and to sell, hold re-issue or otherwises deal with the stock so acquired;

Prendre, acquérir et détenir aucune garantie d'aucune nature et espèce, foncière et personnelle, pour dettes, engagements ou obligations de la compagnie encourus ou à être encourus en rapport avec les fins et objets de la compagnie, la remettre ou en disposer comme on le jugera à propos;

Faire des conventions aux conditions estimées judicieuses relativement au partage des bénéfices, au risque mutuel, à la concession réciproque ou d'autres arrangements de même nature, avec d'autres personnes, firmes ou compagnies exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Aider, assister à, promouvoir la constitution d'autres compagnies en corporation pour aucun objet et propre à profiter à la présente compagnie;

Prêter de l'argent, garantir l'exécution, par des clients de la présente compagnie et autres, des obligations susceptibles de bénéficier à la présente compagnie;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie moyennant de l'argent ,du capital, des débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais et dépens de la formation et de l'organisation de la présente compagnie;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale, dûment convoquée pour délibérer sur ce règlement, les directeurs pourront périodiquement;

1. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie ;

2. Emettre des obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, les engager ou vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

3. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou engager la propriété foncière ou personnelle présente ou future de la compagnie, ou de les deux, pour garantir aucunes telles obligations, débentures, actions-obligations ou les autres valeurs, fournir partie seulement de cette garantie pour ces fins, constituer aussi hypothéque, mortgage ou gage mentionné dans le sous-paragraphe, par acte fiduciaire, conformément à l'article 6119*b* et 6119*c*, ou d'aucune autre manière;

4. Hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie, gager ou autrement aliéner la propriété mobilière ou fournir toutes les garanties de paiement d'emprunts contractés autrement que par émission de débentures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, contrat ou engagement de la compagnie;

5. Les limitations et restrictions de cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts de la compagnie sur billets promissoires, lettres de change, tirés, souscrits, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Atlantic Bag Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

To take, acquire and hold any security of any nature and kind, real and personal, for debts and liabilities, or obligations of the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company, and to discharge or dispose of the same as may be thought best;

To enter into agreements upon such terms as may be deemed advisable for sharing of profits, joint adventures, reciprocal concessions or other arrangements of a like nature, with other persons, firms or companies, carrying on any similar business to that of this company;

To aid, assist and promote the incorporation of other companies for any purposes calculated to benefit this company;

To lend money to and guarantee the performance by customers of this company and others, of contracts, calculated to be beneficial to this company;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of this company, of the whole or any part, for cash, stock, debentures orsecurities of any other company having objects alcogether or in part similar to those of this company;

To pay out of the funds of the company expenses and costs incurred in the incorporation and organization of this company;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the by-law, the direstors may, from tme to time;

1. Borrow money upon the credit of the company;

2. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

3. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with article 6119*b* and 6119*c* or in any other manner;

4. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affecte the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans, made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

5. The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

To do all and other things as are incidental or conducive in the attainment of the above objects, under the name of "Atlantic Bag Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars $20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2465 C.-J. SIMARD.

"Trihey's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1922, constituant en corporation: Thomas J. B. Trihey, agent, Arthur T. Trihey, officier de banque, et Mary M. Labonté, épouse séparée de biens par contrat de mariage dudit Thomas J. B. Trihey et par lui autorisée aux fins des présentes, tous de la ville de Coaticook, dans la province de Québec, aux fins suivantes:

Faire affaires comme commerçants de farine, grains, fourrages, épiceries, semences, engrais, huiles, gazoline, houille, bois, matériaux de construction, automobiles, véhicules, instruments aratoires ainsique toutes les autres denrées que la compagnie croira à profiter à la compagnie et susceptibles de l'intéresser;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé, directement ou indirectement, en rapport avec son négoce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables et, pour cela, acquérir par achat, échange, louage ou autrement tout tel commerce de même nature, y compris l'outillage, l'assortiment, l'achalandage, les franchises et l'actif d'une manière générale, et les payer en argent ou en parts entièrement libérés de la compagnie;

Emettre et répartir des actions payées en plein, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement des dettes ou obligations de la compagnie, ou des services à elle rendus;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Trihey's Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la ville de Coaticook, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2485 C.-J. SIMARD.

"Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai 1922, constituant en corporation: Maurice Dugas, Segfried Hinson Read Bush et John Parker Callaghan, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer de tous genres de marchandises, se livrer à un commerce général d'agence et expédition, par terre, dans l'air ou par eau;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder et transférer, placer, trafiquer et faire commerce d'effets, denrées, marchandises et effets personnels d'aucune catégorie et description;

Acheter, louer ou autrement acquérir de la

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2466 Assistant Provincial Secretary.

"Trihey's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1922, incorporating: Thomas J. B. Trihey, agent, Arthur T. Trihey, bank employee and Mary M. Labonté, wife separated as to property by marriage contract of the said Thomas J. B. Trihey and by him duly authorized for the purposes hereof, all of the town of Coaticook, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in flour, grain, feed, groceries, seeds, fertilizers, oils, gazoline, coal, wood, building materials, automobiles, vehicles, farm implements and such other goods as may seem to the company calculated to be profitable and in the interest of the same;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on, directly or indirectly, in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights and, to that end to acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any such business of a similar kind, including plant, stock, good will, franchises and assets generally and pay for the same in cash or fully paid up shares of the company;

To issue and allot fully paid up shares, bonds or other securities of the company in payment of debts or liabilities of the company or services rendered the same;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Trihey's, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each

The head office of the company will be at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2486 Assistant Provincial Secretary.

"Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1922, incorporating: Maurice Dugas, Segfried Hinson Read Bush and John Parker Callaghan, all advocates and of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and deal in all classes of goods, and to carry on a general agency and forwarding business, whether by earth, air or water;

To purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign and transfer, invest, trade, deal in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every description;

To purchase, lease or otherwise acquire mo-

propriété mobilière ou immobilière, foncière ou personnelle d'aucune espèce et matière qu'on croira appropriée aux fins de la compagnie, aussi l'engager, la grever, l'hypothéquer, la vendre ou autrement l'aliéner;

Acquérir par achat, louage, ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, les payer totalement ou partiellement en argent, en actions ou avec d'autres valeurs de la compagnie entièrement ou partiellement libérées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations ou les autres titres d'aucune autre compagnie, corporation ou personne exerçant ou se livrant à aucun commerce que la présente compagnie peut exercer ou auquel elle peut se livrer, aussi acquérir, détenir, nantir ou autrement aliéner des actions, obligations ou d'autres titres;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucune invention qui semblera propre à servir, à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerc, genre d'affaires, dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits ou de l'entreprise de la compagnie; moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèces ou nature aucune propriété de la compagnie, y compris des actions, débentures ou valeurs que la présente compagnie peut acquérir ou avoir en sa possession;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles ainsi que toutes les choses qu'autorisent les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Products, Limited", avec un fonds social total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2469 C.-J. SIMARD.

vable or immovable, real or personal property of any kind and nature that may be deemed suitable for the purposes of the company, and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise alienate the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid up;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in and to acquire hold, pledge or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights or undertaking of the company for such consideration, as may be agreed upon, and particularly for shares bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in specie or kind any property of the company, including shares, debentures or securities which this company may acquire or have in its possession;

To do all or any of the above things and all things authorized by letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Products, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2470 Assistant Provincial Secretary.

"Oulimar, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1922, constituant en corporation: Louis Diner, Thomas Michael Tansey, Nathan Solomon, avocats, Michael Leon Brown, courtier, Jennie Davidson, fille majeure, sténographe, Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme marchands généraux, importateurs, exportateurs, en gros et au détail, de toute sorte de marchandises, soies, tapis orientaux, dentelles, fourrures, broderies de fantaisie, de la joaillerie, du drap, d'articles de fantaisie en cuir, d'accoutrements et sous-vêtements pour dames, ainsi que de tous articles fabriqués avec de la laine, de la soie, du coton, du cuir et matières métalliques;

Manufacturer, vendre, échanger, ou autrement trafiquer d'aucune sorte de marchandises et produits de la nature de ceux du commerce de la compagnie, agir aussi comme agents des manufacturiers ou agents à con mission pour toutes industries, tous articles, effets, denrées, marchandises, matières;

Obtenir des marchandises par consignation et les garder pour les vendre, renvoyer aussi ladite marchandise, si elle n'est pas vendue pendant le dépôt;

Exercer aucun commerce de même nature que peut avec avantage exercer la compagnie;

Acquérir et assumer, à titre d'affaire exploitée, l'entreprise, l'actif et le passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce entièrement ou partiellement semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie, et pour cela acquérir la totalité ou aucune partie des actions, dettes et obligations d'aucune telle compagnie;

Acquérir par achat, concession, échange, louage, ou autrement, aussi détenir, avoir, posséder, utiliser, louer, changer, vendre, aliéner et autrement exploiter et disposer de la propriété immobilière et mobilière utile aux fins de la compagnie, la payer en actions libérées ou en actions partiellement libérées de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité, d'aucune branche ou partie du commerce, de l'entreprise, de la propriété, du passif et des franchises de la compagnie en faveur d'aucune autre personne ou compagnie moyennant la compensation que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, ou titres d'aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Emettre aucune partie du capital de la compagnie en parts entièrement libérées et non sujettes à appel pour payer aucune propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, l'actif acquis ou loué par la compagnie ou pour payer les franchises qu'elle aura acquises, ou pour aucune autre considération que les administrateurs de la compagnie croiront suffisants;

Acquérir, détenir, posséder des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre corporation exerçant un commerce de même nature, et les payer en argent ou partiellement en argent;

Emettre et repatir des parts entièrement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel, les vendre ou autrement en disposer; s'amalgamer aussi avec aucune personne, firme

"Oulimar, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1922, incorporating: Louis Diner, Thomas Michael Tansey, Nathan Solomon, advocates, Michael Leon Brown, broker, Jennie Davidson, spinster, stenographer, 90 Saint James street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as general merchants, importers and exporters, wholesale and retail, and all kinds of merchandise, silks, oriental carpets, leces, furs, fancy embroideries, jewellery, cloth, fancy leather goods, ladie's apparel, ladies underwear, and all articles made out of wool, silk, cotton, leather and metals;

To manufacture, sell, exchange or otherwise deal with any kind of merchandise and products within the scope of the company's business, and to act as manufacturers agent, or commission agent in all kinds of manufactures, articles, goods, wares, merchandise, material;

To obtain merchandise on consignment and keep same for sale as well as return the said merchandise if not sold during the time of consignment;

To carry on any business of a like nature which can be carried on with advantage to the company;

To acquire and take over as going concern the undertaking, assets and liabilities of any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and with a view thereto to acquire all or any of the shares, debts and liabilities of any such company;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, possess, use, lease, change, sell, dispose of, and otherwise deal and operate immoveable and moveable property useful for the purposes of the company, and to pay for the same in paid up shares or partly paid up shares of the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any branch or part of the business undertaking, property, liabilities and franchises of the company to any other person or company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To issue any part of the stock of the company as fully paid up and non-assessable stock in payment of any property, real or personal, moveable or immoveable, or for assets acquired or leased by the company, or in payment of franchises acquired by it, or for any other consideration which may be deemed sufficient by the directors of the company;

To acquire, hold, own shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation doing business of a like nature, and to pay for the same in cash or in part cash;

To allot and issue fully paid up shares of the company in payment or part payment therefore, and to sell or otherwise deal with the same; and to amalgamate with any individual, firm, or

ou corpoation exerçant un commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, donner ou recevoir des actions libérées ou partiellement libérées pour cela:

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou propre à être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Emprunter de l'argent et garantir sur l'actif de la compagnie, de même qu'en hypothèqueant tout immeuble que peut présenter la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements, relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer, émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ainsi que d'autres instruments négociables ou transférables;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Oulimar, Limited", avec un fonds social total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de laprovince, ce vingt-troisième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2473 C.-J. SIMARD.

"Le Crédit Industriel, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1922, constituant tn corporation: Joseph-Alphonse Fugère, agent financier, Louis-Amédée Doyer, courtier, et Maurice Turgeon, comptable, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement les affaires et le commerce d'agents et de courtiers de placements, d'assurance et d'immeubles;

S'engager à souscrire, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit commt principal ou agent, d'une manière absolue, comme propriétaire ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement faire le commerce des bons, obligations, débentures, stocks, actions ou autres valeurs de tout gouvernement, ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banquet, ou dt toute compagnie ou corporation, industrielle, financière ou autre, ou de tout syndicat, société ou personne;

corporation doing business similar to the business which the company is authorized to carry on, and to give or accept paid up shares or partly paid up shares for the same;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit the company;

To borrow money and give security for same by any of the assets of the company, as well as by hypothecation of any immoveable which this company may own;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or testricted by reference to or inference to any other paragraph, under the name of "Oulimar, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2474 Assistant Provincial Secretary.

"Le Crédit Industriel, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1922, incorporating: Joseph Alphonse Fugère, financial agent, Louis Amédée Doyer, broker, and Maurice Turgeon accountant, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To generally carry on the trade and business of investment, insurance and real estate agents and brokers;

To promise to subscribe for, subscribe for, buy or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, absolutely as owner or as collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise deal in bonds, obligations, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any bank, or of any company or corporation, manufacturing, financial or otherwise, or of any syndicate, partnership or person;

Agir en général en qualité d'agents ou courtiers pour la transaction de toutes espèces d'affaires, la vente, l'achat ou la gérance de propriétés immobilières, le placement et la perception de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, billets, lettres de change et autres valeurs; recevoir comme agents ou dépositaires toutes sortes de propriétés mobilières, titres ou documents quels qu'ils soient, et gérer des affaires en rapport avec iceux;

Faire des placements par l'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de créances, dettes ou autres valeurs, avec pouvoirs de prendre telles valeurs en paiement de tout placement permis par la loi;

Asheter, vendre, souscrire des actions, obligations ou débentures garanties par hypothèques ou autrement et les acquérir comme placements;

Garder, examiner, vérifier les livres, comptes, états financiers de corporations, compagnies, sociétés, syndicats ou personnes, faire des rapports sur iceux quand ils seront requis ou autorisés d'être faits, par telles corporations, compagnies, sociétés, syndicats ou personnes, ainsi que quand ils seront requis par toute autorité judiciaire ou publique;

Promouvoir, organiser, développer, gérer ou aider dans la promotion, l'organisation, le développement ou la gestion de, toutes corporations, compagnies, syndicats, entreprises ou exploitations, et au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties de bons, obligations, débentures ou autres valeurs, obtenir ou aider à obtenir de l'argent pour toutes compagnies, corporations, syndicats, entreprises ou exploitations, et offrir au public pour souscription, toutes astions, stocks, bons, débentures, obligations ou autres valeurs de toutes corporations, compagnies, syndicats, entreprises à faire ou exploitations;

Agir comme agents, pour l'émission ou le contre-seing des certificats de stocks, actions, bons, obligations, débentures de toutes associations, compagnies, syndicats ou de toutes corporations municipales ou autres, et agir comme agents pour le transfert et l'enrégistrement des dits stocks, bons ou autres obligations, et gérer tous fonds d'amortissement s'y rapportant à tels termes et conditions qui seront jugés convenables;

Faire des recherches, examiner, auditer les livres, la position financière ou autres, les expectatives ou propositions, les affaires et les conditions de toutes personnes, firmes, compagnies ou corporations; faire des rapports sur et garantir l'exactitude de ces rapports;

Acquérir ou assumer la totalité ou une partie de l'entreprise, commerce ou industrie, propriété, actif et passif de toute personne ou compagnie, exerçant un commerce, une exploitation, une industrie ou une entreprise que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des propriétés ou valeurs convenant ou désirables pour les fins de la compagnie; et spécialement, sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, faire l'acquisition de l'entreprise ou de partie de l'entreprise du commerce de la compagnie "Le Crédit Industriel, Limitée", constituée par lettres patentes émises sous l'autorité de la Loi des compagnies du Canada;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou à la veille d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction semblable à celle que la compagnie

To act generally as agents or brokers for the transaction of all kinds of business, the sale, purchase or management of real estate, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, hypothecs, bonds, notes, bills of exchange and other securities; to receive as agents or depositaries all kinds of moveable properties, titles or documents of every kind and to manage business in connection therewith;

To invest money through the acquisition of moveable and immoveable properties, claims, debts or other securities, with power to accept such securities in payment of any investment permitted by law;

To buy, sell, underwrite shares, bonds or debentures secured by hypothec or otherwise and to acquire the same as an investment;

To keep, examine, audit books, accounts, financial statements of corporations, compagnies, partnerships, syndicates or persons, report thereon when required or authorized to do so, by such corporations, compagnies, partnerships, syndicates or persons, as well as when required by any judicial or public authority;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development or management of any corporations, companies, syndicates, undertakings or exploitations, and by way of bonus, loans, promises, endorsements, guarantee of bonds, obligations debentures, or other securities, procure or aid in procuring monies for any companies, corporations, syndicates, undertakings or exploitations, and to offer for public souscription any shares, stocks, bonds, debentures, obligations or other securities of any corporations, compagnies, syndicates, undertakings or exploitations;

To act as agents for the issuing and countersigning of certificates of stocks, shares, bonds, obligations, debentures of any associations, companies, syndicates or of any municipal or other corporations, and to act as agents for the transfer and registration of the said stocks, bonds or other obligations, and generally for any sinking fund in connection therewith, on such terms and conditions as may be deemed fit;

To investigate, examine, audit the books and financial or other standing, prospects or propositions, business and conditions of any persons, firms, companies or corporations; report thereon and guarantee the exactness of such reports;

To acquire and take over the whole or any part of the undertaking, business or industry, property, assets and liabilities of any person, or company carrying on a business or trade, an industry or undertaking which company is empowered to carry on, or possessed of property or securities suitable or desirable for the company's purposes; and specially, without restricting the generality of the foregoing, to make the acquisition of the undertaking or part of the undertaking of the business of the company "Le Crédit Industriel Limitée", incorporated by letters patent issued under the Dominion Companies' Act;

To enter into any partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction similar to that which the present company

est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction pouvant être directement ou indirectement avantageuse pour la compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prndre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie pouvant être directement ou indirectement conduite avantageusement pour la compagnie;

Conclure tout arrangement avec toute autorité, municipale, locale ou autrement, permettant d'atteindre les objets de la compagnie ou aucun d'eux; obtenir de telle autorité, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exercer, exécuter et se conformer à tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tout ou partie de la propriété et des engagements de la compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter des deniers aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par telles personnes;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer et jouir de tout permis, pouvoir, autorité, concession, franchise, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité, ou toute corporation ou autre corps public peut avoir le pouvoir d'octroyer et les payer et contribuer à les faire valoir et approprier aucun des stocks, obligations et biens de la compagnie au paiement et acquittement des frais, charges et dépenses encourus;

Vendre ou disposer de tout ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers, y désigner des personnes pour représenter cette compagnie, suivant les lois de ou au nom de cette compagnie dans tous procès ou procédures;

Adopter, pour faire connaître la compagnie, son commerce et attirer la clientèle tels moyens qui seront jugés opportuns et en particulier par des annonces dans les journaux, par des circulaires, l'achat et l'exposition de travaux artistiques ou intéressants, par la publication de livres, de magazines, de revues, de journaux, et par la distribution de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, faire valoir ou disposer autrement de la totalité ou d'une partie des biens et droits de la compagnie;

Emtttre des actions, obligations, débentures, ou autres valeurs en paiement total et partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière ou autres droits, baux, franchises, entreprises, pouvoirs, autorités, privilèges, permis ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir ou pour services de quelque nature que ce soit vendus à la compagnie, en paiement total ou partiel ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs

is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction directly or indirectly calculated to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist such person or company, and to take or otherwise acquire the shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without security or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of the company or carrying on a business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from such authority all the rights, privileges and concessions that the company may think desirable to obtain and to exercise, carry out and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property or liabilities of the company or for any other purpose calculated to directly or indirectly benefit the present company;

To lend money to the customers and others having business dealings with the company and guarantee the performance of contracts by such persons;

To apply for, obtain, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise and enjoy any permit, power, authority, concession, franchise, right or privilege that any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and appropriate any of the stocks, bonds and property of the company to pay and defray the costs, charges and expenses incurred;

To sell or dispose of the whole or part of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein to represent the company, according to the laws of such country or in the name of the company in any suit or process;

To adopt such means of making known the company, its business and attracting customers as may be deemed expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, the purchase and exhibition of works of art or of public interest, the publication of books, magazines, reviews, newspapers, and by the distribution of prizes, awards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease and turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the property and rights of the company;

To issue shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any real or personal, moveable or immoveable property or other rights, leases, franchises, undertakings, powers, authorities, privileges, permits or concessions that this company may legally acquire or for services of any nature whatever rendered to the company, in full or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any person, firm or company carrying

de toute personne, firme ou compagnie faisant des affaires semblables ou se rapportant aux affaires de la compagnie;

Prendre, acquérir, détenir des valeurs de toute espèce, foncières et personnelles pour dettes, passif ou engagements dus à la compagnie, encourus ou à encourir par rapport aux fins et objets de la compagnie, sans décharger et en disposer quand il en sera reconnu opportun;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou en nature, tous biens de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'ausune autre firme ou compagnie appartenant à la compagnie, et faire tous les actes, actions et choses nécessaires à leur accomplissement;

Accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie, les stocks, actions, obligations, débentures de toute autre compagnie ou compagnies, utiliser aucune des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre sompagnie ou corporation et pendant la détention de telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires y compris le droit de vote, par l'entremise de tel agent ou agents que les directeurs pourront nommer et distribuer parmi les astionnaires telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs ou tous biens de telle autre compagnie, en espèces, d'après une division des bénéfices ou la distribution du capital;

Louer, acheter, construire, posséder, maintenir, modifier tout batiment ou travaux nécessaires ou convenant aux fins de la compagnie, prendre des options sur des terres et bâtiments appartenant à d'autres, exercer ou non telles options comme il en sera jugé opportun;

Tirer, faire, accepter, endosser, executer, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments ou valeurs négociables ou transférables;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses nécessairesou utiles pour atteindre aucun des objets ci-dessus, sous le nom de "Le Crédit Industriel, Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la provicne,

2487 C.-J. SIMARD.

on a business similar or incidental to the business of the company;

To take, acquire and hold securities of any kind, real or personal for debts, liabilities or engagements due to the company, incurred or to be incurred in connection with the purposes and objects of the company, to defray and dispose of the same when deemed expedient;

To distribute among the shareholders of the company, in kind or specie, any property of the company, and in particular the shares, bonds, debentures or other securities of any other firm or company belonging to this company, and to do all acts, actions and things necessary for their attainment;

To accept in payment of any debts due to the company, the stocks, shares, bonds, debentures of any other company or companies, utilize any of the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation and while holding such shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation to exercise all the rights and powers of owners thereof, including the right of voting through any agent or agents that the directors may appoint, and to distribute among the shareholders such shares, bonds, debentures or other securities or any property of such other company, in specie, according to a division of profits or the distribution of the capital;

To lease, buy, construct, possess, maintain alter any building or works necessary or suitable for the company's purposes, take options on lands and buildings belonging to others and to exercise or not such options as may be deemed expedient;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments or securities;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise either alone or in conjunction with others;

To do any other things that may appear necessary suitable for the attainment of the above objects, under the name of "Le Crédit Industriel, Incorporé", with at total capital stock of twenty thousand ($20,000.00), dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2488 Assistant Provincial Secretary.

"Anglo-Polish Social Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1922, constituant en corporation : Frank Callaghan, John Doherty Kearney, avocats, Percy Arnott Gregory, secrétaire, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Etablir, maintenir et conduire un club pour le confort des membres et de leurs amis, se procurer un local et d'autres commodités et généralement procurer aux membres età leurs amis tous privilèges avantages, les commodités et l'accommodation d'usage dans un club, et pour cette fin acquérir du

"Anglo-Polish Social Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1922, incorporating: Frank Callaghan, John Doherty Kearney, advocates, Percy Arnott Gregory, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of members and their friends and to privide a club house and other conveniences and generally to afford members and their friends all the usual privileges or advantages, conveniences and accommodation of a club and for

terrain et des bâtiments, dans la cité de Montréal, et généralement récréer les membres:

Encourager et donner des amusements théâtraux, athlétiques, musicaux et autres pour les membres ou leurs amis;

Vendre, louer ou autrement aliéner l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour la compensation que la compagnie croira convenable, se joindre à aucune personne, firme ou corporation dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et conditions qu'on croira avantageux;

Exercer aucun autre commerce pouvant être utile ou qui est connexe au commerce de la compagnie, ou que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs et fins de la compagnie seront considérés comme distincts et indépendants l'un de l'autre, et la compagnie pourra poursuivre la réalisation de l'un ou de plusieurs des objets, pouvoirs et fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limité dans son sens général par référence au nom de la compagnie ou autrement interprêtée en fonction d'aucune autre clause relative à ces pouvoirs, objets et fins, sous le nom de "Anglo-Polish Social Club, Incorporated", avec un fonds social total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie, sera à Montréal, dans le district deMontréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2489 C.- 2489

"Gordon Manufacturing Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt troisième jour de mai 1922, constituant en corporation: Lazarus Millman, avocat, Aaron Millman, marchand, Max Getz, pharmacien, Isidor Getz, droguiste, Barney Singer, commis, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer en gros et au détail le commerce des hardes faites pour messieurs et dames, des mercerie pour hommes, des robes, costumes, manteaux de dames, des bottines, souliers, des chemises, blouses sous-vêtements, accoutrements d'enfants, des soies, broderies, accessoires de confection, des dentelles, satins, cotons, nouveautés, fourrures, modes, marchandises sèches et marchandises d'un caractère général, pour du comptant ou à crédit;

Manufacturer, importer, acheter et vendre des marchandises comprises dans le commerce précité, ouvrir et tenir des succursales, fonder des fabriques aux fins précitées;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucune autre industrie similaire connexe aux pouvoirs précités, et que la compagnie estimera susceptible d'être avantageusement exercée en rapport avec aucune des industries précitées;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de la propriété et des obligations d'aucunes personnes ou compagnies se livrant à aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à

the purpose of acquiring land and buildings in the city of Montreal and to specially provide recreation for the members thereof;

To promote and hold theatrical, athletic, musical and other entertainments for the members of their friends;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit; or to join with any individual, firm or corporation, having objects altogether or in part similar to those of this company upon such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To carry on any other similar business that may be useful or cognate to the business of the company or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business;

The above objects, powers and purposes of the company shall be admitted to be several and not dependent on each other and the company may pursue or carry on any or more of the objects, powers and purposes without regard for the others and clause shall be limited in its generality by reference to the name of the company or otherwise construed, having regard to any other clause of such powers, objects and purposes, under the name of "Anglo-Polish Social Club, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretarty, this twentieth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2490 Assistant Provincial Secretary.

"Gordon Manufacturing Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1922, incorporating: Lazarus Millman, advocate, Aaron Millman, merchant, Max Getz, pharmacist, Isidor Getz, druggist, Barney, Singer, clerk all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail, in men's and women's ready made clothing, gent's furnishing of all kinds, ladies' suits, costumes, cloaks, boots and shoes, shirts, blouses, underwear, children's wearing apparel, silks, embroidery, tailors trimmings, lace, satins, cottons, novelties, furs, millenery, dry-goods, and merchandise generally for cash or credit;

To manufacture, import, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate branches and to establish factories for the above purposes:

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire and undertake in whole or in part property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake, or in

assumer, ou en possession de biens profitables à la présente compagnie;

Acheter en général, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsique tous les droits et privilèges, et particulièrement tous terrains, bâtiments, machines, outils et assortiment;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer, avec la sanction des actionnaires, aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer, en garantissant le placement d'actions ou d'autres valeurs de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de crédit et de change, traites, chèques, débentures ainsi que tous les autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexe à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Gordon Manufacturing Co., Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt troisième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2501 C.-J. SIMARD.

possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges, and particularly all lands, buuildings, machinery, tool and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company, the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of the shareholders any persons or company for services rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures and all other negotiable and transferable insturments;

To do all things, exercice all the powers and carry any business incidental to the carrying on the objects wherefore thecompany sincorporated, under the name of "Gordon Manufacturing Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2502 Assistant Provincial Secretary.

"Green's Horse Exchange, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt troisième jour de mai 1922, constituant en corporation: John Doherty Kearney, Frank Callaghan, avocats, Percy Arnott Gregory, secrétaire, Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme commerçants de bestiaux de tous genres et description, aussi acheter, vendre et trafiquer des bestiaux de toute espèce, soit comme principaux soit comme agents;

Agir comme agent général, marchand à commission, facteurs ou courtiers, pour aucun des susdits objets;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque conjoint, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie aussi les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier, ou des actions et titres d'aucune compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle perosnne ou compagnie;

Exercer aucune autre, conduire aucune autre entreprise que la compagnie croira propre à êre convenablement conduits en rapport avec aucune partie de commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

"Green's Horse Exchange, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1922, incorporating: John Doherty Kearney, Frank Callighan, advocates, Percy Arnott Gregory, secretary, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in live stock of all kinds and description and to buy, sell and deal in, either as principal or agent, live stock in all its branches;

To act as general agent, commission merchant, factor or broker for any of the purposes aforesaid;

To enter into partnership of into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company and to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, or shares and securities of any company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company and to lend money, to guarantee the contracts of otherwise assist any such person or company;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or culculated directly or indirectly advance the company's interests;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir, posséder, développer, trafiquer, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de biens-fonds, terrains, et bâtiments;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'achalandage, de la propriété et du passif d'aucune personne, firme, association ou corporation se livrant à aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, sous le nom de "Green's Horse Exchange, Incorporated", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt troisième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2503 C.-J. SIMARD.

To do all or any of the above things as principal, agent, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate, lands and buildings;

To acquire and undertake all or any part of the business, good-will, property and liabilities of any person, firm, association or corporation engaged in any business wich the company is authorized to carry on, under the name of "Green's Horse Exchange, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2504 Assistant Provincial Secretary.

"Manhattan Embroidery Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1922, constituant en corporation: Moses Wetstein, voyageur, de la cité de Westmount; Stanley James Bye, comptable, Harry Schwartz tailleur, George Greenstein, et Joseph Bley, brodeurs, tous les quatre de la cité de Montréal, province de Québec, aux fins suivantes:

Se livrer à l'industrie de la broderie sous toutes ses formes et trafiquer de tout ce qui est identique à icelle, et particulièrement manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de gros et de détail des broderies de tous genres et description, et celui des nouveautés, soies, satins, garnitures, tissus ainsique de tous les autres articles qu'on peut convenablement associer à aucun des précités; généralement faire affaires comme tailleurs, habilleurs, brodeurs et drapiers;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables ou qui paraîtra connexe au commerce de la compagnie;

Réaliser la totalité ou aucune partie des objets précédents comme principaux ou agents, en société ou conjointement avec aucune personne firme, association ou compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriéé mobilière ou immobilière et du passif d'aucune personne, ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens appropirés aux objets de la compagnie, ou en paiement intégral ou partiel, émettre des parts acquittées et non sujettes à appel du capital de la présente corporation des obligations et des débentures;

Faire aucune convention, aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce ou genre d'af-

"Manhattan Embroidery Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bdaring date the twenty sixth day of May, 1922, incorporating: Moses Wetstein, traveller, of the city of Westmount; Stanley James Bye, accountant, Harry Schwartz, tailor George Greenstein and Joseph Bley, embroiderers, all four of the city of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of embroidery in all its branches and to deal in everything identical; and in particular to manufacture, buy, sell and deal in both wholesale and retail, embroderies of all kinds and descriptions, as well as dry goods, silks, satins, trimmings, textile fabrics, and such other articles as may be conveniently associated with any of the above; and to carry on generally the business of tailors, outfitters, embroiderers and clothiers;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents or in partnership or in conjunction with any person, firm, association or company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property either immoveable or immoveable, and liabilities of any person or company, carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company; and to issue paid up and non assessable shares, bonds, and debentures in payment or part payment therefor;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company, or association, formed or to be formed, carrying on or about to carry on, any business or transaction necessary or incidental to the

faires nécessaire ou connexe à l'obtention des fins de la présente compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, grever, disposer ou autrement trafiquer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété ou des droits de la compagnie. Prêter de l'argent aux, garantir l'exécution des contrats par les, clients et autres. Emprunter ou prélever de l'argent par émission d'actions-hypothécaires ou autrement;

Acheter ou autrement acquérir, et détenir, posséder des parts, actions et obligations d'aucune compagnie ou corporation adonnée à aucun commerce de même nature, aussi vendre ou autrement aliéner ces parts, actions et obligations;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités.

Opposer au transfert des actions de la compagnie les restrictions suivantes: (a) Un actionnaire n'aura pas le droit de vendre ou d'autrement aliéner ses parts dans la compagnie, sans avoir donné un avis écrit d'au moins un mois au secrétaire de la compagnie de son intention de vendre et les autres actionnaires de la compagnie auront le droit, pendant ladite période d'un mois à compter de la signification de cet avis, d'acheter ces actions de la compagnie, ou telle partie d'icelle qu'ils desireront au pro rata du nombre d'actions qu'ils possèderont dejà dans la compagnie, ou en telle autre proportion à être convenue entre eux. (b) Le prix à être payé pour ces actions sera la valeur aux livres au temps de l'avis offert, mentionné ou donné. (c) Advenant le cas où lesdits autres actionnaires n'acheteront pas dans ledit laps de temps d'un mois ces actions, ou le cas où ils n'acheteraient que partie de ces actions, l'actionnaire vendeur pourra alors vendre ou en disposer des actions affectées par l'avis ou une partie d'icelles à n'importe quelle personne, selon les conventions d'acheter d'un ou de plusieurs actionnaires, sous le nom de "Manhattan Embroidery Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacne.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secréaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2511

carrying out of the purposes of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of or oherwise deal with, all or any part of the property or rights of the company. To lend money or guarantee the performance of contracts by customers and others. To borrow or raise money by the issue of debenture stock or otherwise;

To purchase or otherwise acquire and to hold and own stocks, shares and obligations of any company or corporation engaged in any business of a similar nature, and to sell or otherwise dispose of such stock, shares and obligations;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To restrict the transfer of shares of the company as follows: (a) Any shareholders shall not have the right to sell or otherwise dispose of any of his shares in the company, unless and until he shall have given at least one month's notice in writing to the secretary of the company of his desire to sell and the other shareholders of the company shall have the right for the said period of one mnth from the giving of such notice, to purchase such shares in the company, or such portion or number of same as they may desire pro-rata to the number of shares in the company already had by them or in such other proportion as they may agree among themselves. (b) The price to be paid for such shares shall be the book value thereof at the time the notice offered, mentioned or given. (c) In case the said other shareholders fail within the said period of one month to purchase such shares or if they purchase only a part or certain number of such shares, then such shareholder may sell or dispose of the shares referred to in such notice or such portion of such shares, to any person, as shall not have been agreed upon to be purchased by a shareholder or shareholders, under the name of "Manhattan Embroidery Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2512

"Accessories Manufacturers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1922 constituant en corporation: Percy Roycroft, Thornton Clifford Champion, Douglas Blackader Berry, Leonard Robert Taylor, comptables, et Roland Larrabee, secrétaire, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, vendre, acheter et trafiquer de toute sorte d'accessoires et apprêts, pièces de mécanique et d'automobilisme, de tous articles faits de fer, d'acier, de cuivre ou d'autres métaux, de bois ou d'une substance ou d'un composé d'icelle;

Acquérir, ou assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, de la propriété, et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, les payer totalement ou partiellement en argent, en actions ou

"Accessories Manufacturers, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1922, incorporating: Percy Roycroft Thornton Clifford Champion, Douglass Blackader Berry, Leonard Robert Taylor, accountants, and Roland Larrabee, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy and deal in all kinds of accessories and fittings, machine and automobile parts and all articles composed of iron, steel, brass or other metals or wood or other material or combination thereof;

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company; and to pay the whole or any

avec d'autres valeurs de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucune invention qui semblera propre à servir, à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie; moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en faisant souscrire, aidant à faire, en assumant ou en garantissant la souscription des actions du fonds social de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de la formation de l'organisation de la compagnie, la payer en argent ou en parts corporatives acquittées;

Faire toutes les autres choses appropriées ou connexes à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Accessories Manufacturers, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2467 C.-J. SIMARD.

" Montcalm Trading Company, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1922, constituant en corporation: Isidore Popliger, Max Liverman, avocats, Georges Achille Normandin, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Entreprendre l'exercice d'aucun genre d'affaires concernant la location, la construction, l'érection, l'acquisition, l'entretien, l'administration et l'aliénation de bâtiments de toute sorte;

Acquérir des terrains par achat, louage, échan-

part of same in paid up stock or bonds of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention wich may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered in placing or assisting to place or undertaking or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital stock or in or about the formation or organization of the company and to pay for same in cash or in paid up stock of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Accessories Manufacturers, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred. dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2468 Assistant Provincial Secretary.

" Montcalm Trading Company, Limtted ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutanent-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1922, incorporating: Isidore Popliger, Max Liverman, advocates, Georges Achille Normandin, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To undertake the transaction of any business respecting the leasing, construction, erection, acquisition, maintenance, management and alienation of buildings of all kinds;

To acquire lands by purchase, lease or exchange

ge, bâtir, ériger et réparer des magasins, entrepôts, bâtisses, fabriques, usines, outillages et machines, droits ou privilèges et généralement toute espèce de propriétés mobilières ou immobilières qu'on croira nécessaires ou avantageux aux objets de la présente compagnie, et les payer en argent, en actions de la compagnie, en obligations ou autrement, aussi les vendre ou les aliéner d'aucune manière quelconque;

Acheter, vendre, manufacturer, échanger ou autrement trafiquer d'effets et marchandises de toute catégorie et description;

Manufacturer, acheter, vendre, échanger toute espèce d'outillages, faire affaires comme commerçants, généraux d'effets, denrées, marchandises et fournitures dont la compagnie peut avec avantage se servir en rapport avec son commerce;

Conduire aucune autre entreprise, aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec le commerce et les objets de la corporation, ou susceptible d'accroître la valeur des biens en droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Payer les services rendus à la compagnie ou par elle exigés, l'acquisition des meubles ou immeubles par la compagnie en actions libérées de la compagnie, ou partie en actions libérées et partie en argent;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie pour le prix qu'on croira convenable, s'amalgamer avec aucune personne, firme ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes, conditions et pour les montants qu'on estimera convenables, et accepter en paiement de l'argent; à la place de l'argent, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débentures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie, et de temps à autre distribuer aux actionnaires en nature les obligations, titres ou autres valeurs appartenant à la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de crédit, connaissements, traites, chèques, débentures ou d'autres instruments négociables ou transférables;

Généralement exercer aucun commerce que la compagnie croira propre à être exercé, sous le nom de "Montcalm Trading Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2499

and build, erect, and repair stores, ware houses, buildings, factories, plants, equipment and machinery, rights or privileges and generally all kinds of moveable or immoveable property which may be deemed necessary or expedient for the objects of the present company and pay for the foregoing in cash, shares of the company, bonds or otherwise and to sell or alienate the same in any way whatever;

To buy, sell, manufacture, exchange or otherwise deal in goods and merchandise of every class and description;

To manufacture, buy, sell, exchange all kinds of equipments, carry on the business of general dealers in goods, wares, merchandise and supplies which can be advantageously used by the company in connection with its business;

To carry out any other undertakings or carry on any other business which may appear to the company capable of being conveniently or profitably carried on in connection with the business and objects of the corporation or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To pay for all services rendered to the company or required by it, or for any acquisition of moveables or immoveables by the company, in paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash;

To sell, lease or otherwise alienate the whole or any part of the undertaking of the company for such consideration as it may see fit or to amalgamate with any person, firm or corporation carrying on a business, with objects altogether or partly similar to those of the present company, on such conditions, terms and for such sums as may be deemed fit and in payment thereof, to accept cash or in lieu of cash, fully paid up or non-assessable shares bonds, debenture or other securities of any company and from time to time to distribute to the shareholders in kind the bonds, securities or other property belonging to the company;

To draw, make, accept, endorse, pay out and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures or other negotiable and transferable instruments;

To generally carry on any business which the company may think proper to carry on, under the name of "Montcalm Trading Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the dis district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2500

" La Compagnie de l'Hotel du Palais, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1922, constituant en corporation: Auguste D'Amour, Wilfrid D'Amour, cultivateurs, du canton de Hull, Solange Gatien, secrétaire, des cité et district de Hull, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs et taverniers, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires

" La Compagnie de l'Hotel du Palais, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1922, incorporating: Auguste d'Amour, Wilfird D'Amour, farmers, of the township of Hull, Solange Gatien, secretary, of the city and district of Hull, for the following purposes:

To carry on in all branches thereof the business of keepers of hotels, restaurants and taverns, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may

qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigare et de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant, de taverne ou d'hôtel, et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous et aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement hypothéquer ses immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer et engager ses immeubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants, des tavernes, et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises;

L'interprétation des clauses ci-dessus dans le cas d'ambiguité devra être faite libéralement et de façons à ne pas restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel du Palais, Limitée", avec un capital total de cent mille piastres ($100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres ($100.00), chacune.

Le bureau-principal de la compagnie, sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2519 C.-J. SIMARD.

be incidentally carried on in connection therewith such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, news stands, tobacco stores;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any stock in trade of any restaurant, hotel or tavern and to carry on such business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire or possess by lease or other title, any immoveable that may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease all or any of its moveables and immoveables or otherwise dispose of the same, hypothecate or otherwise dispose of its immoveables, hypothecate and mortgage its immoveables and borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon the lands acquired or possessed by the company, hotels, restaurants, taverns and other buildings that may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, possess, sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and execute all other acts and things which may seem useful or appear advantageous for the carrying on of the bove undertakings;

The interpretation of the above clauses in case of ambiguity to be made liberally and in no wise to restrict the powers of the company, under the name of "La Compagnie de l'Hôtel du Palais, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00), each.

The head office of the company, will be at Hull, in the district of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2520 Assistant Provincial Secretary.

"Auger-Leduc, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1922, constituant en corporation: William Boivin, contracteur, J.-Léon Lizotte, comptable et George-I. Boivin, entrepreneur, tous trois de la cité de Montréal, 337 Garnier, dans les buts suivants:

Faire le commerce général de meubles, tapis, prélarts, poêles, ferronneries, quincailleries, huiles et peintures et toutes autres choses s'y rapportant; agir comme courtiers, facteurs ou agents, exercer généralement aucun genre d'affaires commerciales, vendre, acheter, arrenter, échanger ou autrement céder les droits et biens de la compagnie ou pour la compagnie, en tout ou en partie, faire toutes autres choses reliées aux fins et objets ci-dessus et propres à les atteindre, se joindre à toute personne et compagnie faisant commerce

---

"Auger-Leduc, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1922, incorporating: William Boivin, contractor, J. Léon Lizotte, accountant, and George I. Boivin, contractor, all three of the city of Montreal, 337 Garnier street, for the following purposes:

To generally deal in furniture, carpets, oilcloths, stoves, ironware, hardware, oils and paints, and in all kinds of goods incidental thereto, act as brokers, factors or agents, generally carry on any kind of business transactions, sell, buy, rent, exchange or otherwise, assign the rights and property of the company or for the company, in whole or in part, do any other things incidental to the above purposes and objects or conducive to their attainment, amalgamate with any person or company carrying on a similar

semblable sous le nom de "Auger-Leduc, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2515 C.-J. SIMARD.

"Smart Style Cloak Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai 1922, constituant en corporation: Lazarus Phillips, avocat, Abraham Saul Cohen, comptable, et Joseph Philip Beaupré, huissier, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants, exportateurs et importateurs de toilettes, robes, manteaux et vêtements de toute description pour dames, en gros et au détail;

Acquérir par achat, louage, échange, ou par un autre titre légal, assumer aussi la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif, des licences ou permis d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce semblable à celui pour lequel la présente compagnie est constitué en corporation, ou qu'on peut avec convenance exercer sous ce rapport;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, posséder et détenir, vendre et aliéner des actions, débentures, obligations et d'autres valeurs dans d'autres compagnies dont les objets sont semblables ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aussi acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits hypothécaires, privilégiés ou de gage sur d'autres compagnies ou personnes ou en dérivant;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autre titre légal, détenir et posséder des terrains, biens-fonds et immeubles de toute description nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie, y construire des bâtisses, et les vendre, louer, transférer, échanger, hypothéquer et autrement en disposer;

Garantir, cautionner, se rendre responsable du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque d'aucune autre corporation, firme ou personne avec laquelle la compagnie se trouvera en relations;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, les services rendus ou à être rendus à la compagnie en actions entièrement libérées, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexe aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale, dûment convoquée pour délibérer sur ce règlement, les directeurs pourront périodiquement:

(a) Emprunter sur le crédit de la compagnie ;

(b) Emettre des débentures, ou autres va-

business, under the name of "Auger-Leduc, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2516 Assistant Provincial Secretary.

"Smart Style Cloak Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of May, 1922, incorporating: Lazarus Phillips, advocate, Abraham Saul Cohen, accountant, and Joseph Philip Beaupré, bailiff, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of, dealers in, and exporters and importers of women's dresses, coats, cloacks, and garments of every description, both at wholesale and at retail;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities, and licenses or permits of any person, partnership, or company carrying on any business similar to that for which this company is incorporated, or which may conveniently be carried on in conjunction therewith;

To purchase, take in exchange, or in payment, or to otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, necessary or useful for the purposes of the company, and to erect buildings thereon, and to sell, lease, convey, exchange, hypothecate, and otherwise dispose of same;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsœver, of any other corporation, firm or individual, with which the company has business dealings;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, and for services rendered and to be rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all acts and to exercise all powers and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or other securities of the

leurs de la compagnie, les engager ou vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux ;

(c) Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou payer la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie en garantie des débentures ou autres titres, fournir partie seulement de cette garantie à ces fins, et constituer l'hypothèque, le mortgage ou le gage mentionné dans ce sous-paragraphe par acte de fidéicommis, selon l'article 6119*b* et 6119*c*, ou d'aucune autre manière;

(d) Hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie, engager ou autrement affecter la propriété mobilière, ou fournir toutes les garanties pour assurer le remboursement des emprunts contractés autrement que par émission de débentures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, d'un contrat ou d'une obligation de la compagnie;

Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra le pouvoir d'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissoires consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "Smart Style Cloak Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2517 C.-J. SIMARD.

"Agence Molson Trois-Rivières, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1922, constituant en corporation William Bond Baptist, Stewart B. Baptist, industriels, Wilfrid Gariépy, avocat, tous trois de la cité et du district de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et disposer de quelque manière que ce soit, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter, importer, faire le commerce général en gros ou en détai , comme principal ou agent et sur commission, en consignation, pour distribution ou livrai on, ou autrement des marchandises et produits d'aucune sorte et agir comme marchand à commission et agent expéditeur ou distributeur dans aucune ligne que'conque;

Acheter, vendre, louer, échanger, négocier et transiger dans les immeubles, soit comme principal ou comme agent;

Agir comme agents, inspecteurs et ajusteurs et représenter aucune association, compagnie ou individu engagé directement ou indirectement dans les affaires d'assurance, y compris celles du feu, de la vie, de la marine, de la maladie, de l'accident, de la garantie et de l'indemnité;

Agir comme auditeurs, experts financiers et comptables pour le compte de qui que ce soit;

Souscrire, acheter et acquérir d'une façon quelconque, et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou à titre de sécurité collatérale ou autrement, et vendre, changer, transporter, céder en aucune manière, disposer ou transiger dans les bons, les obligations, les débentures, les parts, les actions

company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage, or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with article 6119b and 6119c, or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract, or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company, on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted, or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Smart Style Cloak Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2518 Assistant Provincial Secretary.

"Agence Molson Trois-Rivières, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1922, incorporating: William Bond Baptist, Stewart B. Baptist, manufacturers, Wilfrid Gariépy, advocate, all three of the city and district of Three Rivers, for the following purposes:

To buy, sell and dispose of, in any manner whatever, hold, possess, manufacture, produce, export, import, and generally deal wholesale and retail in as principal or agent and on commission, on consignment, for distribution or delivery or otherwise, merchandise and products of every sort and to act as commission merchant and shipping or distributing agent in any line whatever;

To buy, sell, lease, exchange, trade in and with real estate, as principal or agent;

To act as agents, inspectors and appraisers, and to represent any association, company or individual directly or indirectly engaged in any insurance business, including fire, life, marine, sickness, accident, guarantee and indemnity insurance;

To act as auditors, financial experts and accountants for any one whomsoever;

To subscribe for, buy or acquire in any way whatever, and hold either as principal or agent, and absolutely as owner or as collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, convey in any manner, dispose and deal in bonds, obligations, debentures, shares, stocks or any securities or guarantees of any government,

ou aucune sécurité ou garantie de gouvernement, municipalité, corporation scolaire, banques ou d'aucune autre corporation ou compagnie légalement constituée;

Conduire une agence générale de courtage, d'immeubles et de placements de toutes sortes, y compris des prêts ou garanties sur hypothèques et sur contrats à réméré et, dans ces transactions, d'acheter, vendre, prêter, aussi bien pour son propre profit que pour le compte et profit de clients ou de tiers;

Concourir à la promotion et l'organisation,le développement ou la gestion d'aucune corporation ou compagnie et de prélever ou d'aider à prélever l'argent pour aider par moyen de bonus, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres sécurités ou autrement aucune autre compagnie ou corporation et d'offrir au public par souscription, aucune part, stock, bon, débenture, obligation ou autre sécurité d'aucune compagnie ou corporation;

Agir comme agent pour d'autres dans le placement de fonds ou la promotion de compagnies ou d'entreprises, et conduire une entreprise générale d'agence sous toutes ses formes; gérer, agir comme gérant fiscal ou financier ou autrement comme agent de la part d'aucune compagnie et de détenir les parts, débentures, bons, obligations, garanties, ou aucune autre propriété appartenant à aucune compagnie ou corporation, soit que la présente compagnie les détienne et les gère purement et simplement ou soit que la présente compagnie en fidéicommis les ait reçue à titre de garantie ou sous une obligation quelconque;

Emprunter sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, obligations et autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour la somme jugée convenable pourvu que chaque bon, obligation ou valeur ne soit pas une somme moindre que celle de $100.00;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons et de tout emprunt de deniers fait pour les fins de la compagnie;

Payer pour les services rendus à la compagnie ou pour toute autre acquisition de la compagnie en actions libérées de la compagnie, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants, sous le nom de "Agence Molson Trois-Rivières, Limitée," avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune. Les actions seront émises et rapportées au prix de leur valeur au pair.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trios-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2513 C.-J. SIMARD.

municipality, school corporation, bank or any other corporation or company legally incorporated;

To conduct a general real estate and investment brokerage agency, including loans or guarantees on hypothecs and contracts with right of redemption, and in such transactions to buy, sell, lend for both its own benefit and for the benefit of customers or third parties;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company and to raise or assist in raising monies, to aid by way of bonuses, loans, promises, endorsements, guarantees of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company on corporation and to offer for public subscription any share, stock, bond, debenture or other security of any company or corporation;

To act as agents for others in the investment of funds, or the promotion of any companies or undertakings and to conduct a general agency business in all branches thereof; manage, act as fiscal or financial manager or otherwise as agent for any other company, and to hold the shares, debentures, bonds, obligations, securities or any other property belonging to any company or corporation, whether the present company holds or manages the same purely and simply or that the present company has received the same in trust as security or under any obligation whatever;

To borrow upon the credit of the company and issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same at such price as may be deemed expedient, provided that no such bond, debenture or other security be for a less sum than $100.00 each;

Hypothecate or mortgage the immoveables or pledge the moveables of the company or give both the above kinds of security to guarantee the payment of such bonds and of any loans of money made for the company's purposes;

To pay for the services rendered to the company or for any other acquisition of the company with paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash, under the name of "Agence Molson Trois-Rivières, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of onehurdred dollars ($100.00) each. The shares shall be issued and allotted at par.

The head office of the company, will be in the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2514 Assistant Provincial Secretary.

" Bryant Brothers, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1922, constituant en corporation: John Edward Grivell, Frederic James Powers, comptables, Miss Mary Jackson, Pearl Schramm et Bessie Moore Rogers, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

" Bryant Brothers, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1922, incorporating: John Edward Grivell, Frederic James Powers, accountants, Miss Mary Jackson, Pearl Schramm and Bessie Moore Rogers, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Transiger et exercer un commerce général comme société de courtage et de finances;

Souscrire, prendre, acquérir par achat, échange ou par un autre titre légal, détenir comme propriétaire absolu, en garantie collatérale ou autrement, vendre, garantir la vente, aussi céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer, d'obligations, de débentures, parts, actions et d'autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, corporation ou compagnie bancaire, d'utilité publique, commerciale ou industrielle, association ou personne, et généralement agir en qualité d'agents et courtiers à ces fins;

Acheter, assumer ou autrement acquérir l'actif de Bryant Brothers, Limited, corporation constituée par lettres-patentes fédérales, et payer en tout ou en partie en argent, en parts, obligations ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie;

Exercer aucun autre commerce, manufacturé ou non, propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables;

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiducies, fonds et secours et commodités propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires de leurs dépendants ou des parents de ces personnes, accorder des pensions et allouances et faire des paiements d'assurances et souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou philanthropiques, pour

To transact and carry on a general financial company and brokerage business, and to subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in stocks, shares, bonds, debentures and other evidences of indebtedness and other securities of any Government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, and generally to act as agents and brokers in connection therewith;

To purchase, take over or otherwise acquire the assets of Bryant Brothers, Limited, a corporation incorporated by Letters Patent of the Dominion of Canada, and to pay for the same in whole or in part by cash, stock, bonds or other securities of this company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent

aucunes expositions, aucun objet d'utilité générale, publique;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et spécialement des machines, un outillage, un assortiment;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables et particulièrement pour des actions, débentures et valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qu'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires sous le nom de "Bryant Brothers, Limited", avec un fonds social total de trois cent cinquante mille piastres ($350,000.00) divisé en trente-cinq mille (35,000) parts de dix piastres ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau de secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2527 C.-J. SIMARD.

objects, or for any exhibitions, or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To raise and assit in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations, under the name of "Bryant Brothers, Limited", with a total capital stock of three hundred and fifty thousand dollars ($350,000.00), divided into thirty five thousand (35,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2528 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Black River Shipping Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5968 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes

Supplementary Letters Patent

"Black River Shipping Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5968, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

supplémentaire en date du vingtième jour de mai 1922, changeant le nom de "Black River Pulpwood Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes du dix-sept février 1922, sous le nom de "Black River Pulpwood Company, Limited", en celui de "Black River Shipping Company."

Exercer de toutes manières le commerce du bois de charpente, du bois de construction et du bois de pulpe, et manufacturer, produire, acheter, vendre et trafiquer du bois debout, des billes, du bois de charpente, et des bois de toutes sortes; Acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, terrains, emplacements, droits de surface, limites à bois, forêts et peuplements boisés, lots de grève, droits de flottage, droits publics, municipaux ou autres droits, privilèges, franchises, commodités et licences de toute espèce, aussi vendre, les aliéner, échanger, ou autrement en disposer; améliorer et développer des rivières et lacs, construire et maintenir des réservoirs, canaux, barrages, jetées, estacades et d'autres structures et outillages de tous genres; construire, acheter ou autrement acquérir des streamer, barges, remorqueurs ou aucune autre espèce d'embarcation ou bateau navigable; les utiliser et exploiter; construire, acheter, louer ou autrement acquérir des bassins, docks, jetées, pontons, quais, entrepôts, élévateurs ou autres bâtisses ou structures propres à servir en rapport avec le commerce de la compagnie; construire et exploiter aux fins de l'industrie de la compagnie des tramways et voies d'évitement sur les terrains que possède ou contrôle la compagnie; acheter, louer ou autrement acquérir, bâtir, construire, maintenir et exploiter des usines à bois, se livrer aussi à l'industrie consistant à manufacturer et préparer pour le marché le bois de charpente, de construction et le bois de toute espèce et description; importer, exporter, acheter, vendre et autrement trafiquer du bois de construction et des bois de tout genre, manufacturer et trafiquer d'articles de toute espèce dans la fabrication desquels entre le bois; acheter, louer ou autrement acquérir, bâtir, construire, maintenir et exploiter des pulperies et papeteries, faire affaires généralement comme manufacturiers, importateurs, exportateurs et marchands de pulpe, papier et substituts du papier de toutes catégories et descriptions, des matières premières et substances de toute espèce, des préparations, mélanges, produits chimiques, solutions, et combinaisons employés ou propres à être employés en rapport avec ladite industrie; acquérir par achat, bail ou autrement, utiliser et développer des forces hydrauliques et autres pour générer l'énergie ou la force électrique, pneumatique, hydraulique ou autre, construire et exploiter des usines productrices de cette énergie; assumer à titre d'affaire active l'actif et l'entreprise de "Black River Pulpwood Company, Limited", corporation légale duement constituée en vertu de la Loi des compagnies du Canada, dont le siège social est dans la cité de Montréal, et les payer en parts ou en bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie pour laquelle on demande la constitution en corporation;

Acquérir par achat, bail ou autement l'énergie électrique ou autre d'aucune espèce pour fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice ou autres, et vendre, louer ou autrement aliéner icelle ainsi que l'énergie et la force produites par la compagnie dans les comtés du Lac Saint-Jean, Charlevoix, Saguenay et Chicoutimi, dans la province de Québec;

bearing, date the twentieth day of May, 1922, changing the name of "Black River Pulpwood Company, Limited", incorporated by letters patent bearing date the seventeenth day of February, 1922, under the name of "Black River-Pulpwood Company, Limited", to that of "Black River Shipping Company", for the following purposes:

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business, and to manufacture, produce, buy, sell and deal in timber, logs, lumber and wood of all kinds; to purchase, lease or otherwise acquire real estate, lands, locations, surface rights, timber limits, woodlands and timber lands, water,lots, river rights and government, municipal or other rights, privileges franchises, easements and licenses of all kinds, and to sell, dispose of exchange, or otherwise deal in the same, to improve and develop rivers and lakes, and to construct and maintain reservoirs, canals, dams, embankments, booms and other works and equipment of all kinds; to construct, purchase or otherwise acquire streamers, barges, tugs or any other kind of craft or boats for navigation, and to employ and operate the same; to construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, warehouses, elevators or other buildings or works capable of being used in connection with the business of the company; to construct and operate, for the purpose of the company's business, tramways and railway sidings, on lands owned or controlled by the company; to purchase, lease or otherwise acquire and build and construct and maintain and operate lumber and saw-mills, and to engage in the business of manufacturing and preparing for market timber, lumber and wood of all kinds and descriptins; to import, export, buy, sell and otherwise deal in lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used; to purchase, lease or otherwise acquire and build and construct and maintain and operate pulp and paper mills, and to carry on generally the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in pulp, paper and paper subtitutes of all kinds and descriptions, and of the raw materials and substances of every kind, pulps, preparations, mixtures, chemicals, solvents and combinations used or capable of being used in connection with the said business to acquire by purchase, lease or otherwise, and to utilize and develop water powers and other powers for the production of electric, pneumatic, hydraulic, or other power or force, and to construct and operate works for the production of such power; to take over as a going concern te assets and undertaking of Black River Pulpwood Company, Limited", a body corporate, incorporated under the ompanies' Act of Canada, with its head office at the city of Montreal, and to pay for the same in stocks or bonds, obligations or other securities of the company for which incorporation is hereby sought;

To acquire by purchase, lease or otherwise, electric or other power of any kind for lighting, heating, motive or other purposes, and to sell, lease or otherwise dispose of the same, as well as of power and force produced by the company within the counties of Lake St. John, Charlevoix, Saguenay and Chicoutimi in the Province of Quebec;

Ériger et maintenir des poteaux et fils de transmission pour distribuer l'énergie et pour les fins générales de l'industrie de la corporation; pourvu, cependant que la vente, distribution et transmission de la force ou de l'énergie électrique, hydraulique ou autre hors des terrains de la compagnie soit sujette aux règlements locaux et municipaux y relatif et soit exercé uniquement dans les comtés du Lac St-Jean, Charlesvoix, Saguenay et Chicoutimi, dans la province de Québec;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage des droits, de la propriété et de l'actif, comprenant aucune option, concessions ou chose semblable d'aucune personne, firme, association ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en obligations ou en paiement intégral ou partiel émettre et distribuer comme entièrement libérées et non sujettes à appel, des actions du fonds social de la compagnie, souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de lactif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, en recevoir paiement intégral ou partiel en argent, obligations, parts ou autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit loimité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, aucun procédé, aussi faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les actions, obligations ou l'entreprise d'aucune autre ecompagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, transférer son entreprise ou son actif à, ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou propre à être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre et trafiquer du commerce, de l'actif, de l'achalandage, du capital, des actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation exerçant une industrie similaire en tout ou en partie à celle de la compagnie, et généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, avec un fonds social total de un million de piastres ($1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) parts de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2463 C.-J. SIMARD.

To construct and maintain poles, lines and transmission lines, for the distribution of power and for the general purposes of the company's business. Provided however that all sales, distribution, and transmission of electrict, hydraulic or other power or force beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal, regulations in that behalf, and shall be exercised only within the counties of Lake St. John, Charlevoix, Saguenay and Chicoutimi in the Province of Quebec;

To acquire all or any part of the good will, rights, property and assets, including any option, concession or the like of any individual, firm, association or corporation, and to pay for the same wholly or in part in cash or bonds, or in payment or part payment therefor to allot and issue as fully paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking, or good-will of the company, and to accept payment for the same, wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or co-exclusive limited or right to use or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for ne of its objects the exercice of any of the powers of the company or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concessions or otherswise with any person or company carrying on or intending to carry on any business which the company is authorized to carry on or is capable o being conducted so as to directy or indirectly benefit the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold, sell and deal in the business, assets, goodwill, stock, shares or securities of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of the company, and generaly to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfiment of the objects for which the company is incorporated, with a total capital stock of one million dollars ($1,000,000.00), divided ten thousand ($10,000) shares of one hundred dollars ($100.00 each.

The head office of the company of the companis at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the provincial Secretary, thir twentieth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,

2464 Assistant Provincial Secretary.

165–22.

Québec, 10 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juin 1922, de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Sainte-Marie-de-Blandford, comté de Nicolet, les lots Nos 26 à 45 nclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford; les lots Nos 79 à 96 inclusivement du même cadastre; les lots Nos 120 à 152 inclusivement, du cadastre officiel de Sainte-Marie-de-Blandford, paroisse; les lots Nos 593 à 605, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Blanford (Manseau) comté de Nicolet, les lots Nos 17 à 22, inclusivement, du rang A du canton de Blanford; les lots Nos 824 à 833*a*, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, neuvième concession de Lévrard; les lots Nos 834*a* à 843, nclusivement, de la dixième concession de Lévrard, même cadastre;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Blanford, comté de Nicolet, le lot Nos 23 du rang "A" de Blanford, du cadastre officiel de Blandford, et les lots Nos 19 à 25, inclusivement, des troisième et quatrième rangs de Blanford. Ces numéros de lots étant les mêmes que ceux du cadastre;

4. De la municipalité scolaire de Maddington, comté d'Arthabaska, les lots Nos 618 à 623, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lemieux". 2523

165–22.

Quebec, 10th June, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 7th of June, 1922, to detach:

1. From the school municipality of Sainte-Marie-de-Blandford, county of Nicolet, the lots Nos 26 to 45, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saine-Marie-de-Blandford; the lots Nos 79 to 96, inclusive, of the same cadastre; the lots Nos 120 to 152, inclusive, of the official cadastre of Sainte-Marie-de-Blandford, parish; the lots Nos 593 to 605, inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte Gertrude;

2. From the school municipality of Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), county of Nicolet, the lots Nos 17 to 22, inclusive, of range A of the township of Blandford; the lots Nos 824 to 833*a*, inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, ninth concession of Levrard; the lots Nos 834*a* to 843, inclusive, of the tenth concession of Levrard, same cadastre;

3. From the school municipality of Saint-Louis-de-Blandford, county of Nicolet, the lot No. 23 of range A of Blandford, of the official cadastre of Blandford, and the lots Nos 19 to 25, inclusive, of the third and fourth ranges of Blandford. These last lots being the same as those of the cadastre.

4. From the school municipality of Maddington, county of Arthabaska, the lots Nos. 618 to 623, inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte Gertrude, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Lemieux". 2524

294–22.

Québec, 10 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juin 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Roch-de-l'Achigan, comté de L'Assomption, les lots Nos 284 à 317, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Roch-Ouest. 2525

294–22.

Quebec, June 10th, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 7th of June, 1922, to detach from the school municipality of Saint-Roch-de-l'Achigan, county of L'Assomption, the lots Nos 284 to 317, inclusively of the official cadastre of the parish of Saint-Rioch-de-l'Achigan, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Saint-Roch-Ouest. 2526

Québec 13 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juin 1922, de détacher le rang un des lots 19 à 28, les deux inclus; le rang deux des lots 17 à 28, les deux inclus, les rangs trois, quatre et cinq moins lots 1-6, inclus, rang 3, lots 1-5 inclus, rang 4, et lot 1 et moitié lot 2 nord, rang 6; le rang six des lots 4 à 28, les deux inclus; le rang sept moitiés nord des lots 5, 6 et 7, le quart nord-est du lot 9, la motié nord du lot 10, au nord 137 acres lot 11, trois-quarts nord des lots 12 et 13, moitiés nord des lots 14, 15 et 16, et les lots 17 à 28, les deux inclus, du canton Newport, comté de Compton, de la municipalité scolaire de Newport, et de constituer ce territoire en municipalité scolaire séparée pour les protestants seulement, sous le nom de "Island Brook". 2529

Quebec, June 13th, 1922.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council of the 7th of June, 1922, to detach range one from lots 19 to 28, both inclusive; range two from lots 17 to 28, both inclusive; ranges three, four and five, except lots to 1-6, inclusive in range 3, lots 1 to 5, inclusive in range 4, and lot 1 and the north half of lot 2 in range 6; range six from lots 4 to 28, both inclusive; range seven north halves of lots 5, 6 and 7, north-east quarter lot 9, north half lot 10, north 137 acres lot 11, north three fourth lots 12 and 13, north halves lots 14, 15 and 16, and lots 17 to 28, both inclusive, of the township of Newport, county of Compton, from the school municipality of Newport, and to erect this territory into a separate school municipality for Protestants only, under the name of "Island Brook." 2530

719-22

Québec, 3 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Urbain, comté de Châteauguay, les lots Nos 234, 235, 236 et la moitié sud-est du lot No 237 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Urbain, et de les annexer à la municipalité scolaire de Norton Creek, même comté. 2407—23-2

719-22

Quebec, 3rd May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Urbain, county of Châteauguay, the lots Nos. 234, 235, 236 and the southeast half of the lot No. 237 of the official cadastre of the parish of Saint Urbain, and to annex them to the school municipality of Norton Creek, same county. 2408—23-2

721-22

Québec, 12 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cantons-Unis, comté de Labelle, tous les lots des rangs Nos 2,3, 4, 5 et 6 du canton de Moreau, moins les lots Nos 1 à 11, inclusivement, desdits rangs, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Lac-Saint-Paul. 2409—23-2

721-22

Quebec, 12th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Cantons-Unis, county of Labelle, all the lots of ranges Nos. 2, 3, 4, 5 and 6 of the township of Moreau, less the lots Nos. 1 to 11, inclusively, of the said ranges, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Lac-Saint-Paul. 1410—23-2

Département des Terres et Forêts

Québec, 31 mai 1922.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 S.R.P.Q., 1909, des permis pour la coupe des bois brûlés qui se trouvent sur les territoires vacants compris dans les bassins supérieurs des rivières Sainte-Marguerite, Godbout, Pentecôte, Sheldrake, Mistassini seront offerts à l'enchère publique le quatre juillet 1922, à onze heures du matin, au bureau du gouvernement, à Québec.

CONDITIONS:

1.—La durée du permis est fixée à trois ans;

2.—Il n'est pas permis d'exploiter aucun arbre vert, car le permis est limité exclusivement à la coupe des arbres tués par l'incendie;

3.—L'enchère portera sur un montant additionnel à payer en sus du droit de coupe qui est fixé à $1.25 les mille pieds, mesure de planche, pour l'épinette, le sapin, le pin gris ou le cyprès, le bouleau, le tremble et le peuplier, la pruche, etc;

4.—Une somme de $200.00 par mille carré sera payée comptant, comme garantie de l'exploitation et du paiement des droits. Elle sera remboursée à l'expiration du permis, si le concessionnaire s'est conformé aux lois et règlements des bois et forêts;

5.—L'adjudicataire devra payer comptant en sus de la garantie susdite, un montant de $22.50 par mille carré représentant la rente foncière du dit terrain pour les trois (3) ans;

6.—Le permis sera sujet, sous peine d'annulation, aux lois et règlements des bois et forêts.

Le sous-ministre des terres et forêts,
ELZ. MIVILLE DECHENE.

2457—23-4

Department of Lands and Forests

Quebec, 31st May, 1922.

In conformity with articles 1623, 1624 and 1625 R.S.P.Q. 1909, permits for the cutting of burnt timber lying in the vacant territories of the upper basins of the rivers Sainte Marguerite, Godbout, Pentecôte, Sheldrake, Mistassini will be put up to public auction, the fourth day of July, 1922, at eleven o'clock in the forenoon, at the Government office, at Quebec.

CONDITIONS:

1.—The duration of the permit is fixed at three years;

2. It is not permitted to cut any live tree, the permit being exclusively limited to the cutting of trees killed by fire;

3.—The auction shall bear on an additional amount to be paid over and above the timber dues which are fixed at $1.25 per thousand feet, board measure, for the spruce, balsam, grey pine or banksian pine, white birch, aspen and poplar, hemlock, &c;

4.—A sum of $200.00 per square mile shall be paid cash, as security for the exploitation and payment of the dues. It shall be reimburzed at the expiration of the permit, if the licensee has complied with the Woods and Forests laws and regulations;

5.—The adjudicataire shall pay cash in addition to the aforesaid security, a sum of $22.50 per square mile representing the grount rent of the land for the three (3) years;

6.—The permit shall be subject, under pain of cancellation, to the Woods and Forests laws and regulations.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Woods and Forests.

2458—23-4

Département du trésor

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase", en vertu de l'article 6870 S. R. P. Q., 1909, (4 Geo. V, ch. 54, s. 1), pour transiger des affaires d'assurance mutuelle contre le feu

Treasury Department

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase" has been licensed, pursuant to article 6870 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, (4 Geo. V, chap. 54, s. 1) for the transaction of

et le vent sur les bâtiments situés sur tous biens-fonds imposables dans la municipalité de Saint-Athanase, comté d'Iberville, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce septième jour de juin 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2403—23-2

AVIS D'ADMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIETE CHARITABLE

Avis est par le présent donné que le "Griffintown Club" a obtenu un permis et a été enregistré comme société charitable dans le but de pourvoir, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, à la récréation et l'éducation, le développement social, moral et physique des garçons et filles du voisinage dans lequel le club est situé,et autres objets similaires ou identiques à ceux ci-dessus mentionnés, tel qu'autorisé par la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil le septième jour de mars 1922.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce septième jour de juin 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
2405—23-2

the business of mutual insurance against fire and wind on buildings situated upon all taxable property in the municipality of Saint Athanase, county of Iberville, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this seventh day of June, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2404—23-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Griffintown Club" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts, donations from its members of from the public, to provide recreation and educational, social, moral and physical development for the boys and girls of the neighbourhood in which the Club is located, and objects similar or identical to the foregoing, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council dated of the seventh day of March, 1922.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the seventh day of June, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK.
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, Que.
2406—23-2

Ministère de l'agriculture

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Notre-Dame-de-la-Garde, comté de Labelle.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Labelle, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Garde", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Art. 1859 et suivants).

Le sous-ministre de l'agriculture,
ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 12ième jour de mai 1922. 2543

Department of Agriculture

Public notice respecting the organization of a farmers' club in the parish of Notre-Dame-de-la-Garde, county of Labelle.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorises the formation of a farmers' club in the county of Labelle, under the name of "Farmers' Club of the parish of Notre-Dame-de-la-Garde" which is presently incorporated, in accordance with the law respecting farmers' clubs (Art. 1859 and following).

ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, May 12th, 1922. 2544

Ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries

Avis est par le présent donné que le changement opéré dans les limites des comtés de Kamouraska et de Témiscouata par la loi 12 George V, chapitre 17, "Loi détachant certains lots du comté de Kamouraska et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre-d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement", a été dûment noté sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Pohénegamook, dont certaine partie est détachée comme susdit, ainsi que dans la copie

Department of Colonization, Mines and Fisheries

Notice is hereby given that the change made in the limits of the counties of Kamouraska and Témiscouata by the Act 12 George V, chapter 17, "An act to detach certain lots from the county of Kamouraska and to annex them to the parish of of Saint-Pierre-d'Estcourt, in the county of Temiscouata, for electoral, judicial, municipal, school and registration purposes", has been duly noted upon the official plan and book of reference of the township of Pohenegamook, part of which has been detach as aforesaid, and in the copy

certifiée d'iceux qui se trouve maintenant déposée au bureau d'enregistrement du comté de Kamouraska, tel que prescrit par l'article 7490 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

En conformité des dispositions du même article, un extrait des dits plan et livre de renvoi officiels montrant la partie ainsi annexée a été fait, lequel est conservé comme original dans les archives de ce département, et une copie certifiée de cet extrait a été déposée au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouta.

Québec, 7 juin 1922.

Le sous-ministre,

2475 Par J.-X. MERCIER.

Québec, 9 juin 1922.

Avis est par le présent donné que le changement opéré dans les limites des comtés de Terrebonnet et L'Assomption par la loi 12 George V, chapitre 18 "Loi détachant certains lots du comté de Terrebonne et les annexant à la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement", a été dûment noté sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, dont certaine partie est détachée comme susdit, ainsi que dans la copie certifiée d'iceux qui se trouve maintenant déposée au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, tel que prescrit par l'article 7490 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

En conformité des dispositions du même article, un extrait des dits plan et livre de renvoi officiels montrant la partie ainsi annexée, a été fait, lequel est conservé comme original dans les archives de ce département, et une copie certifiée de cet extrait a été déposée au bureau d'enregistrement du comté de L'Assomption.

Québec, 9 juin 1922.

Le sous-ministre,

2497 S. DUFAULT.

D. 315-22.

Québec, 9 juin 1922.

Avis est par le présent donne que le changement opéré dans les limites des comtés de Montcalm et de Joliette par la loi 12 Geo. V, chap. 16 "Loi détachant certains lots du comté de Montcalm et les annexant à la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mills dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement", a été dûment noté sur les plan et les livre de renvoi officiels des paroisses de Sainte-Marie-Salomée et de Saint-Jacques-de-l'Achigan, dont certaines parties sont détachées comme sus-dit, ainsi que dans la copie certifiée d'iceux qui se trouve maintenant déposée au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm, tel que prescrit par l'article 7490 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

En conformité des dispositions du même article, un extrait de chacun desdits plan et livre de renvoi officiels montrant la partie ainsi annexée a été fait, lequel est conservé comme original dans les archives de ce département, et une copie certifiée de cet extrait a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Joliette.

Québec, 9 juin 1922.

Le ministre,

2521 J.-E. PERRAULT.

---

thereof deposited in the registry office of the county of of Kamouraska, as prescribed by article 7490 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

In conformity with the provisions of the same article, an extract from the said plan and book of reference, showing the portion annexed, has be n prepared and is now kept of record in the archives of this Department, and a certified copy of said extract has been deposited in the registry office of the county of Temiscouata.

Quebec, 7th June, 1922.

Per J. X. MERCIER,

2476 Deputy Minister.

Notice is hreby given that the change made in the limits of the counties of Terrebonne and L'Assomption by the Act 12 George V, chapter 18, "An Act to detach certain lots from the county of Terrebonne and to annex them to the parish of Saint Joachim, in the county of L'Assomption, for electoral, judicial, municipal and registration purposes", has been duly noted upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Anne-des-Plaines, part of which has been detached as foresaid, and in the copy thereof deposited in the registry office of the county of Terrebonne, as prescribed by article 7490 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

In conformity with the provisions of the same article, an extract from the said plan and book of reference, showing the portion annexed, has been prepared and is now kept of record in the archives of this Department, and a certified copy of said extract has been deposited in the registry office of the county of L'Assomption.

Quebec, 9th June, 1922.

S. DUFAULT,

2498 Deputy Minister.

D. 315-22.

Quebec, June 9th, 1922.

Notice is hereby given that the change made in the limits of the counties of Montcalm and Joliette by the Act 12, Geo. V, chap. 16, "An act to detach certain lots from the county of Montcalm and to annex them to the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mills, in the county of Joliette, for electoral, judicial, municipal and registration purposes", has been duly noted upon the official plan and book of reference of the parishes of Sainte-Marie-Salomée and Saint-Jacques-de-l'Achigan, parts of which have been detached as aforesaid, and in the copy thereof deposited in the registry office of the county of Montcalm, as prescribed by article 7490 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

In the conformity with the provisions of the same article, an extract from each of the said plan and book of reference showing the portion annexed has been prepared and is now kept of record in the archives of this department, and a certified copy of said extract has been deposited in the registry office of the county of Joliette.

Quebec, June 9th, 1922.

J. E. PERRAULT,

2522 Minister.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Quebec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 659.

Dame Béatrice Beaudoin, de Sainte-Cécile-de-Whitton, dans le district de Saint-François, épouse d'Ernest Boulanger, cultivateur, du même endroit, et judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ernest Boulanger, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Whitton, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour de mai mil neuf cent vingt-deux.

Le procureur de la demanderesse,
F. CAMPBELL.

Sherbrooke, 9 mai 1922. 2545—24-5

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4190.

Dame Marie-Rose Caron, de Saint-Louis-de-Gonzague, épouse de Clodemir Picard, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Clodémir Picard, ce jour.

Valleyfield, ce 5 juin 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2381—23-5 ARTHUR PLANTE.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4191.

Dame Emma Viau, de Saint-Louis-de-Gonzague, épouse de Félix Picard, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Félix Picard, ce jour.

Valleyfield, ce 5 juin 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2383—23-5 ARTHUR PLANTE.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 526.

Dame Myrtie Idella Coates, épouse commune en biens de Hollis A. Smith, cultivateur, du canton d'Eaton, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hollis A. Smith, defendenr.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 1er jour de juin 1922.

Sherbrooke, 6 juin 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
NICOL, LAZURE & COUTURE.
2415—23-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2483.

Dame Delia Thibodeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur St. Germain, gérant, des mêmes lieux, duement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Arthur St. Germain, gérant, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2213—22-5 M. GERBER.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 774. Dame Marie-Louise Veilleux, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Gédéon Rodrigue, même lieu, dit district, cultivateur, autorisée à ester en justice,

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, disrrict of Saint Francis, Superior Court, No. 659.

Dame Béatrice Beaudoin, of Sainte-Cécile-de-Whitton, in the district of Saint Francis, wife of Ernest Boulanger, farmer, of the same place, and authorized by the Court to *ester en justice*, plaintiff; vs Ernest Boulanger, farmer, of the parish of Sainte-Cécile-de-Whitton, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the second day of May, one thousand nine hundred and twenty two.

Sherbrooke, May 9th, 1922.

F. CAMPBELL,
2546—24-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4190.

Dame Marie Rose Caron, of Saint-Louis-de-Gonzague, wife of Clodemir Picard, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to propert against the said Clodemir Picard, this day.

Valleyfield, June 5th, 1922.

ARTHUR PLANTE,
2382—23-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4191.

Dame Emma Viau, of Saint-Louis-de-Gonzague, wife of Felix Picard, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said Félix Picard, this day.

Valleyfield, June 5th, 1922.

ARTHUR PLANTE,
2384—23-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 526.

Dame Myrtie Idella Coates, wife common as to property of Hollis A. Smith, farmer, of the township of Eaton, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justize*, plaintiff; vs the said Hollis A. Smiht defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on 1st June, 1922.

Sherbrooke, 6th June, 1922.

NICOL, LAZURE & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
2416—23-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2483.

Dame Delia Thibodeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur St. Germain, manager, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Arthur St. Germain, manager, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause this 19th day of May, 1922.

M. GARBER,
2214—22-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 774. Dame Marie Louise Veilleux, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Gédéon Rodrigue, of same place and district, farmer, duly authorized *à ester en*

aux fins des présentes, par un juge de la Cour supérieure, demanderesse; vs Gédéon Rodrigue, du canton d'Ascot, district de Saint-François, cultivateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 30ième jour de mai 1922.

Sherbrooke, 30 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,

2269—22-5 EMILE RIOUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 897. Dame Anny Vineberg, épouse commune en biens de Gidale Vineberg, commerçant, de la cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Gidale Vineberg, défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 30 mai 1922.

L'avocat de la demanderesse,

2271—22-5 J.-N. DECARIE.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 397.

Dame Elise Parent, épouse commune en biens de Napoléon Ruel, de la cité de Québec, demanderesse; vs Napoléon Ruel, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le neuvième jour de mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN.

Québec, 19 mai 1922. 2139—21-5

Province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 6172. Dame Stéphanie Lahaie, de la paroisse de L'Ange-Gardien, dans le district de Hull, épouse commune en biens de Octave Demers, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette Cour à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Octave Demers, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ième jour de mars mil neuf cent vingt-deux.

Hull, 19 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,

2177—21-5 J.-C. LANGLOIS.

Avis est aux présentes donné que le seize mai 1922, Dame Marie-Eugénie Major, du canton de Barford, dans le district de Saint-François, épouse duement autorisée de Joseph-Adolphe-Alexandre Cloutier, du même endroit, a intenté une action en séparation de biens contre sondit époux, sous le No 717 des dossiers de la Cour supérieure du district de saint-François.

L avocat de la demanderesse,

2137—21-5 W. L. SHURTLEFF.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4393.

Dame Mollie Wolofsky, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de David Silverstein, marchand, du même lieu, demanderesse; vs David Silverstein, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 15 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,

2147—21-5 I. POPLIGER.

---

justice by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs Gédéon Rodrigue, of the township of Ascot, district of Saint Francis, farmer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this 30th day of May, 1922.

Sherbrooke, 30th May, 1922.

EMILE RIOUX,

2270—22-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 897. Dame Anny Vineberg, wife common as to property of Gidale Vineberg, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Gidale Vineberg, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant

Montreal, 30th May, 1922.

J. N. DECARIE,

2272—22-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 397.

Dame Elise Parent, wife common as to property of Napoléon Ruel, of the city of Quebec, plaintiff; vs Napoléon Ruel, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the ninth day of May, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, May 19th, 1922. 2140—21-5

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 6172. Dame Stéphanie Lahaie, of the parish of L'Ange-Gardien, in the district of Hull, wife common as to property of Octave Demers, of the same place, farmer, and duly authorized to these presents by one of the Honourable Judges of this Court, plaintiff; vs the said Octave Demers, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 29th of March, 1922.

Hull, 19th May, 1922.

J. C. LANGLOIS,

2178—21-5 Attorney for plaintiff.

Notice is hereby given that on the sixteenth day of May, 1922, Dame Marie Eugénie Major, of the township of Barford, in the district of Saint Francis, wife duly authorized of Joseph-Adolphe-Alexandre Cloutier, of the same place, instituted an action for separation as to property against her said husband, under No. 717, of the records of the Superior Court for the district of Saint Francis.

W. L. SHURTLEFF,

2138—21-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4393.

Dame Mollie Wolofsky, of the city and district of Montreal, wive common as to property with David Silverstein, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said David Silverstein, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 15th May, 1922.

I. POPLIGER,

2148—21-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3431. Dame Eugénie Cornoyer, épouse commune en biens de Arthur Jolivet, courtier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Arthur Jolivet, courtier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10 mai 1922.

Montréal, 18 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
MATHIEU & LEFEBVRE.

2175—21-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour upérieure, No 692.

Dame Rose-Anna Aubin, épouse commune en biens de Cyprien Mailhot, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cyprien Mailhot, gérant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ième jour d'avril 1922, contre le défendeur.

Montréal, 10 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2015—20-5 LAMARRE & BOURDON.

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 148.

Dame Alice Tremblay, du canton de Kingsay, district d'Arthabaska, dûment autorisée, à ester en justice, épouse de Wilbroad Tremblay, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs Wilbroad Tremblay, du canton de Kingsey, district d'Arthabaska, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour d avril 1922.

Arthabaska, 17 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2109—20-5 J.-V. D ARTOIS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3431. Dame Eugénie Cornoyer, wife common as to property of Arthur Jolivet, broker, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Arthur Jolivet, broker, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of May, 1922.

Montreal, 18th May, 1922.

MATHIEU & LEFEBVRE,
2176—21-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 692.

Dame Rose Anna Aubin, wife common as to property of Cyprien M ilho , of the city and district of Montreal, plaintff ; vs Cyprien Mailhot, of the city and district of Montreal, manager, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 27th of April, 1922, against defendant.

Montreal, 10th May, 1922.

LAMARRE & BOURDON,
2016—20-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 148.

Dame Alice Tremblay, of the township of Kingsey, district of Arthabaska, duly authorized to *ester en justice*, wife of Wilbroad Tremblay, farmer, of the same place, plaintiff; vs Wilbroad Tremblay, of the township of Kingsay, district of Arthabaska, defendant.

An action for separat on as to property has been instituted in this cause on the fifth day of April, 1922.

Arthabaska, 17th May, 1922.

J. V. D'ARTOIS,
2110—20-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Montréal, 7 juin 1922.

Avis public est, par le présent donné par mio, soussigné, Edouard Biron, domicilié dans la cité de Westmount, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite chambre, en date du trentième jour de mars dernier (1922), Fortunat Laberge, notaire, ci-devant résidant à Châteauguay, dans le district de Beauharnois, aujourd'hui de lieux inconnus, a été destitué pour avoir commis des actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions de l'article 4840 et du paragraphe septième de l'article 4849 du Code du notariat.

Cette destitution prendra effet le dix-septième jour de juin courant (1922).

En foi de quoi j'ai signé le présent, à Montréal, ce septième jour de juin mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.,
EDOURAD BIRON.

Montréal, 7 juin 1922. 2413—23-2

Miscellaneous Notices

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL.

Montreal, 7th June, 1922.

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, residing in the city of Westmount, one of the secretaries of the Board of Notaries, that, by a judgment of the Council of the said Board dated the thirtieth day of March last, (1922), Fortunat Laberge, Notary, formerly residing at Châteauguay, district of Beauharnois, and now of unknown place, has been removed as notary for contraventions to article 4840 and paragraph seventh of article 4849 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the seventeenth day of June instant (1922).

In witness whereof I have signed this present at Montreal, this seventh day of June, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,
Secretary B. M.

Montreal, 7th June, 1922. 2414—23-2

Bureaux-chef

ROSEMERE COUNTRY CLUB, INC.

Avis est aux présentes donné que "Rosemere Country Club, Inc", constituée par lettres patentes émises en vertu de la partie 1 de la Loi des compagnies de Québec, le 19 mai 1922, et dont le siège social est à Rosemere, comté de Terrebonne, province de Québec, a établi son bureau à Rosemere, Québec. Depuis la date du présent avis, la compagnie considèrera ce bureau comme son bureau-chef.

Daté à Rosemere, ce troisième jour de juin 1922.

Le secrétaire,
O. J. EDWARDS.
2481

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 6102 de la Loi des compagnies de Québec, 1920, que "Retail Credit Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par ouvelle procuration M. D. A. R. Campbell, de la cité de Montréal, son agent principal avec son bureau-chef d'affaires dans cette cité, en remplacement de M. Geo. L. Wright.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
2491

Head Offices.

ROSEMERE COUNTRY CLUB, INC.

Notice is hereby given that "Rosemere Country Club, Inc", incorporated by letters patent issued under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, on the 19th day of May, 1922, and having its head office in Rosemere, county of Terrebonne, Province of Quebec, has established its office at Rosemere, Quebec. From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Rosemere, this third day of June, 1922.

O. J. EDWARDS,
Secretary.
2482

Notice is hereby given, under article 6102 of the Quebec Companies' Act, 1920, that Retail Credit Company, authorized to do business in this Province has, by a ney power of attorney, appointed Mr. D. A. R. Campbell, of the city of Montreal, its principal agent, with head office in the said city, in the place and stead of Mr. Geo. L. Wright.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
2492

Compagnie dissoute

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières.

Avis est donné que les actionnaires de la "Compagnie des logements modernes de Grand'-Mère, ltée", ont passé à l'unanimité une résolution pour liquider et dissoudre ladite compagnie en date du vingt-sixième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux.

En foi de quoi j'ai signé à Grand'Mère, ce 27 mai 1922.

Le président et liquidateur,
J. L. DOSTALER.
2569

Company dissolved

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers.

Notice s given that the shareholders of the "Compagnie des logements modernes de Grand'-Mère, l ée", have unanimously passed a resolution to wind up and dissolve the said company on the twenty six h day of the month of January one thousand nine hundred and twenty two.

In witness whereof, I have signed at Grand'-Mère, this 27th of May, 1922.

J. L. DOSTALER,
Presiden and liquidator.
2570

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—ADMISSION TO PRACTICE OF LAW.

Noms — Names.	Prénoms. — Surnames	Age	Résidence — Residence.
Wolfe	John Patrick	24	Sherbrooke.
Cohen	Harry	23	Sherbrooke.

Le secrétaire du barreau de Saint-François,
K. A. WILSON,
Secretary of the bar of Saint Francis.

Sherbrooke, 31 mai—31st May, 1922.

2419-20—23-2

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 4 juillet 1922.—Examinations, 4th July, 1922.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges. — Colleges.
1.—Archambault...	Edouard.....	21	Montréal....	Coll. Montréal, Cours de Boiss.
2.—Archambault...	L.-R.....	24	Montréal....	Coll. Joliette.
3.—Baker.....	Hyman.....	22	Montréal....	Montreal High School, McGill. Coll.
4.—Batshaw.....	Harry.....	20	Montréal....	Cath. High School, McGill Univ.
5.—Bayliss.....	William.....	19	Montréal....	Commercial & Tech. High Sch.
6.—Clément.....	Paul d'Estimauville...	20	Outremont...	Coll. Notre-Dame, Coll Mt St-L.
7.—Cohen.....	Lawrence, Z.....	21	Montréal....	Victoria School, Westmount High School, McGill Univers.
8.—Crestohl.....	Leon, Dave.....	22	Montréal....	Victoria School, High School, Que., McGill University.
9.—Demers.....	Maurice.....	21	St-Jean.....	Coll. St-Jean.
10.—Fortier.....	Paul.....	19	Montréal....	Coll. Ste-Marie.
11.—Gaboury.....	Marcel.....	22	Montréal....	Coll. Ste-Marie, McGill Univ.
12.—Gaudet.....	Elisée.....	22	Joliette.....	Univ. Ottawa, Sém. et acad, Joliette.
13.—Gauthier.....	Paul.....	18	Montréal....	Coll. Ste-Marie.
14.—Gross.....	Myer.....	20	Montréal....	Public School, Montreal High School.
15.—Hartt.....	Maurice.....	27	Montréal....	Public High School Roumania. Queens Univ. Kingston, Ont.
16.—Julien.....	Maurice.....	21	Montréal....	Sém. de Ste-Thérèse.
17.—Lamer.....	Antonio.....	19	Montréal....	Coll. Ste-Marie.
18.—Laurendeau....	Godefroy.....	19	Montréal....	Coll. Ste-Marie.
19.—Lidstone.....	V.-J.....	22	Montréal....	Montreal High School, McGill University.
20.—Lyall.....	Wm. Thomas.....	24	Westmount..	Wykeham House School, McGill College.
21.—Messinger.....	Israel.....	17	Montréal....	Alexandra School, Commercial & Tech. High School.
22.—Ozur.....	Philip.....	20	Montréal....	Commercial & Tech. High Sch. Quebec Business College.
23.—Patenaude.....	Alphonse de Ligori...	19	Montréal....	Collège de Montréal, Collège Loyola.
24.—Rohrlick.....	Louis Henry.....	21	Montréal....	Montreal High School, McGill University.
25.—Rudenko.....	Samuel David.....	21	Montréal....	Montreal High School, McGill University.
26.—Solomon.....	Abraham.....	25	Montréal....	Montreal High School, McGill University.
27.—Schachter.....	M. W.....	27	Montréal....	Mt. Royal School, Hunters Acad.
28.—Schwisberg.....	Samuel Edgar.....	23	Montréal....	Mt. Royal School, Montreal High School.
29.—Silverstein.....	M.....	22	Montréal....	Montreal High School, McGill University.
30.—Usher.....	Peter Joseph.....	20	Montreal....	Montreal High School, McGill University.
31.—Wilkes.....	J. F. R.....	28	Montréal....	Toronto University, Oxford University, McGill University.

Le secrétaire du barreau de Montréal,
HOR. MICHAUD,
Secretary of the bar of Montreal

Montréal, 7 juin—7th June, 1922.

2417-18—23-2

BARREAU D'OTTAWA—BAR OF OTTAWA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW

Examens de juillet 1922—Examinations of July, 1922.

Nom — Name	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Pothier.....	Hubert-T.....	22 ans—years..	Ottawa.....	Académie de la Salle, Université d'Ottawa.
Fortier.....	Louis-Jacques.....	19 ans—years..	Hull.....	Académie de la Salle, Université d'Ottawa.
McDougall....	James Malcolm...	22 ans—years..	Aylmer.....	Ottawa Collegiate Institute, Mc- University.

Hull, 1er juin—1st June, 1922.

Le secrétaire,
P.-A. GAUDET,
Secretary

2315—16

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

In re: John Wilkens & Co. (Max Erdrick), insolvable, 279 boulevard Saint-Laurent, Montréal.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 1er juillet 1922, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 820 édifice "Powe ".
Montréa , 14 juin 1922. 2553

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Dans l'affaire de Antonio Duclos Roy, entrepreneur-menuisier, Saint-Jean-de-Dieu, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 3 juillet 1922.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 4 juillet 1922.

Le curateur,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Lt'd.
Québec, 15 juin 1922. 2555

Bankrupt notice

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

In re : John Wilkens & Co., (Max Erdrick), insolvent, 279, Saint Lawrence boulevard, Montreal.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 1st July, 1922, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" building,
Montreal, 14th June, 1922. 2554

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

In the matter of Antonio Duclos Roy, contractor, Saint-Jean-de-Dieu, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in the above matter which is open to objection till the 3rd of July, 1922.

This dividend is payable a my office on or after the 4th of July, 1922.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Lt'd, building.
Quebec, 15th June, 1922. 2556

Minutes de notaire

Québec, 14 juin 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. Louis-Auguste Dupuis, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte Anne-de-la-Pocatière, comté et district de Kamouraska, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu L.-J. Bérubé, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

2547—24-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, 14th June, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. Louis Auguste Dupuis, notary, residing and practicing at Sainte-Anne-de-la-Pocatière, county and district of Kamouraska, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late L. J. Bérubé, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

2548—24-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 719.

Lapointe *et al*, demandeurs; vs "Produits Sphinx, ltée", défenderesse; et La Banque Nationale, opposante.

APPEL DES CRÉANCIERS.

Le deuxième jour de juin 1922.

Sur ordre de l'honorable juge G. F. Gibsone donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité de ladite "Produits Sphinx, ltée", Montmagny, défenderesse, les créanciers de ladite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Québec dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le P. C. S.,

(Signé— AMD. ROBITAILLE.

Vraie copie,

Les procureurs des demandeurs, 2443—23-2

LAPOINTE & ROCHETTE.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 719.

Lapointe *et al*, plaintiffs; vs "Produits Sphinx, ltée", defendant; et "La Banque Nationale", opponent.

CALL TO CREDITORS.

The second day of June. 1922.

Upon an order of the Honorable Justice G. F. Gibsone given this day, following an allegation of insolvability of the said "Sphinx Products, Limited", Montmagny, the defendant, the creditors of the said defendant, who have not yet filed their claims, are now requested to do so, in the record of the present cause at the office of the prothonotary of the Superior Court for this district, at Quebec, within fifteen days from the first public ation of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, according to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

(Signed) AMD. ROBITAILLE,

P. C. S.

True copy,

LAPOINTE & ROCHETTE,

Attorneys for plaintiffs. 2444—23-2

Soumissions

Avis est par les présentes donné au public que les commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Saint-Lambert recevront jusqu'à 8 heures, mardi soir, le 27 juin 1922, des offres d'achat de $125,000.00 de débentures en séries à dix ans et six pour cent, datées du 1er février 1922, et dont les échéances seront les suivantes:

$1,800.00 1er février 1923; $2,000.00 1er février 1924; $2,100.00 1er février 1925; $2,200.00 1er février 1926; $2,300.00 1er février 1927; $2,500.00 1er février 1928; $2,600.00 1er février 1929; $2,800.00 1er février 1930; $2,900.00 1er février 1931; $103,800.00 1er février 1932:—$125,000.00, émises en conformité d'une résolution du département de l'Instruction publique de la province de Québec et d'un arrêté ministériel du 18 février 1922.

Les débentures sont de $100.00, $500.00 et $1000.00, avec coupons d'intérêt annexés payables le 1er février et le 1er août de chaque année, à la Banque de Toronto, à Saint-Lambert ou à Montréal.

Tenders

Public notice is hereby given that the school commissioners of the municipality of the city of Saint Lambert will receive up to 8 o'clock, Tuesday evening, June 27th, 1922, tenders for the purchase of $125,000.00 ten years six per cent serial debentures, dated February 1st, 1922, and maturing as follows:

$1,800.00 1st February, 1923; $2,000.00 1st February, 1924; $2,100.00 1st February, 1925; $2,200.00 1st February, 1926; $2,300.00 1st February, 1927; $2,500.00 1st February, 1928; $2,600.00 1st February, 1929; $2,800.00, 1st February, 1930; $2,900.00 1st February, 1931; $103,800.00, 1st February, 1932:—$125,000.00, issued according to resolution of Department of Public Instruction, Province of Quebec, an Order in Council dated February 18th, 1922.

The debentures are of $100.00, $500.00 and $1000.00 denomination with interest coupons attached payable 1st February and 1st August each year, at the Bank of Toronto, Saint Lambert or Montreal.

On ne s'engage pas nécessairement à accepter la plus haute, la plus basse, ni aucune autre soumission.

Saint-Lambert, le 10 juin 1922.

Le secrétaire-trésorier,
2483 JOHN H. HORSFALL.

Des soumissions cachetées et endossées; "Soumissions pour la municipalité d'Irelande-Nord" seront reçues par le soussigné, secrétaire-trésorier, jusqu'au 22 juin 1922, à une heure de l'après-midi, pour la construction d'un pont en fer sur la rivière près de chez Louis Bernier, dans le septième rang de la susdite municipalité. On pourra voir et avoir les renseignements sur les plan et devis au bureau du soussigné. Chaque soumissionnaire devra accompagner sa soumission d'un chèque accepté de 10% du montant de sa soumission. Chaque soumissionnaire devra se procurer une formule de soumission en s'adressant au bureau du secrétaire-trésorier soussigné. Les dites soumissions seront prises en considération le 22 juin 1922, à une heure P. M. par un comité du conseil nommé à cet effet.

Le conseil se réserve le droit d'accepter ou de refuser aucune des soumissions.

Richardville, le 8 juin 1922.

Le secrétaire-trésorier,
2507 VENERAND DOSTIE.

Province de Québec, ville Saint-Pierre, municipalité scolaire du village de Saint-Pierre-aux-Liens.

Avis public est par les présentes donné que la commission scolaire du village de Saint-Pierre-aux-Liens recevra d'ici au 26ième jour du mois de juin 1922 prochain jusqu'à midi, au bureau du soussigné, J.-E. Moulin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, ville Saint-Pierre, des soumissions écrites pour l'achat de $128,000.00 de débentures sous l'autorité d'une résolution adoptée le 3 octobre 1921, le tout suivant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de six par cent l'an 6%, intérêt payable semi-annuellement les premiers de mai et novembre de chaque année, au bureau de la Banque d'Hochelaga, de ville Saint-Pierre, Montréal et Québec.

Ces débentures seront de la dénomination de $100.00 ou de $500.00 chacune ou les deux, et seront numérotées par séries suivant leur dénomination, elles seront datées du premier novembre 1921, et seront payables au porteur le premier novembre 1926.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur ces débentures au moment de leur livraison.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent 1% du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur sera remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance de la commission scolaire du village de Saint-Pierre-aux-Liens qui aura lieu le 26 juin 1922, à huit heures p. m.

Ladite commission ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

The highest, lowest or any tender not necessarily accepted.

Given at Saint Lambert this 10th day of the month of June, 1922.

JOHN H. HORSFALL,
2484 Secretary Treasurer.

Sealed tenders endorsed "Tenders for the municipality of Ireland-North" will be received by the undersigned, secretary-treasurer, up to the 22nd of June, 1922, at one o'clock in the afternoon, for the erection of an iron bridge over the river close to the property of Louis Bernier, in the seventh range of the aforesaid municipality. The plan and specifications can be seen and particulars can be obtained at the office of the undersiged. Every tenderer shall attach to his tender an accepted cheque equel to 10% of the amount of such tender. Forms of tender may be obtained from the office of the undersigned, secretary-treasurer, and tenders will not be considered unless made on such forms. The said tenders will be considered the 22nd of June, 1922, at one o'clock in the afternoon, by a committee of the council appointed to that effect.

The council is free to accept or refuse any of the tenders.

Richardville, June 8th, 1922.

VENERAND DOSTIE,
2508 Secretary-Treasurer

Province of Quebec, ville Saint-Pierre, school municipality of the village of Saint-Pierre-aux-Liens.

Public notice is hereby given that the school commission of the village of Saint-Pierre-aux-Liens, will receive from this date up to next twelve o'clock noon of the 26th day of June next, 1922, at the office of the undersigned, J. E. Moulin, secretary-treasurer, Town Hall, ville Saint-Pierre, written tenders for the purchase of $128,000.00 of debentures under the authority of a resolution adopted the 3rd of October, 1921, the whole according to law, with interest coupons at the rate of six per centum 6% per annum, the interest being payable semi yearly, the first of May and November of each year, at the office of the Hochelaga Bank at Ville Saint-Pierre, Montreal and Quebec.

These debentures are in denomination of $100.00 or $500.00 each or both, and shall be numbered by series according to their denomination, they shall be dated the first of November, 1921, and shall be payable be bearer the first of November, 1926.

The price of the tenders shall include the accrued interests on the debentures at the time of their delivery.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per centum 1% of the amount of the loan. After the examination of the tenders the cheques of the unsuccessful tenderers shall be returned to them forthwith; that of the successful tenderer shall only be returned to him after the execution of his contract.

The said tenders shall be opened and considered at a sitting of the school commission of the village of Saint-Pierre-aux-Liens which shall take place on the 26th of June, 1922, at eight o'clock p. m.

The said commission does not bind itself to accept any of the tenders.

Donné à ville Saint-Pierre, ce 14ième jour du mois de juin mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire-trésorier,

J.-E. MOULIN.

2537

Given at Ville Saint-Pierre, this 14th day of the month of June, one thousand nine hundred and twenty two.

J. E. MOULIN,

Secretary-Treasurer.

2538

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNCIPALITE SCOLAIRE DE SAINT-TITE VILLAGE.

Avis est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de $58,000.00 souscrite par les commissaires d'écoles de Saint-Tite village, datées du 15 juin 1922, portant intérêt au taux de 6% l'an et remboursables à l'expiration de cinq ans.

Lesdites soumissions seront reçues jusqu'au lundi le 3 juillet 1922, à 5 heures p. m.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre desdits commissaires, au montant de 1% du chiffre de la soumiss on. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une séance publique desdits commissaires qui sera tenue le 3 juillet 1922, à 7 heures p. m.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Lesdits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui seront présentées.

Vi le de Saint-Tite, 13 juin 1922.

Le secrétaire-trésorier,

J.-B. MOUSSETTE.

2549

PROVINCE OF QUEBEC.

SCHOLL MUNICIPALITY OF SAINT-TITE VILLAGE.

Notice is hereby given that bids wi be received by the undersigned for the sal of the issue of $58,000.00 bonds of the school commissioners of Saint Tite village, dated 15th June, 1922, bearing interest at th rate of six per centum per annum and payable at the expiration of the next five years.

Said bids will be received until Monday, the third of July, 1922, at 5 o'clock p. m.

To every bid shall be an annexed cheque to the order of the said school commissioners for one per cent of the amount of the bid. The cheque of the bidder whose tender will be accepted shall be given back to him only after the fulfil ment of his contract.

The said bids will be taken into consideration at a public meeting of the said comm ssioners, which will be held on the third of July, 1922, at 7 o'clock p. m.

Every bid shall specify that the accrued interest will be paid apart from the amount of the bid.

The said commissioners do not undertake to accept any of the bids.

Town of Saint Tite, 13th June, 1922.

J. B. MOUSSETTE.

Secretary-Treasurer.

2550

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE RICHMOND.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond jusqu'à midi, le trois juillet, pour l'achat de l'émission de débentures suivantes:

Règlement No 130 duement approuvé en loi et au conseil exécutif par arrêté ministériel du 7 juin 1922.

Montant $20,000.00 en débentures, séries à 5½ pour cent d'intérêt, y compris l'intérêt et le capital datées du 1er juin 1922. Série de trente débentures de $1,376.11 chacune, dont la première sera échue le 1er juin 1923, et une par année subséquente le 1er juin, jusqu'au 1er juin 1953, inclusivement, remboursable à la Banque Canadienne de Commerce, à Richmond.

L'offre sera accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant d'icelle et mentionnera si elle est sujette à l'intérêt accru ou non, les offres seront étudiées par le conseil quinze jours après publication des présentes dans la *Gazette officielle de Québec*, à savoir: le trois juillet 1922, à huit heures p. m., ou aussitôt que pourra le faire le conseil ou la commission des finances, ou lors d'aucun ajournement de la séance.

Le conseil ne s'engage à accepter ni la plus haute soumission ni aucune autre.

Par ordre du conseil,

Le secrétaire-trésorier,

GEO. L. ALEXANDER.

Hôtel-de-ville, à Richmond, Qué., 13 juin 1922.

2571—24-2

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF RICHMOND.

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Richmond up to noon, on the third day of July, 1922, for the purchase of the following issue of debentures:

By-law No. 130 duly approved by law and the Lieutenant Governor in Council by Order-in-Council under date of June 7th, 1922.

Amount $20,000.00 being serial debentures with 5½ per cent interest, to include interest and capital and dated from first June, 1922.

This serie of thirty debentures of $1,376.11 each, the first one of which falls due on 1st June, 1923, and one each year thereafter on the first day of June up to and including 1st June, 1953, inclusively, payable at the Canadian Bank of Commerce, Richmond.

Tender must be accompanied by marked cheque for 1% of the amount of tender and must specify whether tender is made with accrued interest or not tenders will be taken into consideration by the council fifteen days after the publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, to wit: on the third day of July, 1922, at eight o'clock p. m., or so soon thereafter as the council of finance committee can do so or any adjournment of the session.

The council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

By order of the council,

GEO. L. ALEXANDER,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, Richmond, Que., 13th June, 1922.

2572—24-2

Province de Québec, municipalité de Sainte-Flore-Est.

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la corporation de Sainte-Flore-Est recevra d'ici au 3 juillet prochain 1922, jusqu'à quatre heures P. M., au bureau du soussigné, Victor Bourassa, secrétaire-trésorier de ladite corporation, des soumissions écrites pour l'achat de vingt-cinq mille ($25,000.00) piastres d'obligations devant être émises en vertu du règlement No 6 de ladite corporation, lequel dit règlement a été dûment approuvé suivant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de 6% par an, intérêt payable semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année, aux bureaux de la Banque Nationale à Grand'Mère, à Montréal ou à Québec.

Ces obligations, au nombre de deux cent cinquante, sont de la dénomination de $100.00 chacune, rachetables dans trente ans à compter du 1er mai 1922.

Les soumissions devront porter plus intérêt accru.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaies dont la soumission n'aura pas été acceptée leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance régulière du conseil municipal de ladite corporation qui aura lieu lundi, le 3 juillet prochain 1922, à sept heures P. M. (heure solaire).

Le dit conseil ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné en la paroisse de Sainte-Flore-Est, ce premier jour de juin mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire-trésorier,
VICTOR BOURASSA.

2319—23-2

Des soumissions cachetées, adressées au secrétaire-trésorier de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, seront reçues par le soussigné jusqu'au 30 juin 1922, à quatre heures de l'après-midi, à l'hôtel-de-ville de la dite cité de Rivière-du-Loup, pour l'achat d'une émission de débentures au montant de $200,000.00, au taux de 5½% d'intérêt par an, remboursables chaque année pendant l'espace de 20 ans de la date de l'émission; lesdites débentures devant être datées du 1er mai 1922.

Cette émission de débentures est faite en vertu du règlement No 124 de ladite cité, règlement duement voté par le conseil de ville et approuvé suivant la loi.

Sur demande, le secrétaire-trésorier fournira toutes particularités. Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et elle devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à une séance publique du conseil de ville de la cité de Rivière-du-Loup, le 3 juillet 1922, à 7.30 hrs. p. m., à la salle des séances du dit conseil, à l'hôtel de ville.

Le conseil ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier de la cité,
JOS. LEBEL.

Copie certifiée.
Le secrétaire-trésorier,
J. LEBEL.

2389—23-2

Province of Quebec, municipality of Sainte-Flore-East.

Public notice is hereby given that the municipal council of the corporation of Sainte-Flore-East will receive up to four o'clock in the afternoon, of the 3rd of July next, 1922, at the office of the undersigned, Victor Bourassa, secrtary-treasurer of the said corporation, written tenders for the purchase of twenty five thousand ($25,000.00) dollars of bonds to be issued under by-law No. 6 of the said corporation, said by-law having been duly approved according to law, with interest coupons at the rate of 6% per annum, the interest being payable semi-yearly the first of May and first of November of each year, at the offices of La Banque Nationale at Grand'Mère, Montreal or Quebec.

These bonds, to the number of two hundred and fifty, are in denomination of $100.00 each and mature in thirty years from the first of May, 1922.

The tenders must include the accrued interest.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one (1%) per cent of the amount of the loan. After the examination of the tenders, the cheques deposited by the unsuccessful tenderers will be returned to them forthwith; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

The said tenders will be opened and considered at a regular sitting of the municipal council which will be held on the 3rd of July next, 1922, at seven o'clock P. M. (standard time).

The said council does not bind itself to accept any of the tenders.

Given in the parish of Sainte-Flore-East, this first day of June, one thousand nine hundred and twenty two.

VICTOR BOURASSA,
Secretary-Treasurer.

2320—23-2

Sealed tenders addressed to the secretary-treasurer of the city of Rivière-du-Loup, county of Temiscouata, will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon of the 30th of June, 1922, at the city hall of the said city of Rivière-du-Loup, for the purchase of an issue of debentures amounting to $200,000.00, bearing 5½% interest per annum, redeemable each year during a period of twenty years from the date of issue; the said debentures to be dated the 1st May, 1922.

This issue of debentures is made under by-law No. 124 of the said city, by-law duly voted by the city council and approved according to law;

On demand, the secretary-treasurer will furnish all particulars. Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered does or does not include the accrued interest on the bonds at the time of their delivery;

The tenders will be considered at a public sitting of the city council of the city of Rivière-du-Loup, the 3rd of July, 1922, at 7.30 o'clock P. M., at the Council room of the said council, in the city hall.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

JOS. LEBEL,
Secretary-Treasurer of the city.

Certified copy,
J. LEBEL,
Secretary-Treasurer.

2390—23-2

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 28 juin 1922, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1921, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant général,
1907—19-6 T. E. McDONNELL.

Sale of unclaimed baggage

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, June 28th, 1922, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first, 1921, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1908—19-6 Vice-President and General Manager.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Onésime Mongrain, de Saint-Etienne-de-Bolton, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le SIXIEME jour de JUILLET prochain, le JEUDI, à DIX heures A.M. 1922, sera vendu par encan public, et conformément au paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-Bolton, comté de Brôme, district de Bedford, l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau de terre situé en ledit canton de Bolton, district de Bedford, connu comme étant les lots numéros quatre cent cinquante-sept et quatre cent cinquante-huit (457-458) des plan et livre de renvoi officiels du susdit canton, de la contenance, les deux lots ensemble, de cent neuf acres et demi en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

La vente sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres ayant rapport aux propriétés peuvent être examinés à mes bureaux.

Cette vente est faite en conformité à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite et équivaut à une vente faite par shérif.

Les conditions de paiement sont: argent comptant.

Le syndic autorisé,
L.-P. BERNARD.
Bureau: Granby, Qué. 2477—24-2

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Onésime Mongrain, of Saint-Etienne-de-Bolton, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SIXTH day of JULY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Saint-Etienne-de-Bolton, county of Brome, district of Bedford, the immoveable, viz:

A piece of land situate and being in the township of Bolton, district of Bedford, known as being lots numbers four hundred and fifty seven and four hundred and fifty eight (457-458) of the plan and book of reference of the said township, containing said lots together one hundred and nine acres and one half of an acre, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold to the highest and last bidder.

The certificate of the registrar and the titles to the said property to be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act and has the same effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

L. P. BERNARD,
Authorized trustee.
Office: Granby, Que. 2478—24-2

Dans l'affaire de A.-C. Martel, de Grande-Baie, Lac Saint-Jean, Qué., marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-HUIT JUILLET 1922, à ONZE heures A.M. (heure solaire), sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale du village de Grande-Baie, Lac Saint-Jean, Qué., la propriété suivante:

a. Un emplacement situé dans le village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, mesurent soixante-douze pieds de front sur deux cent cinquante pieds de profondeur environ; borné en front au sud à la rue Victoria, en arrière au nord à la rivière Saguenay, d'un côté à l'est au terrain de Charles Simard et de l'autre côté à l'ouest au terrain occupé par Léonce Gauthier—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; lequel emplacement est connu et désigné sous le numéro cent cinq (105) du cadastre officiel du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, Lac Saint-Jean.

In the matter of A. C. Martel, of Grande-Baie, Lake Saint John, merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTEENTH of JULY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenooon (standard time), there will be sold by public auction, at the parochial church door of the village of Grande Baie, Lake Saint John, the following property:

a. An emplacement situate in the village of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, measuring seventy two feet in front by two hundred and fifty feet in depth, more or less; bounded in front to the south by Victoria street, in rear to the north by the Saguenay river, on one side to the east by the land of Charles Simard and on the other side to the west by Léonce Gauthier—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; said emplacement being known and designated under the number one hundred and five (105) of the official cadastre of the village of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, Lake Saint John.

La propriété plus haut mentionnée sera vendue au plus haut enchérisseur.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Cette propriété est vendue suivant l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
Edifice Bossé, Québec. 2493—24-2

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 16.

Dans l'affaire de Albert Chenette, meunier, de la paroisse de Saint-Ours, dans le comté de Richelieu, dans la province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-UNIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'enchère à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ours, dans ledit comté de Richelieu, province de Québec, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Ours, touchant le chemin du Roi, de la contenance de soixante pieds de longueur sur une profondeur de qurante-deux pieds, le tout mesure anglaise, et faisant partie aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ours du lot numéro cent trente-neuf (ptie No 139), et tel qu'enclos de tous côtés par le résidu dudit ot No 139, sauf le long du chemin qui le borde—avec dessus érigée, une bâtisse en bois, sur fondation en béton, couverte en métal, avec annexes, servant actuellement de moulin à farine et avec et y compris deux moulanges (straps), aqueduc, trémies, "bander" et généralement tout ce qui est sensé immeuble par nature ou par destination, comme fixé et attaché à perpétuelle demeure ou autrement immobilisé de façon quelconque;

2. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Bernard, contenant environ trois-quarts d'arpents de largeur sur une profondeur d'environ dix-huit arpents; tenant d'un côté Aldéric Chenette, de l'autre côté Gélase Millette, d'un bout Oza Dragon de l'autre bout R. Bonin, et étant une partie aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ours du lot numéro quatre cent trente-six (ptie No 436).

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus désignés peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite et elle a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

Sorel, P.Q., 10 juin 1922. 2531—24-2

Canada, province de Québec, district de Richelieu. No 19.

Dans l'affaire de Willie Laurion, cultivateur, de Saint-Eugène-de-Grantham, dans le comté de Drummond, dans la province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que les terres du dit Willie Laurion, décrites comme suit:

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Eugène-de-Grantham, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadas-

The above described property will be sold to the highest bidder.

This property can be inspected at any time on applying to the undersigned.

The titles and certificates can be examined at the offices of the undersigned.

This property is sold pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale

Conditions of sale: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill street.
Bossé building, Quebec. 2494—24-2

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 16.

In the matter of Albert Chenette, miller, of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, in the Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FIRST day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty-two, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction at the church door of the parish of Saint-Ours, in the said county of Richelieu, Province of Quebec, the following immoveables, namely:

1. A piece of land situate in the parish of Saint Ours, fronting on the King's highway, containing sixty feet in length by a depth of forty two feet, the whole English measurements, and forming part on the official plan and book of reference of the parish of Saint Ours, of the lot number one hundred and thirty nine (pt. No. 139), and as enclosed on all sides by the residue of the said lot No. 139, save long the road which bounds it—with thereon erected, a wooden building on concrete foundation, covered in metal, and annexes, used presently as a flour mill and with and including two millstones, (straps), water pipes, hoppers, bander and generally everything deemed immoveable by nature or destination, as fixed and attached permanently or otherwise immobilized in any way whatever;

2. A piece of land situate in the parish of Saint-Bernard, containing about three quarters of one arpent in width by a depth of about eighteen arpents; bounded on one side by Aldéric Chenette on the other side by Gélase Millette, at one end by Oza Dragon and at the other end by R. Bonin, and being part of the lot number four hundred and thirty six (pt. No. 436) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Ours.

The certificate of the registry office and the titles respecting the above described immoveables can be examined at the office of the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C. A. TURCOTTE,
Authorized trustee.

Sorel, 10th June, 1922. 2532—24-2

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 19.

In the matter of Willie Laurion, farmer, of Saint-Eugène-de-Grantham, in the county of Drummond, in the Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that the lands of the said Willie Laurion, described as follows:

1. A parcel of land situte in the parish of Saint-Eugène-de-Grantham, known and designated on the official cadastral plan and book of reference

tre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton d'Upton, comme étant le lot numéro quatre-vingt-huit (No 88), mesurant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise—sans bâtisse;

2. Une portion de terre située en ladite paroisse de Saint-Eugène-de-Grantham, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton d'Upton, comme étant le lot numéro quatre-vingt-sept (No 87), mesurant cinq arpents de front sur vingt arpents de profondeur—avec les bâtisses y érigées;

3. Une portion de terre située en ladite paroisse de Saint-Eugène-de-Grantham, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton d'Upton, comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-six (ptie No 86), mesurant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, tenant devant au chemin de front du rang Brodeur, en arrière au treizième rang, d'un côté au sud-est au numéro quatre-vingt-sept et de l'autre côté à Charles Thibault ou représentants;

4. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Eugène-de-Grantham, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton d'Upton, comme étant le lot numéro quatre-vingt-cinq et comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-six (No 85 et ptie No 86), mesurant deux arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur; tenant en front au rang Brodeur, en arrière au treizième rang, d'un côté au sud-est à Charles Thibault ou représentants et de l'autre côté au numéro quatre-vingt-quatre—sans bâtisse ;

5. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Eugène-de-Grantham, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton d'Upton, comme étant le lot numéro quatre-vingt-trois et la partie sud-est du lot numéro quatre-vingt-quatre (No 83 et ptie S.-E. No 84), mesurant deux arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur; tenant au front au rang Brodeur, en arrière au treizième rang, d'un côté au sud-est au numéro quatre-vingt-cinq et de l'autre côté à Ulric Bonin ou représentants—sans bâtisse et avec réserve en faveur de J.-Bte Bonin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hugues sa vie durant, de tout le bois qui se trouve sur la moitié sud-est dudit lot numéro quatre-vingt-quatre.

Seront vendues à l'enchère à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène-de-Grantham, dans ledit comté de Drummond, province de Québec, le VINGTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures de l'avant-midi, Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus désignés peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite et elle a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

Sorel, P.Q., 10 juin 1922. 2533—24-2

of the county of Drummond, for the township of Upton, as being the lot number eighty eight (No. 88), measuring two arpents in front by twenty arpents in depth, the whole more or less and without warranty as to presice measurements —without building;

2. A parcel of land situate in the said parish of Saint-Eugène-de-Grantham, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Drummond, for the township of Upton, as being the lot number eighty seven (No. 87), measuring five arpents in front by twenty arpents in depth—with the buildings thereon erected;

3. A parcel of land situate in the said parish of Saint-Eugène-de-Grantham, known and designgnated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Drummond, for the township of Upton, as forming part of the lot number eighty-six (pt. No. 86), measuring two arpents in front by twenty arpents in depth; bounded in front by the front road of Brodeur range, in rear by the thirteenth range, on one side to the southeast by the number eighty seven and on the other side by Charles Thibault or representatives;

4. A parcel of land situate in the parish of Saint-Eugène-de-Grantham, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Drummond, for the township of Upton, as being the lot number eighty five and as forming part of the lot number eighty six (No. 85 and pt. No. 86), measuring two arpents and a half in front by twenty arpents in depth; bounded in front by Brodeur range, in rear by the thirteenth range, on one side to the southeast by Charles Thibault or representatives and on the other side by the number eighty four—without building;

5. A parcel of land situate in the parish of Saint-Eugène-de-Grantham, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Drummond, for the township of Upton, as forming part of the lot number eighty three and the southeast part of the lot number eighty four (No. 83 and S.-E. pt. No. 84), meausring two arpents and a half in front by twenty arpents in depth; bounded in front by Brodeur range, in rear by the thirteenth range, on one side to the southeast by the number eighty five and on the other side by Ulric Bonin or representatives—without building and with the reserve in favor of J. Bte Bonin, farmer, of the parish of Saint-Hughes, during this lifetime, of all the wood lying on the southeast half of the said lot number eighty four;

Will be sold at public auction, at the church door of the parish of Saint-Eugène-de-Grantham, in the said county of Drummond, Province of Quebec, the TWENTIETH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The certificate of the registry office and the titles respecting the above described immoveables can be examined at the office of the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of The Banksuptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C. A. TURCOTTE,
Authorized trustee.

Sorel, 10th June, 1922. 2534—24-3

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 17.

Dans l'affaire d'Albert Pétrin, cultivateur, de Saint-David-d'Yamaska, dans la province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que les terres du dit Albert Pétrin, décrites comme suit:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-David, dans la concession Saint-George, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour ladite paroisse de Saint-David comme étant le lot numéro cent cinquante-neuf (No 159), contenant un arpent et demi de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise et sans bâtisse;

2. Une autre terre située en la dite paroisse de Saint-David, dans la concession Saint-George, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-David comme étant le lot numéro cent soixante (No 160), mesurant un arpent et demi de front sur vingt-cinq arpents de progondeur, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses y érigées et les charges et obligations existant en faveur de dame Julie-Elmire Danis, veuve de feu Joseph Nadeau;

3. Une autre terre située en ladite paroisse de Saint-David, dans la concession Saint-George, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-David comme étant le lot numéro cent quarante-cinq (No 145), mesurant un arpent et demi de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses y érigées.

Seront vendues à l'enchère à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David, dans le comté d'Yamaska, province de Québec, le DIX-HUITIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures de l'avant-midi. Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus désignés peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B.3 de la Loi de faillite et elle a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

Sorel, P. Q., 10 juin 1922. 2535—24-2

Province of Quebec, district of Richelieu, No. 17.

In the matter of Albert Pétrin, farmer, of Saint-David-d'Yamaska, in the Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that the lands of the said Albert Pétrin, described as follows:

1. A farm situate in the parish of Saint-David, in Saint-George concession, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint-David as being the lot number one hundred and fifty nine (No. 159), containing one arpent and a half in front by twenty five arpents in depth, without warranty as to precise measurements and without building;

2. Another farm situate in the said parish of Saint David, in Saint George concession, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint-David, as being the lot number one hundred and sixty (No. 160), measuring one arpent and a half in front by twenty five arpents in depth, without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected and the charges and obligations existing in favor of Dame Elmire Danis, widow of the late Joseph Nadeau;

3. Another farm situate in the said parish of Saint-David, in Saint George concession, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint David, as being the lot number one hundred and forty five (No. 145), measuring one arpent and a half in front by twenty five arpents in depth, without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected.

Will be sold at public auction, at the church door of the parish of Saint David, in the county of Yamaska, Province of Quebec, the EIGHTEENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The certificate of the registry office and the titles respecting the above described immoveables can be examined at the office of the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C. A. TURCOTTE,
Authorized trustee.

Sorel, 10th June, 1922. 2536—24-2

Dans l'affaire de Adélard Bouchard, Saint-Raphael, comté de Bellechasse, cédant autorisé

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET 1922, à DIX heures a. m., (heure avancée) sera vendu sur les lieux à Saint-Raphael, l'immeuble suivant:

Un terrain ou emplacement contenant soixante-onze pieds anglais de front sur un demi-arpent de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent deux (502) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Raphael, comté de Bellechasse; borné au nord au chemin de front, au nord-est à Wellie Fleury, au sud à Joseph Lacroix, au sud-ouest à une ligne nord et au sud à trente-neuf pieds de la petite rue qui se trouve, avec droit pour l'acquéreur de prendre de l'eau à la source—avec les bâtisses dessus construites.

Les titres et certificat peuvent être examinés à mon bureau.

In the matter of Adelard Bouchard, Saint Raphael, county of Bellechasse, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, EIGHTEENTH JULY, 1922, at TEN o'clock a. m., will be sold at Saint Raphael, the immoveable property belonging to this estate as follows:

A certain piece of land containing about ninety one feet, English feet in front by one half acre in depth, more or less, known and designated as being part on number five hundred and two (502) for the cadastral plan of the said parish of Saint Raphael, Bellechasse; bounded at north to the front road, at northeast by Willie Fleury, at south to Joseph Lacroix and at southeast by the north and south line of about thirty nine feet to the narrow and small street with all the rights to the purchaser to take water to the source—with all buildings thereon erected.

The titles and certificate may be examined at my office.

Cette vente, faite d'après l'article 20 paragraphe 3*b* de la Loi de faillite, équivaut à une vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Quebec, le 16 juin 1922. 2557—24-2

Canada, province de Québec, district de Beauce.

Dans l'affaire de Alfred Poirier, East Broughton, comté de Beauce, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour de faillite le 11 avril 1922, dans la cause No 51 et tel que prescrit par la Loi de faillite, 1920.

L'immeuble suivant sera vendu par encan public le DIX-HUITIEME jour de JUILLET 1922, à TROIS heures de l'après-midi (heure solaire), à la porte de l'église catholique de la paroisse Sacré-Cœur-de-Jésus, savoir:

Un morceau de terrain d'un arpent de front sur 20 arpents de profondeur, faisant partie du lot neuf A (ptie 9*a*) des plan et livre de renvoi officiels pour le cinquième rang du canton Broughton, comté de Beauce; borné en front au chemin public, d'un côté et en porfondeur à Aurèle Gilbert et de l'autre côté à Théodore Fecteau—circonstances et dépendances, sujet aux servitudes passives, apparentes ou occultes, ainsi que le droit de profiter des servitudes actives, s'il y en a.

Signé à Saint-Joseph-de-Beauce, 13 juin 1922.

Le syndic autorisé,
2559—24-2 TANCREDE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Roberval.

Dans l'affaire de l'actif de Joseph Fortin, cultivateur, de la paroisse de Mistassini, comté du Lac Saint-Jean, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-de-Mistassini, savoir:

Un lot de terre contenant environ 153 acres en superficie, situé dans la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, connu et désigné sous le No vingt-cinq (25) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, onzième (11) rang, sauf la partie dudit lot sur laquelle est construit un moulin à scie et appartenant à Amédée Otis—avec les bâtisses dessus construites.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et aura les mêmes effets que la vente par le shérif.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres pourront être examinés en tout temps à mon bureau.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L.-E. Otis,
Roberval, Qué. 2561—24-2

The above sale, made persuant to paragraph 3*b* of article 20, of the Bankruptcy Law has the effect of the sheriff's sale.

Terms: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44, Dalhousie street.
Canada Steamship Lines, Ltd, building.
Quebec, June 16th, 1922. 2558—24-2

Canada, Province of Quebec, district of Beauce.

In the matter of the estate of Alfred Poirier, East Broughton, Beauce county, authorised assignor.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court on 11th April, 1922, in a cause No. 51 and in accordance with the provisions of the article 20, of the Bankruptcy Act, 1920.

The immoveable property hereafter described will be sold by public auction, the EIGHTEENTH day of JULY, 1922, at THREE o'clock in the afternoon, at the door of the catholic church of the village of Sacré-Cœur-de-Jésus, P. Q., to wit:

A parcel of land of one arpent in front by twenty in depth, forming part of the lot No. nine A (pt. 9*a*) of the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Broughton, Beauce county; bounded as follows: in front by the public road, on one side and in depth by Aurele Gilbert and on the other side by Théodore Fecteau, circumstances and dependencies, subject to the passive, apparent, and unapparent servitudes, as well as the right to the active servitudes, if any.

Signed and sealed at Saint-Joseph-de-Beauce, this 13th day of June, 1922.

TANCREDE BEAUDOIN,
2560—24-2 Authorised trustee.

Canada, Province of Quebec, district of Roberval.

In the matter of the estate of Joseph Fortin, farmer, of the parish of Mistassini, Lake Saint John county, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the eighteenth day of JULY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Saint-Michel-de-Mistassini, to wit:

A farm containing about 153 acres in area, situated in the parish of Saint Michel-de-Mistassini, known and designated as lot No. twenty-five (25) of the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Dolbeau, in the eleventh (11) range, save and except the portion of the lot on which is erected a saw mill belonging to Amedee Otis—with the buildings constructed thereon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3*b* of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Adjudication will be made to the highest and last bidder.

Titles can be examined at my office at any time.

Conditions of sale: Cash.

J. H. DELISLE,
Authorized trustee.

Office: L. E. Otis Bld'g.,
Roberval, P. Q. 2562—24-2

Canada, province de Québec, district de Roberval.

Dans l'affaire de l'actif de Thomas Harvey, cultivateur, L'Ascension, Lac Saint-Jean, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET 1922, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de L'Ascension, savoir:

Une terre contenant environ cent quatre (104) acres en superficie, située dans la paroisse de L'Ascension, connue et désignée sous le No huit (8), plus un emplacement au fronteau nord-ouest du lot No sept (7), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le sixième (6) rang du canton Delisle, comté du Lac Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3*b* de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et aura les mêmes effets que la vente par le shérif.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres pourront être examinés en tout temps à mon bureau.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L.-E. Otis.
Roberval, P. Q. 2563—24-2

Dans l'affaire de Joseph Allard, père, cultivateur, de Sainte-Cécile-de-Milton, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, sur les lieux mêmes, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre connue et désignée comme étant le numéro onze "B" (11 "B") du premier rang de la paroisse de Sainte-Cécile de-Milton, aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du syndic en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et à les mêmes effets que la vente par le shérif.

Pour autres informations e conditions de vente s'adresser au syndic autorisé soussigné.

HENRI MORIN.
159 rue Girouard, Saint-Hyacinthe, 13 juin 1922.
2567—24-2

Dans l'affaire de François St. Laurent, marchand, Matane, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à mon bureau : 44 rue Dalhousie, Québec, l'immeuble suivant:

Un certain terrain situé dans le village de Saint-Jérôme-de-Matane, de cent pieds de front sur quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au sud-est à la propriété du vendeur, J.-B.-E. Bergeron, au sud-ouest à la rue projetée, au nord-ouest à la propriété de J.-B.-E. Bergeron et au nord-est à la propriété de l'asile du Bon-Pasteur, faisant partie du numéro cent trente-un (131) du cadastre—avec bâtisses dessus construites, sujet à une rente annuelle de soixante-douze dollars.

Canada, Province of Quebec, district of Roberval.

In the matter of the estate of Thomas Harvey, farmer, of L'Assomption, Lake Saint John county, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY, 1922, at THREE o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of L'Assomption, to wit:

A farm containing about 104 acres in area, situated in the parish of L'Assomption, known and designated as lot No. eight (8), also an emplacement on northwest frontage of lot No. seven (7), of the official plan and book of reference of the sixth (6) range of township Delisle, in the county of Lake Saint John—with the buildings constructed thereon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraphe 3*b* of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and will have the same effect as a sheriff's sale.

Adjudication will be made to the highest and last bidder.

Titles may be examined at my office at any time.

Conditions of sale: Cash.

J. H. DELISLE,
Authorized trustee.

Office: L. E. Otis building.
Roberval, P. Q. 2564—24-2

In the matter of Joseph Allard, senior, farmer, of Sainte-Cécile-de-Milton, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, on the premises, the following immoveable, namely:

A farm known and designated as being the number eleven-B (11-B) of the first range of the parish of Sainte Cécile de Milton, on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

The titles and certificates can be examined at any time at the office of the trustee.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

For further particulars and conditions of sale, apply to the undersigned authorized trustee.

HENRI MORIN,
159 Girouard street,
Saint Hyacinthe, June 13th, 1922.
2568—24-2

In the matter of François St. Laurent, merchant, of Matane, authorised assignee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at my office: 44 Dalhousie street, Quebec, the property belonging to this estate.

A certain piece of land situated in the Saint-Jerome of Matane village, of one hundred feet in depth, English measure; bounded at southeast to the property belonging to J. B. E. Bergeron, at southwest, to the projected street, at north west also to the property of J. B.-E. Bergeron and at the northeast to the property of the Bon Pasteur asylum, being part of number one hundred and thirty one (131) of the cadastral plan—with buildings thereon erected, subject to a ground and yearly rent of seventy two dollars.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser au syndic autorisé,

J.-P.-E. GAGNON,

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Quebec, le 20 mai 1922. 2093—20–2

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

The sale is made in conformity with article No. 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act; 9-10 Georges V, chapter 36 and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms: Cash. For further particulars, apply to

J.-P.-E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street.
Canada Steamship Lines, Ltd, building.
Quebec, May 20th, 1922. 2094—20–2

Dans l'affaire de J.-Paul Côté, marchand, de Matane, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à mon bureau: 44, rue Dalhousie, Québec, l'immeuble suivant:

Un terrain situé dans le village de Saint-Jérôme-de-Matane, faisant partie des Nos cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-onze (190-191) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, premier rang, contenant cent pieds de front sur soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord au chemin public, à l'est au sud et à l'ouest aux vendeurs, Annie Fraser & al—avec bâtisses dessus construites, sujet à une rente annuelle de soixante-trois dollars et quatre-vingt-dix centins.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser au syndic autorisé,

J.P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, 20 mai 1922. 2095

In the matter of J. Paul Côté, merchant, of Matane, authorized assignee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at my office: 44 Dalhousie street, Quebec, the property belonging to this estate.

A certain piece of land situated in the Saint-Jerôme of Matane village, being part of numbers one hundred and ninety and one hundred and ninety one (190 and 191) of the cadastral plan of said parish, in the first range, containing one hundred feet in front by seventy one feet in depth, English measure; bounded at north to public road, at east, south and west to the vendors, Annie Fraser et al—with buildings thereon erected, subject to a yearly rent of sixty three dollars and ninety cents.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

The sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 Georges V, chapter 36 and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms: Cash. For further particulars, apply to

J.-P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd, Bld.
Quebec 20th May, 1922. 2096

Dans l'affaire de "Office Requirements, Limited", Sherbrooke, P. Q., cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le 23ième jour de mai 1922, et tel que prescrit par la Loi de faillite, 1920, l'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public, le VINGTIEME jour du mois de JUIN 1922, à DEUX heures de l'après-midi, au bureau des soussignés, No 22 rue Wellington-Nord, Sherbrooke, P. Q.

Un certain terrain connu et désigné comme étant le lot No treize cent cinq (1305) des plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la cité de Sherbrooke, P. Q.—avec les bâtisses ci-dessus érigées.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et à les mêmes effets que la vente par le shérif.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

BELANGER & BEGIN.

22 rue Wellington Nord.
Sherbrooke, P. Q., 23 mai 1922. 2207—21–4

In the matter of "Office Requirements, Limited", Sherbrooke, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judment rendered by the Bankruptcy Court, the 23rd day of May, 1922, and in accordance with the provisions of article 20 of the Bankruptcy Act, the immoveable property hereafter described will be sold by public auction, the TWFNTIETH day of JUNE, 1922, at TWO o'clock in the afternoon, at our office, No. 22 Wellington street North, Sherbrooke, P. Q., to wit:

The lot number thirteen hundred and five (1305) on the official plan and in the book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke, P. Q.—with buildings thereon erected.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

For further particulars and terms of sale, apply to the undersigned authorized trustees.

BELANGER & BEGIN,

22 Wellington street north.
Sherbrooke, P. Q., May 23rd, 1922.
2208—21–4

Province de Québec, district de Joliette.

In re: Elzéar Martel, manufacturier, de la cité et du district de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MARDI, ONZIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à l'ancienne place d'affaires du cédant autorisé, en la cité de Joliette, les immeubles suivants cédés par le failli en cette cause, savoir:

1. Un terrain situé sur la rue Saint-Viateur, à Joliette, faisant partie du lot No 117 du cadastre de la ville de Joliette, contenant soixante-dix pieds de largeur, plus ou moins, sur soixante pieds anglais de profondeur; borné en front par la rue Saint-Viateur, en profondeur par partie dudit lot No 117, d'un côté, au nord-est, par la rue Sainte-Anne, et de l'autre côté, au sud-ouest par le No 116—avec bâtisses.

Le dit immeuble sera vendu à la charge:

(a) Des rentes seigneuriales l'affectant;

(b) A la charge d'une rente annuelle et perpétuelle de $4.00, non rachetable, en faveur de la corporation des Clercs de saint Viateur, payable ladite rente le deuxième jour de janvier de chaque année;

(c) A la charge d'un droit de passage mitoyen en faveur de l'autre partie dudit lot No. 117 du cadastre de la ville de Joliette, ce passage devant s'exercer à la ligne de division pour communiquer de la rue Sainte-Anne sur les terrains susdits, tel passage devant avoir neuf pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, à partir de la rue Sainte-Anne, et à la charge du droit de vue sur ledit passage et sur lesdits terrains, avec droit de mettre et poser les châssis et ouvertures aux bâtisses construites et à être construites sur lesdits lots;

2. Un terrain situé en la ville de Joliette, faisant partie du lot No 98 de la subdivision officielle de partie du lot No 2 du cadastre de la ville de Joliette, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur: borné en front à la rue du Grand Nord, d'un côté à la rue Saint-Joseph, en arrière au reste dudit lot No 2-98, de l'autre côté au No 2-97—avec bâtisses (manufacture, etc.) dessus construites, et l'outillage attaché audit immeuble;

3. Un autre terrain faisant aussi partie du lot No 2-98 du cadastre de subdivision dudit lot pour la ville de Joliette, contenant cinquante pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur; borné en front par la rue Saint-Joseph, en profondeur par le lot No 2-97, d'un côté au No. 2-91 et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 2-98—avec bâtisses.

FAIT EN DOUBLE, à Joliette, ce septième jour du mois de juin mil neuf cent vingt-deux.

Le syndic autorisé,
J.-C. PERRAULT.

2455—23-2

En vertu de la loi de faillite.

Dans l'affaire de Fortunat Laberge, N. P., du village de Châteauguay, failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le huitième jour de mai 1922, dans la cause No 99, et tel que prescrit par la loi de faillite 1920.

L'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public le QUATORZIEME jour de

Province of Quebec, district of Joliette.

In re: Elzear Martel, manufacturer, of the city and district of Joliette, authorised assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the ELEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the former place of business of the authorised assignor, in the city of Joliette, the following immoveables assigned by the insolvent in this cause, to wit:

1. A lot of land situate on Saint Viateur street, in Joliette, forming part of the lot No. 117 of the cadastre of the town of Joliette, containing seventy feet in width, more or less, by sixty feet English measure, in depth; bounded in front by Saint Viateur street, in depth by part of the said lot No. 117, on one side, to the northeast, by Sainte Anne street, and on the other side to the southwest, by the No. 116—with buildings.

The said immoveable will be sold subject to:

(*a*) Seigniorial rents affecting it;

(*b*) An annual and perpetual rent of $4.00, unredeemable, in favor of the corporation des Clercs de saint Viateur, the said rent being payable on the second day of January of every year;

(*c*) A right of way mitoyen in favor of the other part of the said lot No. 117 of the cadastre of the town of Joliette, such right of way to be exercised at the division line to communicate from Sainte Anne street over the aforesaid lots of land, such right of way being nine feet in width by fifty feet in depth, English measure, from Sainte Anne street, and subject to the right of view on the said right of way and on the said lots of land, with right of putting and placing windows and openings in the buildings constructed and to be constructed on the said lots;

2. A lot of land situate in the town of Joliette, forming part of the lot No. 98 of the official subdivision of part of the lot No. 2 of the cadastre of the town of Joliette, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by Grand Nord street, on one side by Saint Joseph street, in the rear by the remainder of the said lot No. 2-98, on the other side by the No. 2-97—with buildings (factory, &c.) thereon erected, and the equipment attached to the said immoveable;

3. Another lot of land also forming part of the lot No. 2-98 of the subdivision cadastre of the said lot for the town of Joliette, containing fifty feet in width by fifty feet in depth; bounded in front by Saint Joseph street, in depth by the lot No. 2-97, on one side by the No. 2-91 and on the other side by the remainder of the said lot No. 2-98—with buildings.

MADE IN DUPLICATE, at Joliette, this seventh day of the month of June, one thousand nine hundred and twenty two.

J. C. PERRAULT,
Authorized trustee.

2456—23-2

Under the Bankruptcy Act.

In the matter of Fortunat Laberge, N. P., of the town of Châteauguay, bankrupt.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the eighth day of May, 1922, in case No. 99, and in accordance with the provisions of article 20 of the Bankruptcy Act, 1920.

The immoveable property hereafter described will be sold by public auction, the FOUR-

JUILLET 1922, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire) à la porte de l'église catholique du village de Châteauguay, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-dix (No 70-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay—avec les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé avant l'adjudication.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux syndics soussignés,

TURCOTTE & MERRILL,
97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Encanteurs :
FRASER FRERES. 2411—23-2

TEENTH day of JULY, 1922 at ELEVEN o'clock (standard time) in the forenoon, at the door of the catholic church of the village of Châteauguay, to wit:

One lot of land known and designated under number one of the official subdivision of original lot number seventy (No 70-1) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim of Châteauguay—with all the buildings thereon erected.

A deposit of $1,000.00 will be required before the adjudication.

For further particulars and *cahier des charges*, apply to the undersigned authorized trustees,

TURCOTTE & MERRILL,
97, Saint James street, Montreal.

FRASER BROTHERS,
Auctioneers. 2412—23-2

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir : No 3227. DAME GEORGIANA BOIVIN ET VIR, demanderesse; vs L.-A. BEDARD, *ès-qualité*, défendeur.

Comme appartenant au défendeur *ès-qualité*.

1. Cette partie du lot connue et désignée au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le No 144 qui est bornée au nord-est à la rue des Manufactures, au sud-est, partie à Alphonse Cantin et partie à une rue projetée et clôturée, au sud-ouest au No 145 audit cadastre, au nord-ouest, partie à Amédée Fournier et à Dame Ulric Boutin et partie à la rue Saint-Médard;

2. Un emplacement formant aussi partie dudit lot No 144 ayant front sur la rue Saint-Médard, borné au nord-est à John Parr, au nord-ouest, partie à Ernest Marchand et partie à Dame V. Béchard, au sud-est à ladite rue Saint-Médard et au sud-ouest à Joseph Laroche.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard-de-Warwick, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 8 juin 1922. 2479—24-2
[Première publication, 17 juin 1922]

SHERIFF'S SALES
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit : No. 3227. DAME GEORGIANA BOIVIN ET VIR, plaintiff; vs L.-A. BEDARD, *es-quality*, defendant.

As belonging to said defendant, *es-quality*:

1. That part of the lot known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Warwick, under No. 144 which is bounded on the northeast by the Manufactures street, on the south east part, by Alphonse Cantin and part by a planned and fenced street, on the south west by No. 145 on said official plan, on the north west, part by Amédée Fournier and Dame Ulric Boutin and part by Saint Médard street;

2. An emplacement also forming part of the lot No. 144 fronting on Saint Médard street, bounded on the north east by John Parr, on the northwest, part by Ernest Marchand and part by Dame V. Béchard, on the southeast by said Saint Médard street and on the southwest by Joseph Laroche.

To be sold at the parochaial church door of Saint-Médard-de-Warwick, on the EIGHTEENTH day of JULY next, 1922, at TEN o'clcok in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Sheriff.
Arthabaska, 8th June, 1922. 2480—24-2
[First publication, 17th June, 1922]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—Montmagny.

Montmagny, à savoir: No 436. DEMOISELLE MARIE NORMAND, rentière, de Saint-Michel, demanderesse; contre ADJUTOR VEZINA, de Shawinigan-Falls, défendeur.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: No. 436. MISS MARIE NORMAND, annuitant, of Saint-Michel, plaintiff; against ADJUTOR VEZINA, of Shawinigan Falls, defendant.

La septième partie indivise (1/7) des lots connus et désignés au cadastre officiel de Saint-Michel-de-Bellechasse, sous les numéros cent trente-quatre (134) et cent trente-cinq (135)—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-de-Bellechasse, MARDI, le DIX-HUITIEME jour de JUILLLET prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montmagny, 8 juin 1922. J.-C. LISLOIS.
2509—24-2

[Première publication, 17 juin 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure de Beauce.

Montmagny, à savoir: No 5705. } VICTOR POTVIN, cultivateur, de Sainte-Justine, défendeur; contre ROSAIRE TANGUAY, propriétaire de moulin, de Sainte-Sabine station, demandeur.

Partie du lot numéro quarante-six (46) du cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Bellechasse, étant un lopin de terre d'un acre en superficie, sujet à une rente foncière de cinq piastres au capital de cent piastres, maintenant due au défendeur ès-qualité, le tout avec moulin à scie et toute la machinerie, instruments et outils qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Camille-de-Bellechasse, JEUDI, le VINGTIEME jour du mois de JUILLET prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 12 juin 1922.

[Première publication, 17 juin 1922]
2539—24-2

The seventh undivided part (1/7) of the lots known and designated on the official cadastre of Saint-Michel-de-Bellechasse, under the numbers one hundred and thirty four (134) and one hundred and thirty five (135)—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Michel-de-Bellechasse, TUESDAY the EIGHTEENTH day of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Montmagny, June 8th, 1922. Sheriff.
2510—24-2

[First publication, 17th June, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Beauce.

Montmagny, to wit: No. 5705. } VICTOR POTVIN, farmer, of Sainte Justine, defendant; against ROSAIRE TANGUAY, mill owner, of Sainte Sabine station, plaintiff;

Part of the lot number forty six (46) of the official cadastre for the sixth range of the township of Bellechasse, being a parcel of land of one acre in area. Subject to an annual ground rent of five dollars capitalized at one hundred dollars, now due to the defendant *ès-qualité*, the whole with the saw-mill and all the machinery, instruments and equipment therein.

To be sold at the parochial church door of Saint-Camille-de-Bellechasse, on THURSDAY, the TWENTIETH day of the month of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Sheriff.
Montmagny, 12th June, 1922.

[First publication, 17th June, 1922]
2540—24-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 1900. } THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre ISRAEL ZELNIKER & ISRAEL CHERKER, tous deux des cité et district de Montréal, défendeurs.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Chapleau, connu et désigné sous le numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux A (2*a*-39) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec bâtisses dessus érigées, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $400.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 19 mai 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 14 juin 1922. 2565—24-2

[Première publication, 17 juin 1922]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 1900. } THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff; against ISRAEL ZELNIKER and ISRAEL SHERKER, both of the city and district of Montreal, defendants.

A lot of land situate in the city of Montreal; fronting on Chapleau street, known and designated under the number thirty nine of the official subdivision of the original lot number two-A (2*a*-39) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation—with the buildings thereon erected and with a right of way in the lane situate at the rear in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $400.00 shall be required from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the 19th of May, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.
Montreal, 14th June, 1922. 2566—24-2

[First publication, 17th June, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1381 } DAME ZEPHIRINE DUFORT, épouse séparée de biens de Alcide Lamarche, bourgeois, des cité et district de Montréal, et le dit Alcide Lamarche pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; contre JEAN-BAPTISTE-ALBERT-CLEOPHAS VIDRICAIRE et DAME MARIE-ROSE-DE LIMA-BLANCHE VIDRICAIRE, veuve non remariée de Charles-Napoléon Paquin, en son vivant des cité et district de Montréal, défendeurs.

1. Un terrain ou emplacement connu et désigné comme lot numéro soixante-dix-huit (78) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, contenant trente-quatre pieds de largeur à son front et trente-six pieds et six pouces de largeur à sa profondeur, sur soixante-seize pieds de profondeur dans une ligne et soixante-dix-sept pieds dans l'autre ligne; tenant en front à la rue Craig, en profondeur à la ruelle Bishop—avec une maison à deux étages en briques à quatre logements et autres dépendances;

2. Un autre terrain contigu à celui sus-désigné au coin de la rue Craig et de la rue Saint-Ignace, maintenant appelée rue Maisonneuve, connu et désigné comme lot numéro soixante-dix-sept (77) sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, contenant quarante-huit pieds de largeur sur la dite rue Craig par quatre-vingts pieds de profondeur sur la dite rue Saint-Ignace, mesure anglaise—avec une maison en briques à deux étages (outre les mansardes), contenant un magasin et logement et autres dépendances.

Un dépôt d'une somme de mille dollars ($1000. 00) sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 22 mai 1922.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif;
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 22 mai 1922. 2155—21-2
[Première publication, 27 mai 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1381. } DAME ZEPHIRINE DUFORT, wife separate as to property of Alcide Lamarche, gentleman, of the city and district of Montreal, and the said Alcide Lamarche to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; against JEAN-BAPTISTE-ALBERT-CLEOPHAS VIDRICAIRE and DAME MARIE ROSE DE LIMA BLANCHE VIDRICAIRE, unmarried widow of Charles Napoléon Paquin, in his life time of the city and district of Montreal, defendants.

1. A lot of land or emplacement known and designated as being the lot number seventy eight (78) on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, containing thirty four feet in width at the front and thirty six feet and six inches in width in the rear, by seventy six feet in depth in one line and seventy seven feet in the other line; bounded in front by Craig street, in depth by Bishop lane, —with a two storey brick house containing four dwellings and other dependencies thereon;

2. Another lot of land lying contiguous to the lot above described at the corner of Craig street and Saint Ignace street, now called Maisonneuve street, known and designated as being the lot number seventy seven (77) on the official plan and book of reference of said Saint Mary's ward, containing forty eight feet in width on the said Craig street by eighty feet in depth on the said Saint Ignace street, English measurements—with a brick house, two storey high (excluding the attic), containing a store and dwellings and other dependencies.

A deposit of one thousand ($1000.00) dollars shall be required from each and every bidder with his bid, as per judgment of the Honourable Justice Bruneau dated the 22nd day of May, 1922.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, May 22nd 1922. Sheriff.
[First publication, 27th May, 1922.]
2156—21-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 4681 } ARTHUR PAIEMENT, demandeur; contre ANTOINE-LEONIDAS HURTUBISE, défendeur.

1. Une terre située dans la paroisse de Saint-Bruno, dans le rang ou concession des Vingt, contenant deux arpents et un quart de front, plus ou moins, par trois arpents de profondeur; de là prenant seulement un arpent et demi de front sur dix-sept arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front par le chemin du Roi, connue et désignée sous le numéro trois cent douze (312) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno—avec une maison et constructions dessus érigées;

Un autre lot de terre situé dans la concession des Vingt, dans la dite paroisse de Saint-Bruno, portant le numéro trois cent-treize (313) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno, contenant, d'après le cadastre, deux arpents, deux perches et neuf pieds de largeur, et une profondeur de quatre arpents, et ensuite deux arpents, sept perches par une nouvelle profondeur de seize arpents, formant cinquante-trois arpents en superficie, le tout plus ou moins.

Ces dits deux lots trois cent douze et trois cent

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 4681. } ARTHUR PAIEMENT, plaintiff; against ANTOINE LEONIDAS HURTUBISE, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Bruno, in the range or concession des Vingt, containing two arpents and a quarter in front, more or less, by three arpents in depth; thence being only one arpent and a half in front by seventeen arpents in depth, more or less; bounded in front by the King's highway, known and designated under the number three hundred and twelve (312) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno—with a house and buildings thereon erected;

Another lot of land situate in the concession des Vingt, in the said parish of Saint-Bruno, bearing the number three hundred and thirteen (313) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno, containing, according to the cadastre, two arpents, two perches and nine feet in width, and a depth of four arpents, and then two arpents, seven perches by a new depth of sixteen arpents, forming fifty three arpents in area, all more or less.

The said two lots three hundred and twelve

treize (312-313) sus-dits forment une seule exploitation et doivent être vendus ensemble;

2. Un lot de terre en bois debout situé dans la concession des Douze, dans la paroisse de Saint-Bruno, de la contenance de deux arpents de front sur dix arpents de profondeur; borné en front par le chemin du rang des Douze, à l'autre bout au terrain appartenant aux héritiers Bruneau ou représentants, d'un côté à Joseph Rocheleau ou représentants et de l'autre côté à Camille Champagne ou représentants, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente (230) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno.

3. Un terrain situé dans la concession des Vingt, dans la paroisse de Saint-Bruno, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno sous le numéro trois cent cinq (305), de la contenance de trente arpents en superficie, plus ou moins, le plus ou le moins devant tourner au profit ou la perte de l'acquéreur, quelque soit la différence; borné en front par le chemin public dudit rang, en arrière par la ligne de seigneurie de Montarville, du côté nord-est par Joseph Chagnon et du côté sud-ouest par Adelman Vinet et Aimé Lambert—avec une cabane à sucre et ses accessoires;

Une terre à bois située dans la concession des Vingt, dans la paroisse de Saint-Bruno, connue sous le numéro trois cent sept (307) dudit cadastre, contenant environ six arpents en superficie;

Un terrain situé dans la concession des Vingt, dans la paroisse de Saint-Bruno, connu sous le numéro trois cent huit (308) dudit cadastre, contenant environ un arpent de front sur huit arpents de profondeur—sans bâtisse;

Un terrain situé dans la concession des Vingt, dans la paroisse de Saint-Bruno, connu sous le numéro trois cent neuf (309) dudit cadastre, de la contenance de cinq arpents et quatre perches de front sur environ six arpents de profondeur; et de là deux arpents de front sur quatorze arpents de profondeur, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Ces dits lots trois cent cinq, trois cent sept, trois cent huit, et trois cent neuf (305-307-308- et 309) forment une même exploitation et devront être vendus ensemble;

4. Un lopin de terre, de forme irrégulière, dans la concession des Vingt, dans la paroisse de Saint-Bruno, connu sous les numéros trois cent un et trois cent deux (301-302) du dit cadastre de Saint-Bruno forment une seule exploitation, pour être vendus ensemble;

5. Un lopin de terre situé dans la concession des Vingt, dans la paroisse de Saint-Bruno, connu sous le numéro trois cent cinquante-cinq (355) du dit cadastre, contenant environ un demi-arpent de largeur sur quinze arpents de profondeur—sans bâtisse. A distraire, cependant, cette partie du dit lot appartenant à la compagnie du Grand Tronc du Canada et sur lequel se trouve le chemin de fer de cette compagnie;

6. Un terrain situé dans la concession des Vingt, dans la paroisse de Saint-Bruno, comnu sous les numéros trois cent trois et trois cent quatre (303-304) du dit cadastre, de la contenance d'environ trente arpents en superficie, formant une seule exploitation et devant être vendus ensemble;

7. Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, dans le rang des Vingt-quatre, et faisant partie de la terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, dans le comté de Chambly, sous le numéro quatre cent deux (402); ledit

and three hundred and thirteen (312-313) aforesaid form one plot and must be sold together;

2. A lot of land in standing timber situate in the concession des Douze, in the parish of Saint Bruno, containing two arpents in front by ten arpents in depth; bounded in front by the road of the range des Douze, on the other end by the lot of land belonging to the heirs Bruneau or representatives, on one side by Joseph Rocheleau or representatives and on the other side by Camille Champagne or representatives, known and designated as forming part of the lot number two hundred and thirty (230) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno;

3. A lot of land situate in the concession des Vingt, in the parish of Saint Bruno, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno under the number three hundred and five (305), containing thirty arpents in area, more or less, the more or less to be at the profit or loss of the purchaser, whatever the difference may be; bounded in front by the public road of the said range, in the rear by the line of the seigniory of Montarville, on the northeast side by Joseph Chagnon and on the southwest side by Adelman Vinet and Aimé Lambert—with a sugar shanty and its accessories;

A wooded land situate in the concession des Vingt, in the parish of Saint Bruno, known under the number three hundred and seven (307) of the said cadastre, containing about six arpents in area;

A lot of land situate in the concession des Vingt, in the parish of Saint Bruno, known under the number three hundred and eight (308) of the said cadastre, containing about one arpent in front by eight arpents in depth—without building;

A lot of land situate in the concession des Vingt, in the parish of Saint Bruno, known under the number three hundred and nine (309) of the said cadastre, containing five arpents and four perches in front by about six arpents in depth; and thence two arpents in front by fourteen arpents in depth, more or less—with a house and other buildings thereon erected

The said lots three hundred and five, three hundred and seven, three hundred and eight and three hundred and nine (305-307-308 and 309) form one plot and must be sold together;

4. A parcel of land, of irregular outline, in the concession des Vingt, in the parish of Saint Bruno, known under the numbers three hundred and one and three hundred and two (301-302) of the said cadastre of Saint Bruno form one plot to be sold together;

5. A parcel of land situate in the concession des Vingt, in the parish of Saint Bruno, known under the number three hundred and fifty five (355) of the said cadastre, containing about one half arpent in width by fifteen arpents in depth—without building. To be withdrawn, however, that part of the said lot belonging to the Grand Trunk Company of Canada and on which is the railway of the said company;

6. A lot of land situate in the concession des Vingt, in the parish of Saint Bruno, known under the numbers three hundred and three and three hundred and four (303-304) of the said cadastre, containing about thirty arpents in area, forming one plot and to be sold together;

7. A parcel of land situate in the parish of Saint-Basile-le-Grand, in the range des Vingt-quatre, and forming part of the land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno, in the county of Chambly, under the number four hundred and

terrain contenant cent pieds de front par cinquante pieds de profondeur; tenant à un bout, au sud-est, au terrain de la compagnie de chemin de fer le Grand Tronc du Canada, à l'autre bout et du côté nord-est au résidu du dit lot 402, appartenant au dit M. Chagnon et de l'autre côté au sud-ouest à la route qui conduit du rang des Vingt-quatre au rang des Vingt—avec constructions, s'il y en a.

Pour être vendus comme suit, savoir: les paragraphes numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6 à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin ; et la paragraphe No 7 à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, le MEME jour, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Môntréal, 22 mai 1922. 2157—21-2
[Première publication, 27 mai 1922].

two (402); the said lot of land containing one hundred feet in front by fifty feet in depth; bounded on one end, to the southeast, by the land of the Grand Trunk Railway Company of Canada, on the other end and on the northeast side by the residue of the said lot 402, belonging to the said Mr. Chagnon and on the other side to the southwest by the road leading from the range des Vingt-quatre to the range des Vingt—with buildings, if any thereon.

To be sold as follows, to wit: the paragraphs numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6 at the church door of the parish of Saint Bruno, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon; and paragraph number 7 at the church door of the parish of Saint-Basile-le-Grand, on the SAME day, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.
Montreal, 22nd May, 1922. 2158—21-2
[First publication, 27th May, 1922]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: } JOSEPH JULIEN, de Pont-
No 2192. } Rouge, marchand; contre ALFRED MORISSETTE, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, à savoir:

Partie du lot No 260 (deux cent soixante) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf, étant un emplacement situé sur la route à Panet, contenant environ un quart d'arpent de front sur environ un demi-arpent de profondeur, le tout plus ou moins; bornée en front à l'est de la route à Panet, en profondeur à l'ouest à Napoléon Dion, au nord au représentant Albert Hardy et au sud à Napoléon Bertrand—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérf,
Québec, 15 juin 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 17 juin 1922]
[Deuxième publication, 30 juin 1922]
2573—24-2

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.—District de Québec.

Québec, à savoir: } HECTOR LAFERTE, avo-
No 1022. } cat et conseil en loi du Roi, de la cité de Québec; contre JOSEPH-IGNACE RACINE, de l'endroit appelé Rivière-à-Pierre, dans le comté de Portneuf, savoir:

Le lot No 2 (deux) du cadastre officiel de la paroisse de Rivière-à-Pierre, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans le deuxième rang de Bois—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Rivière-à-Pierre, comté de Portneuf, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 31 mai 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 2 juin 1922]
[Deuxième publication, 17 juin 1922]
2265—22-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit: } JOSEPH JULIEN, of Pont-
No. 2192. } Rouge, merchant; against ALFRED MORISSETTE, of the parish of Sainte-Jeanne-de-Neuville, to wit:

Part of the lot No. 260 (two hundred and sixty) of the official cadastre for the parish of Sainte-Jeanne-de-Neuville, county of Portneuf, being an emplacement situate on Panet road, containing about one quarter arpent in front by about one half arpent in depth, the whole more or less; bounded in front to the east by Panet road, in depth to the west by Napoléon Dion, on the north by the representative of Albert Hardy and on the south by Napoléon Bertrand—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Jeanne-de-Neuville, county of Portneuf, the TWENTY FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, June 15th, 1922. Sheriff.
[First publication, 17th June, 1922]
[Second publication, 30th June, 1922]
2574—24-2

FIERI FACIAS.

Circuit Court.—District of Quebec.

Quebec, to wit: } HECTOR LAFERTE,
No. 1022. } advocate and King's Counsel, of the city of Quebec; against JOSEPH IGNACE RACINE, of the place called Rivière-à-Pierre, in the county of Portneuf, to wit:

The lot No. 2 (two) of the official cadastre of the parish of Rivière-à-Pierre, couty of Portneuf, being a lot of land situate in the second range of Bois—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Rivière-à-Pierre, county of Portneuf, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, May 31st, 1922. Sheriff.
[First publication, 2nd June, 1922]
[Second publication, 17th June, 1922]
2266—22-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: P.-T. LEGARE, LIMI-
No 1693. TEE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Québec; contre OVILA BOISCLAIR ET ANTONIO BOURBEAU, tous deux de l'endroit appelé Macamic, dans le district de Québec, à savoir:

Saisi comme appartenant à Ovila Boisclair, l'un des défendeurs.

Le lot No 12 (douze) du rang 2 (deux) des plan et livre de renvoi au cadastre pour le canton Royal-Roussillon, comté de Témiscamingue, étant un lot de terre situé dans le dit canton Royal-Roussillon, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Macamic, comté de Témiscamingue, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le sherif,
Québec, 31 mai 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 2 juin 1922]
[Deuxième publication. 17 juin 1922.]
2267—22-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: P. T. LEGARE, LIMI-
No. 1693. TEE, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Quebec; against OVILA BOISCLAIR AND ANTONIO BOURBEAU, both of the place called Macamic, in the district of Quebec, to wit:

Seized as belonging to Ovila Boisclair, one of the defendants.

The lot No. 12 (twelve) of range 2 (two) of the official cadastral plan and book of reference for the township of Royal-Roussillon, county of Temiscaming, being a lot of land situate in the township of Royal-Roussillon, circunstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Macamic, county of Temiscaming, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, May 31st, 1922. Sheriff.
[First publication, 2nd June, 1922]
[Second publication, 17th June, 1922]
2268—22-2

Québec, à savoir : ALPHONSE CARRIER,
No 2644. cultivateur, Saint-Joseph-de-Lévis; contre Dame AURELIA SAMSON, veuve de feu Alphonse Samson, Lauzon, Lévis.

Le lot No 191 (cent quatre-vingt-onze) du cadastre officiel pour le village de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Cyrille—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente foncière annuelle de $10.00 payable le 1er mai à la succession Charles Samson, au bureau du notaire, Jos. Lagueux, à Lauzon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 30 mai 1922. 1993—22-2
[Première publication, 2 juin 1922]
[Deuxième publication, 17 juin 1922]

Quebec, to wit : ALPHONSE CARRIER,
No. 2644. farmer, of Saint-Joseph-de-Levis ; against AURELIA SAMSON, widow of the late Alphonse Samson, Lauzon, Levis.

The lot No. 191 (one hundred and ninety one) of the official cadastre for the village of Lauzon, county of Levis, being an emplacement situate on Saint Cyrille street—with the buildings thereon erected, circumsances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of $10.00 payable on the 1st May to the estate of Charles Samson, at the office of Jos. Lagueux, notary, at Lauzon.

To be sold at the parochial church door of Saint-Joseph-de-Levis, county of Levis, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.
Quebec, May 30th., 1922. 1994—22-2
[First publication, 2nd June, 1922]
[Second publication, 17th June, 1922]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, DONAT PELLE-
No-7903. TIER ; vs ARTHUR CHASSEUR, Saint-Donat, savoir:

1. Le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat—avec bâtisses sus-construites;

2. Les lots numéros cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante-un, cent cinquante-deux au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat, à distraire le terrain cédé à la corporation scolaire de Saint-Donat;

3. Partie est du lot numéro cent cinquante-trois au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat, d'environ un arpent et demi de large; borné à l'est à Arthur Chasseur, au nord à M. Bérubé, au sud au chemin de front, à l'ouest à A. Martin.

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, DONAT PELLE-
No. 7903. TIER ; vs ARTHUR CHASSEUR, Saint Donat, to wit:

1. The lot number two hundred and ninety seven on the official cadastre of the parish of Saint-Donat—with buildings thereon erected;

2. The lots numbers one hundred and forty nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty one, one hundred and fifty two on the official cadastre of the parish of Saint-Donat, to be withdrawn the lot of land ceded to the school corporation of Saint Donat;

3. The eastern part of the lot number one hundred and fifty three on the official cadastre of the parish of Saint Donat, of about one arpent and a half in width; bounded on the east by Arthur Chasseur, on the north by Mr Bérubé, on the south by the front road, on the west by A. Martin.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Donat, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
Rimouski, 24 mai 1922. CHS D'ANJOU.
[Première publication, 27 mai 1922]
2205—21-2

To be sold at the church door of Saint Donat, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. CHS DANJOU,
Rimouski, 24th May, 1922. Sheriff.
[First publication, 27th May, 1922]
2206—21-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 2881, à savoir: ARMAND COTÉ ET ARTHUR TREMBLAY, tous deux de Métabetchouan, y faisant affaires comme marchands sous les nom et raison sociale de Côté & Tremblay, demandeurs ; vs JOSEPH FORTIN, FILS DE MICHEL, de Saint-Gédéon, défendeur.

Un certain terrain ou emplacement situé en le village de la paroisse de Saint-Gédéon, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro huit-B (ptie No 8*b*) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton Signaï, et mesurant cent pieds de front sur deux cents pieds de profondeur; ledit terrain ou emplacement étant situé du côté ouest du chemin public et borné en front audit chemin public, le tout tel qu'actuellement enclos — avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, VENDREDI, le TRENTIEME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.
Roberval, 22 mai 1922.
[Première publication, 27 mai 1922]
2179—21-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 2881, to wit: ARMAND COTE AND ARTHUR TREMBLAY, both of Metabetchouan, and there carrying on business as merchants under the name and style of Côté & Tremblay, plaintiffs ; vs JOSEPH FORTIN, SON OF MICHEL, of Saint-Gédéon, defendant.

That certain piece of land or emplacement situate in the village of the parish of Saint Gédéon, forming part of the lot of land known and designated under the number eight-B (pt. No. 8*b*) on the official cadastral plan and book of reference of the tenth range of the township of Signaï, and measuring one hundred feet in front by two hundred feet in depth; the said piece of land or emplacement lying on the west side of the public road and fronting on the said public road, the whole as presently fenced in—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gédéon, on FRIDAY, the THIRTIETH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.
Roberval, 22nd May, 1922.
[First publication, 27th May, 1922]
2180—21-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 2949, à savoir: LA BANQUE NATIONALE, corps politique constitué en corporation, ayant le siège social de ses affaires en la cité de Québec et ayant un comptoir en la ville de Roberval, demanderesse; vs W. SIMARD, ci-devant de Saint-Gédéon, aujourd'hui de la ville de Chicoutimi, et JOS.-A. SIMARD ET AL, défendeurs.

Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros soixante-un, soixante-deux et soixante-trois (Nos 61, 62 et 63) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Taillon—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.
Roberval, 22 mai 1922.
[Première publication, 27 mai 1922]
2183—21-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 2949, to wit: LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec and a branch in the town of Roberval, plaintiff ; vs W. SIMARD, heretofore of Saint Gédéon, now of the town of Chicoutimi, and JOS. A. SIMARD ET AL, defendants.

The lots of land now known and designated under the numbers sixty one, sixty two and sixty three (Nos. 61, 62 and 63) on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Taillon—with appurtenances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint-Henri-de-Taillon, on THURSDAY, the TWENTY NINTH day of JUNE next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.
Roberval, 22nd May, 1922.
[First publication, 27th May, 1922]
2184—21-2

Mandat de saisie.—Ville de Roberval.

Province de Québec, District de Roberval, No 19, à savoir: } LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE ROBERVAL, demanderesse; vs WILLIAM GIRARD, de la ville de Roberval, défendeur.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-quatorze (No 274), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Roberval, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain (1922), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 22 mai 1922.

[Première publication, 27 mai 1922]

2185—21-2

Writ of seizure.—The town of Roberval.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 19, to wit: } THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF ROBERVAL, plaintiff; vs WILLIAM GIRARD, of the town of Roberval, defendant.

The lot of land now known and designated under the number two hundred and seventy four (No 274), on the official cadastral plan and book of reference of the village of Roberval—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, at Roberval, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 22nd May, 1922.

[First publication, 27th May, 1922]

2186—21-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

No 6309. } LOUIS LESSARD, rentier, de Sainte-Marie, Beauce, district de Beauce, demandeur; contre JOSEPH DOYON, de Piopolis, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur: les lots numéros cent onze et cent douze (111 et 112) du cadastre officiel pour le canton de Marston.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zénon-de-Piopolis, MARDI, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif.
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 14 juin 1922. 2577—24-2

[Première publication, 17 juin 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : No 282. } EUSEBE COTE, cultivateur, du canton de Weedon, district de Saint-François, demandeur; contre LAZARE MONFETTE, ci-devant du canton de Ham, district de Saint-François, maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Les lots No 8D et 9C du onzième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Ham—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus faites et construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, le 23 mai 1922. 2187—21-2

[Première publication, 27 mai 1922]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

No. 6309. } LOUIS LESSARD, annuitant, of Sainte-Marie, Beauce, district of Beauce, plaintiff; against JOSEPH DOYON, of Piopolis, district of Saint-Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots numbers one hundred and eleven and one hundred and twelve (111 and 112) of the official cadastre for the township of Marston.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Zénon-de-Piopolis, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY next, at ONE of the clock in the afternoon.

Sheriff's office, C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 14th June, 1922. 2578—24-2

[First publication, 17th June, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : No. 282. } EUSEBE COTE, farmer, of the township of Weedon, district of Saint Francis, plaintiff; against LAZARE MONFETTE, heretofore of the township of Ham, district of Saint Francis, now an absentee to the United States of America, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots Nos. 8-D and 9-C of the eleventh range on the official cadastral plan and book of reference of the township of Ham—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph-de-Ham-Sud, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 23rd May, 1922. 2188—21-2

[First publication, 27th May, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } PHILIPPE GODBOUT, mécanicien, de la ville de East-Angus, district de Saint-François, demandeur; contre ALBERT POISSON, du canton de Bury, district de Saint-François, défendeur.
No 439.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Le lot numéro huit C dans le rang A du canton de Bury, au cadastre officiel pour le canton de Bury, contenant cinquante-deux acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus faites et construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Compton, à Cookshire, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, le 23 mai 1922. 2189—21-2

[Première publication, 27 mai 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } PHILIPPE GODBOUT, mechanic, of the town of East Angus, district of Saint Francis, plaintiff; against ALBERT POISSON, of the township of Bury, district of Saint Francis, defendant.
No 439.

Seized as belonging to the said defendant:

The lot number eight C in range A of the township of Bury, on the official cadastre for the township of Bury, containing fifty two acres in superficies, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the county of Compton, at Cookshire, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 23rd May, 1922. 2190—21-2

[First publication, 27th May, 1922]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } DE NAULT GRAIN & PROVISION CO., LT'D., demandeur; contre les héritiers légaux de feu ALFRED LAMARCHE, défendeurs.
No 1027.

Un terrain sis et aitué en la paroisse de Sainte-Christine, comté de Bagot, sur la concession du premier rang, de la contenance d'un demi-arpent de largeur sur un arpent de profondeur, le tout plus ou moins, mesure française; tenant en front le chemin du premier rang, en profondeur J.-B. Gazaille, d'un côté à une route publique et de l'autre côté au terrain de Julien Bisaillon; ledit terrain faisant partie du numéro quatre (ptie No 4) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André-d'Acton—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Christine, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain 1922, à DEUX heures de l'après-mid.

Bureau du shérif. Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 13 juin 1922.

[Première publication, 17 juin 1922]

2551—26-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } DENAULT GRAIN & PROVISION CO., LT'D., plaintiff; against the legal heirs of the late ALFRED LAMARCHE, defendants.
No. 1027.

A piece of ground situate in the parish of Sainte Christine, Bagot county, on the concession of the first range, containing half an arpent in width by one arpent in depth, the whole more or less, French measure; bounded in front by the first range road, in depth by J. B. Gazaille, on one side by a public road and on the other side by Julien Bisaillon; said piece of ground being a part of number four (pt No. 4) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-André-d'Acton—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Christine, on the EIGHTEENTH day of JULY next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Saint Hyacinthe, 13th June, 19 2.

[First publication, 17th June, 1922.]

2552—24-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Maskinongé.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } PIERRE GRANDCHAMP, demandeur; vs FRANCOIS VINCENT, défendeur.
No 424.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, étant les numéros treize A et treize B (Nos 13*a* et 13*b*) du rang nord-ouest de la Rivière-du-Loup sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton Décalone, et contenant environ soixante-six acres en superficie—

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Maskinongé.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } PIERRE GRANDCHAMP, plaintiff; vs FRANCOIS VINCENT, defendant.
No. 424.

As belonging to the said defendant, namely:

A parcel of land situate in the parish of Saint-Alexis-des-Monts, being the numbers thirteen-A and thirteen-B (Nos. 13*a* and 13*b*) of the range northwest of the Rivière-du-Loup, on the official cadastral plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the township of Décalone, and containing about sixty six acres in area—

avec les bâtisses y érigées et une portion de terre située dans la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour le canton d'Hunterstown, sous le numéro trois cent soixante-cinq (365), et contenant dix-huit acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendu en bloc comme un seul et même établissement, à la porte de l'église de la paroisse de Saint Alexis-des Monts, dans le comté de Maskinongé, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire), suivant l'ordonnance de l'honorable juge J. A. Désy, en date du 2 juin 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 14 juin 1922.

[Première publication, 17 juin 1922]
2575—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 136 } J. FRANK LESSARD, demandeur; vs ALFRED GRENIER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Mathieu, dans la comté de Saint-Maurice, dans le deuxième rang du canton de Shawinigan, contenant environ quatre arpents en superficie, sans garantie de mesure précise; prenant par un bout au cordon du troisième rang du dit canton, par l'autre bout à la rivière de Shawinigan, d'un côté par Albert Hill ou représentants et de l'autre côté à Josaphat Lefebvre ou représentants ; le dit emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro quarante-sept (partie No 47) du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain 1922, à ONZE heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières 22 mai 1922. 2163—21-2

with the buildings thereon erected and a parcel of land situate in the parish of Saint-Alexis-des-Monts, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the township of Hunterstown, under the number three hundred and sixty five (365), and containing eighteen acres in area, more or less.

To be sold *en bloc* as one single plot of land, at the church door of the parish of Saint-Alexis-des-Monts, in the county of Maskinongé, the NINETEENTH day of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time), as per judgment of the Honourable Judge Désy, dated the 2nd of June, 1922.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.

Three Rivers, 14th June, 1922.

[First publication, 17th June, 1922]
2576—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 136. } J. FRANK LESSARD, plaintiff; vs ALFRED GRENIER, defendant.

As belonging to the said defendant, namely:

An emplacement situate in the parish of Saint Mathieu, in the county of Saint-Maurice, in the second range of the township of Shawinigan, containing about four arpents in superficies, without warranty as to precise measurements; bounded at one end by the range line (cordon) of the third range of the said township, at the other end by the Shawinigan river, on one side by Albert Hill or representatives and on the other side by Josaphat Lefebvre or representatives; the said emplacement known and designated as forming part of the lot of land number forty seven (Pt. 47) of the cadastre of the parish of Saint Mathieu—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, in the county of Saint Maurice, the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (solar time).

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.

Three Rivers, May 22nd., 1922. 2164—21-2

[First publication 27th May, 1922]

Lettres patentes

"The Canadian Plate Glass & Mirror Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai, 1922 constituant en corporation: Joseph-AlexandreMercier, avocat et conseil du roi, de la cité dOutrmont, John Alexander Sullivan, avocat et conseil du roi, et Léontine Couture, sténographe, fil e majeure de vingt et un ans, tous du district de Montréal, de la cité de Montréal, aux fins suivantes

Manufacturer, produire, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer de tous produits du verre, de la verrerie, de la porcelaine, de la vaisselle et autres produits smilaires, de tous appareils, instruments, porcédés, ingrédients et choses servant ou propres à servir en rapport avec la même, ou dans la fabrication ou la vente des pro-

Letters patent

"The Canadian Plate Glass & Mirror Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1922, incorporating: Joseph-Alexandre Mercier, advocate and King's Counsel, of the city of Outremont, John Alexandre Sullivan, advocate, and King's Counsel, and Léontine Couture, stenographer, spinster of the full age twenty one years, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, import, export, buy, sell and deal in all kinds of glass, glass ware, porcelain, china and other similar products, and in all apparatus, implements, processes, ingredients and things used or capable of being used in connection with the manufacture or sale of the same or in the manufacture or sale of the

duits dont ils constituent un facteur, faire affaire aussi, d'une manière générale, comme marchand, manufacturier, et fabriquer, acheter, vendre et trafiquer de toute sorte d'effets, denrées et marchandises.

Miner, extraire, traiter, fondre, développer, épurer et préparer pour le marché les minérais minéraux, produits ou composés chimiques ou d'autres substances

Acquérir par achat, louage, concession, échange ou autrement, aussi construire, ériger et exploiter des fabriques, usines, ateliers, magasins, entrepots, routes, quais, docks et bassins de radoub ainsi que d'autres constructions et structures et toute propriété mobilière et immobilière nécessaire ou utile à la réalisation des objets de la compagnie, aussi les louer, vendre et aliéner

Acquérir par achat, bail, échange, louage ou autrement, détenir et exploiter des terrains, droits miniers ou permis d'extraction, des octrois ou concessions, réserves forestières ou droits de coupes, lots de grève, privilèges hydrauliques, pouvoirs, droits et ntérêts afférents, et es bâtir, développer, cultiver, organiser, peupler et autrement les améliorer et utiliser

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux exemployés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale

Construire, posséder, gérer affrêter, exploiter, louer et bâcler tous genres de vapeurs et voiliers, remorqueurs, bateaux, barges et autres vaisseaux, pour le transport à titre onéreux des marchandises du fr t des pa ager

Soliciter et maintenir, enrégistrer, louer, acqué ir, détenir, vendre, louer et disposer d'octrois, licences y relatives, ou autrement faire valoir les brevets d invention, perfectionnements, procédés m rques et noms de commerce, choses semblables nécessaires ou utiles à aucune des fins de la compagnie

Conclure avec aucun ar angement, aucune autorité suprême mun icipalit , locale ou autres, aucun arrangement qui para tra approprié à la réalisation des objets de la compagnie ou de partie d'iceu x objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir de ce gouv rnements ou autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie coira désirable d obetnir, aussi exécute ,exercer, et s conformer à ses arrangements, droits et privilèges et concessions

Acheter la totalité ou aucune partie, comprenant l'achalandage du commerce, l'entreprise, la propriété ou l'actif, foncier ou personn l, mob lier ou immobilier, les brevets, droits, réclamations, privi èges, concessions, contrats ou les autres avantages d'aucune compagnie ou personne exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisé à exercer, ou aucun commerce semblables à icelui, ou possédant aucune propriété convenant aux fins des présentes, payer totalement ou partiellement en obligations, en débentures, en actions entièrement libérées et non sujettres à appel du capital de la compagnie, assumer aussi le passif d'aucune telle compagnie, ou personne;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété, des droits, franchises et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie

products of which they constitute a factor, and to carry on business generally as merchant, manufacturer, and to manufacture, buy, sell, and deal in any kinds of goods, wares and merchandises;

To mine, quarry, treat, smelt, develop, refine and prepare for market, ores, minerals, chemicals or chemical compounds or other substances;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or otherwise, and to construct, erect and operate all factories, mills, shops, storehouses, warehouses, roads, wharves, docks and graving docks and other constructions and erections and all property moveable and immoveable, necessary or useful for the carrving out of any of the purposes of the company and to lease, sell, dispose of the same;

To acquire by purchase, lease, hire ,exchange or otherwise, and to hold, and operate lands, mining or mineral licenses, grant or concessions, timber limits or licenses to cut timber, waterlots, water-privileges, and powers and rights and interests therein, and to build upon, develop cultivate, form, settle and otherwise improve and utilize the same;

To establish and support all aid in the establishment and support of associations, institutions, conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public or general object;

To construct, own, manage, charter, operate, hire and lease all kinds of steam and sailing vessels, tugs boats, barges, and other vessels and to tow carry goods, freight and passengers for hire;

To apply for and maintain, register, lease, acquire, and hold, sell, lease and dispose of any grant licenses in respect of and otherwise turn to account on patents of invention, improvement or processes, trade-marks, trade-names, concessions, and the like necessary or useful for any of the purposes of the company;

To enter into any arrangements with any governments or authorities supreme, municipal, local or otherwise which may seem conducive to the fulfilment of the objects, of the company or any part thereof, and to obtain from any such government or authority any right, privileges and concessions which the company, may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase all or any part including the goodwill of the business or undertaking or the property or assets, real or personal, moveable or immoveable, patents, rights, claims, privileges, concessions, contract or other advantage of any company, person or persons carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto or possessing any property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures all fully paid, and non-assessable share of the capital stock of the company, and to assume the liabilities of any such company, person or persons;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises, and undertakings of the company or any part thereof for such considera-

d'iceux moyennant le prix que la compagnie croira, convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont partiellement ou totalement semblables à ceux de la corporation sujet aux dispositions de l'article 5985 de la cloi des compagnies de Québec, 1920;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune compagnie, corporation ou personne garantir l'exécution des contrats par aucune telle corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Faire aucune convention relativement au partage des bénéfices ou à l'union des inérêts avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisé à exercer, s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée, ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, débentures ou valeurs de compagnies ou corporations autres, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux;

Exercer aucun autre commerce manufacturier ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec les objets précités, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif d'aucune invention qui semblera propre à servir, à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qui sembleront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exhibition d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de livres et revues, octrois de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou comme autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets pré-

tion as the company may think fit, and inparticular for shares, and debentures bonds or other securities of any other company having rights or objects altogether or in part similar to those of the company subject to the provisions of article 5985 of the Quebec Companies' Act, 1920;

To raise and assist in raising for and to aid by way of bonus, loans, promises, endorsement, guarantee of bonds, or other securities or otherwise any other company, corporation, person or persons and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation person or persons with whom the company may have business relations;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or co-carrying on or engaged in or about to carry on engage in any business which the company is authorized to carryon or to amalgamate with any such company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular shares, debentures or securities in any other company or corporation belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factor or agents;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do al or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducve to the attainment of the above

cités, sous le nom de "The Canadian Plate Glass & Mirror Company", avec un fonds social total de quatrante-cinq mille piastres ($45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Les porteurs d'actions privilégiées de la compagnie auront droit de recevoir, chaque année, a même les bénéfices accrus de la compagnie en excédant du montant, s'il en est, qui aura été réservé et fixé comme capital d'exploitation, un dividende non-cumulatif de sept pour cent payable tous les trois, six ou douze mois, de la manière déterminé de temps à autre par les directeurs, et cela avant la mise en réserve ou le paiement d'aucun dividende destiné au capital général ou ordinaire;

Si les bénéfices accumulés en excédant du montant fixé et réservé comme capital d'exploitation ne suffisent pas à payer chaque année un dividende de sept pour cent sur ledit capital privilégié, ces dividendes seront alors payés sur icelui dans la mesure où le permettra cet excédant de bénéfices accumulés; mais ces dividendes ne seront pas cumulatifs mais seront payables pour chaque année seulement à même les bénéfices réalisés cette année-là et non avec ceux des années subséquentes;

A la dissolution de la corporation ou à la distribution finale de son actif, et après paiement de ses dettes, le capital de priorité sera racheté au pair, si est suffisant l'actif de la corporation, y compris le surplus et les bénéfices accumulés. Si l'actif ne suffit au rachat dudit capital au pair, alors ledit actif entier ou son produit sera distribué proportionnellement aux détenteurs de ce capital privilégié, si l'actif est plus que suffisant à racheter le capital privilégié au pair, tout ce qui restera de l'actif, après ce réméré, sera divisé proportionnellement entre les détenteurs du capital général ou ordinaire de la corporation.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2541 C.-J. SIMARD.

objects under the name of "The Canadian Plate Glass & Mirror Company", with a total capital stock of forty five thousand dollars ($45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The holders of the preferred shares shall be entitled to receive in each year, out of the accumulated profits of the company, in excess of such a sum, if any, as shall have been fixed and reserved as working capital, a non-cumulative dividend of seven per cent, payable quarterly, half-yearly, or yearly, as the directors may from time to time determine, before any dividend shall be set apart or paid on the general or common stock of the company;

If the accumulated profits in excess of the sum fixed and reserved as working capital shall not be sufficient to pay, in any year, a dividend of seven per cent, on aid preferred stock, then such dividends shall be paid thereon on such excess of accumulated profits will suffice to pay; but the dividends thereon shall not be cumulative, but shall be payable for each year only out of the accumulated profits of that year and not of any subsequent year or years.

Upon the dissolution of the corporation, or upon final distribution of its assets, and after the payment of its debts, the preferred stock shall be redeemed at par if the assets of the corporation, including surplus and accumulated profits, are sufficient. If the assets are not sufficient to redeem said stock at par, then all said assets or their proceeds shall be disbuted ratably among the holders of such preferred stock. If the assets are more than sufficient to redeem the preferred stock at par all assets remaining after such redemption shall be divided ratably among the holders of the general or common stock of the corporation;

The principal place of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2542 Assistant Provincial Secretary

Vente—Loi de faillite

Dans l'affaire de Joseph Camirand, de la paroisse de Sainte-Eulalie, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le QUATORZIEME jour de JUILLET 1922, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus à l'encan public et conformément à l'article 20, paragraphe 3*b*, de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Eulalie, dan le comté de Nicolet, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif du cédant autorisé, savoir:

1. Une terre dans le quatorzième rang d'Aston, contenant trois arpents environ de largeur sur une profondeur moyenne de dix-huit arpents, plus ou moins; bornée au sud-ouest à la rivière Nicolet; au nord-est au lot numéro 106 du cadastre, au nord-ouest à Ovila et Onésime Lebeau et au sud-est à Joseph Provancher, faisant partie sur le travers des lots numéros cent sept et cent huit (ptie 107 et ptie 108) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Léonard—avec les bâtisses dessus construites;

5

Sale—Bankruptcy Act

In the estate of Joseph Camirand, of the parish of Sainte-Eulalie, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the FOURTEENTH day of JULY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3*b* of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Sainte-Eulalie, in the county of Nicolet, Que., the following immoveable properties, being a part of the assets of the said estate, as follows:

1. A land in the fourteenth range of Aston, containing about three arpents wide by about eighteen arpents in depth, more or less; bounded by the south west by Nicolet river; on the north east by the lot number 106; on thenorth-west by Ovila and Onésime Lebeau and on the southeast by Joseph Provancher, being a part across the lots number one hundred and seven and one hundred and eight (p. 107 & 108) of official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint-Léonard—with buildings on erected;

2. Une terre dans le quatorzième rang d'Aston, contenant environ quatre arpents et demi de largeur au bout sud-ouest et environ sept arpents de largeur au bout nord-est, sur une profondeur moyenne d'environ dix-huit arpents, plus ou moins; borné au sud-ouest à la rivière Nicolet, au nord-est au lot numéro 106 au nord-ouest à Hercule Houle et au sud-est à Amable Beaudoin, faisant partie, sur le travers, des lots numéro cent sept et cent huit (p. 107 et p. 108) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroise de Saint-Léonard—avec les bâtisses dessus construites.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: comptant.

Le syndic-autorisé,
HENRI-R. DUFRESNE.

Nic let, 14 juin 1922. 2579—24-2

2. A land in the fourteenth range of Aston, containing about four arpents and a half wide on the south east and about seven arpents wide on the northeast by about eighteen arpents in depth, more or less; bounded on the south-west by Nicolet river, on the north-east by the lot number 106, on the northwest by Hercule Houle and on the southeast by Amable Beaudoin, being a part across the lots number one hundred and seven and one hundred and eight (pt. 107 & pt. 108)of official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint-Léonard — w th buildings on erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above properties can be seen at my office.

The above sale, made pursuant to article 20, paragraph 3*b* of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash .

HENRI-R. DUFRESNE,
Authorized trustee.

Nicolet, 14th June, 1922. 2580—24-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 24

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Aubin vs Mailhot..... 1459
" Beaudoin vs Boulanger..... 1457
" Caron vs Picard..... 1457
" Coates vs Smith..... 1457
" Cornoyer vs Jolivet..... 1459
" Lahaie vs Demers..... 1458
" Major vs Cloutier..... 1458
" Parent vs Ruel..... 1458
" Thibodeau vs St-Germain..... 1457
" Tremblay vs Tremblay..... 1459
" Veilleux vs Rodrigue..... 1457
" Viau vs Picard..... 1457
" Vineberg vs Vineberg..... 1458
" Wolofsky vs Silverstein..... 1458

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1423

AVIS DIVERS:—

Laberge, Fortunat..... 1459

BUREAUX-CHEF:—

Retail Credit Company..... 1460
Rosemere Country Club, Inc..... 1460

COMPAGNIE DISSOUTE:—

La Cie des Logements Modernes de Grand'Mère, Limitée..... 1460

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—

Sacré-Cœur-de-Jesus de Crabtree Mills. 1456
Sainte-Anne-des-Plaines..... 1456
Saint-Pierre, d'Estcourt..... 1455

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Mun. scol. Norton Creek..... 1454
" Island Brook..... 1453
" Lemieux..... 1453
" St-Roch-Ouest..... 1453
" Lac-Saint-Paul..... 1454

Index of the Quebec Official Gazette, No 24

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Aubin vs Mailhot..... 1459
" Beaudoin vs Boulanger..... 1457
" Caron vs Picard..... 1457
" Coates vs Smith..... 1457
" Cornoyer vs Jolivet..... 1459
" Lahaie vs Demers..... 1458
" Major vs Cloutier..... 1458
" Parent vs Ruel..... 1458
" Thibodeau vs St-Germain..... 1457
" Tremblay vs Tremblay..... 1459
" Veilleux vs Rodrigue..... 1457
" Viau vs Picard..... 1457
" Vineberg vs Vineberg..... 1458
" Wolofsky vs Silverstein..... 1458

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1423

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Laberge, Fortunat..... 1459

CHIEF-OFFICES:—

Retail Credit Company..... 1460
Rosemere Country Club, Inc..... 1460

COMPANY DISSOLVED:—

La Cie des Logements Modernes d Grand'Mère, Limitée..... 1460

DEPARTMENT OF COLONISATION:—

Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills. 1456
Sainte-Anne-des-Plaines..... 1456
Saint-Pierre, d'Estcourt..... 1455

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School mun. Norton Creek..... 1454
" Island Brook..... 1453
" Lemieux..... 1453
" St-Roch-West..... 1453
" Lac-Saint-Paul..... 1454

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORETS:—

Vente, coupe des bois brûlés..... 1454

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase..... 1454
Griffintown Club..... 1455

EXAMENS DU BARREAU:—

Montréal..... 1461
Ottawa..... 1462
Saint-François..... 1460

FAILLI:—

John Wilkens & Co..... 1462
Roy, Antonio Duclos..... 1462

LETTRES PATENTES:—

Accessories Manufacturers, Lt'd..... 1442
Agence Molson de Trois-Rivières, limitée 1447
Anglo-Polish Social Club, Inc..... 1438
Atlantic Bag Company, Lt'd..... 1430
Auger-Leduc, limitée..... 1445
Bryant Brothers, Limited..... 1448
Gordon Manufacturing Co., Lt'd..... 1439
Green's Horse Exchange, Inc..... 1440
La Cie de l'Hôtel du Palais, limitée..... 1444
Le Crédit Industriel, Inc..... 1430
Montcalm Trading Co., Lt'd..... 1443
Manhattan Enbroidery Co., Lt'd..... 1441
Oulimar, Limited..... 1434
Products, Ltd..... 1432
Rosemere Conntry Club, Inc..... 1428
Smart Style Cloak Co., Lt'd..... 1446
The Canadian Plate Glass & Mirror Company..... 1484
Trihey's, Limited..... 1432

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—

Black River Shipping Company..... 1450

MINISTÈRE DE L'AGRICYLTURE:—

Cer le agri ole de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Gaide..... 1455

MINUTES DE NOTAIRES :—

En faveur de M. Louis-Auguste Dupuis. 1463

ORDRE DE COUR:—

Lapointe *et al* vs Produits Sphinx, Lt'd.... 1463

PROCLAMATIONS :—

Annexion à la paroisse de Saint-Omer... 1425
La municipalité du village de La Reine. 1424

Sainte-Cécile-de-Lévrard..... 1427

SOUMISSIONS:—

Cité de Rivière-du-Loup..... 1466
Corporation scol ire de Saint-Tite village 1465
Municipalité Saint-Lambert..... 1463
Municipalité Ireande-Nord..... 1464
Municipalité scolaire Saint-Pierre-aux-Liens..... 1464
Municipalité Sainte-Flore-Est..... 1466
Ville de Richmond..... 1465

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Sale, burnt timber..... 1454

TREASURY DEPARTMENT:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint Athanase..... 1454
Griffintown Club..... 1455

BAR EXAMINATIONS:—

Montreal..... 1461
Ottawa..... 1462
Saint Francis..... 1460

INSOLVENT :—

John Wilkens & Co..... 1462
Roy, Antonio Duclos..... 1462

LETTERS PATENT:—

Acces ories Manufacturers, Lt'd..... 1442
Agence Molson de Trois-Rivières, limitée 1447
Anglo-Polish Social Club, Inc..... 1438
Atlantic Bag Company, Lt'd..... 1430
Auger-Leduc, limitée..... 1445
Bryant Brothers, Lim ted..... 1448
Gordon Manufacturing Co., Lt'd..... 1439
Green's Horse Exchange, Inc..... 1440
La Cie de l'Hôtel du Palais, limitée..... 1444
Le Crédit ndustriel, Inc..... 1435
Montcalm Trading Co., Lt'd..... 1443
Manhattan Enbroidery Co., Lt'd..... 1441
Oulimar, Limited..... 1434
Products, Ltd..... 1432
Rosemere Country Club, Inc..... 1428
Smart Style Cloak Co., Lt'd..... 1446
The Canadian Plate Glass & Mirror Company..... 1484
Trihey's, Limited..... 1432

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Black River Shipping Company..... 1450

DEPARTMENT OF AGRICYLTURE:—

Farmers' Club of the parish of Notre-Dame-de-la-Garde..... 1455

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Mr. Louis Auguste Dupuis.. 1463

RULE OF COURT:—

Lapointe *et al* vs Produits Sphinx, Lt'd... 1463

PROCLAMATIONS :—

Annexion to the paris' of Saint-Omer... 1425
The municipality of the village of La Reine..... 1424
Sain e-Cécile-de-Lévrard..... 1427

TENDERS:—

City of Rivière-du-Loup..... 1466
Corporation scolaire de Saint-Tite village 1465
Municipality Saint-Lambert..... 1463
M nicipality Ireande-Nord..... 1464
Municipality Saint-Pierre-aux-Liens.... 1464

Municipality Sainte-Flore-East..... 1466
Town of Richmond..... 1465

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Dominion Express Co..... 1467

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Allard, Joseph..... 1472
Bouchard, Adélard..... 1470
Camirand, Joseph..... 1487
Chenette, Albert..... 1468
Côté, J.-Paul..... 1472
Fortin, Joseph..... 1471
Harvey, Thomas..... 1472
Laberge, Fortunat..... 1474
Laurion, Willie..... 1468
Martel, A.-C..... 1467
Martel, Elzéar..... 1474
Mongrain, Onésime..... 1467
Office Requirements, Limited..... 1473
Pétrin, Albert..... 1470
Poirier, Alfred..... 1471
St-Laurent, François..... 1472

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA :—

Boivin *et vir* vs Bédard, *ès-qualité*..... 1475

MONTMAGNY:—

Normand vs Vézina..... 1475
Potvin vs Tanguay..... 1476

MONTRÉAL:—

Dufort (Dme) vs Vidricaire *et vir*..... 1477
Paiement vs Hurtubise..... 1477
The Trust & Loan Company of Canada vs Zelniker & Sherker..... 1476

QUÉBEC:—

Carrier vs Dme Samson..... 1480
Julien vs Morissette..... 1479
Laferté vs Racine..... 1479
P.-T. Légaré, ltée vs Boisclair *et al*.... 1480

RIMOUSKI:—

Pelletier vs Chasseur..... 1480

ROBERVAL:—

Côté & Tremblay vs Fortin..... 1481
La Banque Nationale vs Simard *et al*.... 1481
Ville de Roberval vs Girard..... 1482

SAINT-FRANCOIS:—

Côté vs Monfette..... 1482
Godbout vs Poisson..... 1483
Lessard vs Doyon..... 1482

SAINT-HYACINTHE:—

Denault Grain & Provision Co. Lt'd, vs Lamarche..... 1483

TROIS-RIVIÈRES:—

Grandchamp vs Vincent..... 483
Lessard vs Grenier..... 1484

QUÉBEC.—Imprimé par LS-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—

Dominion Express Co..... 1467

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Allard, Joseph..... 1472
Bouchard, Adélard..... 1470
Camirand, Joseph..... 1487
Chenette, Albert..... 1468
Côté, J.-Paul..... 1472
Fortin, Joseph..... 1471
Harvey, Thomas..... 1472
Laberge, Fortunat..... 1474
Laurion, Willie..... 1468
Martel, A.-C..... 1467
Martel, Elzéar..... 1474
Mongrain, Onésime..... 1467
Office Requirements, Limited..... 1473
Pétrin, Albert..... 1470
Poirier, Alfred..... 1471
St-Laurent, François..... 1472

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Boivin *et vir* v Bédard, *ès-qualité*..... 1475

MONTMAGNY:—

Normand vs Vézina..... 1475
Potvin vs Tanguay..... 1476

MONTREAL:—

Dufort (Dme) vs Vidricaire *et vir*..... 1477
Paiement v Hurtubise..... 1477
The Trust & Loan Company of Canada vs Zelniker & Sherker..... 1476

QUEBEC:—

Carrier vs Dme Samson..... 1480
Julien vs Morissette..... 1479
Laferté vs Racine..... 1479
P.-T. Légaré, ltée vs Boisclair *et al*.... 1480

RIMOUSKI:—

Pelletier vs Chasseur..... 1480

ROBERVAL:—

Côté & Tremblay vs Fortin..... 1481
La Banque Nationale vs Simard *et al*.... 1481
Town of Roberval vs Girard..... 1482

SAINT FRANCIS:—

Côté vs Monfette..... 1482
Godbout vs Poisson..... 1483
Lessard vs Doyon..... 1482

SAINT HYACINTHE:—

Denault Grain & Provision Co. Lt'd, vs Lamarche..... 1483

THREE RIVERS:—

Grandchamp vs Vincent..... 1483
Lessard vs Grenier..... 1484

QUEBEC.—Printed by LS A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.